

ASSURANCE AUTO BNP PARIBAS

INFORMATIONS COMMERCIALES
ET CONDITIONS GÉNÉRALES
Octobre 2023



BNP PARIBAS

La banque
et l'assurance
d'un monde qui change

ASSURANCE AUTO BNP PARIBAS



Une offre pensée pour vous et vos besoins

MERCI DE VOTRE CONFIANCE

En choisissant le contrat Assurance Auto BNP Paribas, vous disposez d'une offre complète et modulable pour la protection de votre véhicule et d'une protection du conducteur dans toutes nos formules. Vous accédez également à de nombreux services d'assistance.

Découvrez dans cette brochure les principales caractéristiques du contrat, les contacts utiles ainsi que les Conditions Générales du contrat Assurance Auto BNP Paribas.

BESOIN DE CONSEILS ?

Votre conseiller BNP Paribas est votre interlocuteur privilégié.

Il se tient à votre disposition pour toute question. N'hésitez pas à le contacter.





Votre contrat en bref

UNE ASSURANCE AUTO QUI S'ADAPTE À VOS BESOINS

- 3 formules au choix
- Des options pour personnaliser votre contrat
- Un accès 24h/24 à votre contrat via votre Espace client BNP Paribas



NOUS VOUS ACCOMPAGNONS DANS UN MONDE QUI CHANGE

- L'assurance Auto BNP Paribas s'adapte aux nouvelles pratiques et assure votre véhicule lorsque vous le mettez en location¹
- Nous vous informons de l'arrivée de la dépanneuse sur votre smartphone
- Si votre véhicule est équipé d'un appareil de géolocalisation actif, vous n'aurez pas de franchise en cas de vol¹

+ VOS AVANTAGES BNP PARIBAS

- Nous récompensons les bons conducteurs avec le Bonus BNP Paribas² pouvant atteindre 60 %
- Nous accompagnons les enfants de nos assurés avec le Bonus Jeune BNP Paribas² en leur offrant la moitié du bonus de leurs parents
- Si vous parcourez moins de 7 000 km par an, vous bénéficiez d'une cotisation réduite en le déclarant à la souscription¹



LE CONDUCTEUR EST BIEN PROTÉGÉ, JUSQU'À 1,3 MILLION D'EUROS ⁽¹⁾

La garantie Protection du conducteur vous couvre :

- Dans toutes les formules avec un même niveau de protection
- Sans franchise pour la prise en charge des frais de soins, pertes de revenus et services à la personne, et à partir de 10 % pour l'incapacité permanente
- Lorsque vous conduisez le véhicule assuré, un véhicule loué ou emprunté :
 - Sans restriction de durée dans les Etats non barrés sur votre carte internationale d'assurance et en principauté de Monaco
 - Pour une durée de 4 semaines consécutives maximum dans le monde entier



BNP PARIBAS ASSISTANCE ⁽¹⁾ VOUS ACCOMPAGNE 24 H/24, 7J /7

- Pas d'avance de frais en cas de réparation de votre véhicule
- L'option Mobilité avec une assistance dès 0 km et la mise à disposition d'un véhicule de remplacement

1. Dans les conditions et limites prévues au contrat.

2. Conditions de l'offre disponibles sur votre Espace client et en agence BNP Paribas.

COMMENT NOUS CONTACTER ?

L'assureur de votre contrat est Cardif IARD, société d'assurance du groupe BNP Paribas.



Avec mabanque.bnpparibas rubrique « Mes Assurances » ou l'application MesComptes, rubrique « Assurances »



- Consultez votre contrat
- Téléchargez vos attestations
- Transmettez vos documents (factures, constat amiable...)
- Échangez avec un Conseiller Assurance
- Consultez vos avis d'échéance et relevés d'opération
- Déclarez un sinistre
- Échangez avec votre Conseiller Gestion de Sinistre

POUR SOUSCRIRE

Pour toute information relative à votre devis ou pour souscrire votre contrat :

- Rendez-vous sur mabanque.bnpparibas, rubrique « Mes Assurances » ou sur l'application MesComptes rubrique « Assurances »
- Contactez votre conseiller en agence
- Appelez nos conseillers BNP Paribas au : **3477** Service gratuits + prix appel du lundi au vendredi de 8h30 à 19h30 et le samedi de 9h00 à 16h00 hors jours fériés

Vous pouvez nous transmettre les documents relatifs à votre souscription :

- Via la messagerie sécurisée sur mabanque.bnpparibas rubrique « Mes Assurances » ou sur l'application MesComptes, rubrique « Assurances »
- Par courrier, à l'adresse suivante :
Cardif IARD
Gestion contrat
TSA 57491
76934 ROUEN CEDEX 9

EN COURS DE VIE DU CONTRAT

Pour toute question ou modification relative à votre contrat, ou si vous avez besoin d'une attestation :

- Rendez-vous sur mabanque.bnpparibas rubrique « Mes Assurances » ou sur l'application MesComptes, rubrique « Assurances »
- Contactez votre conseiller BNP Paribas
- Appelez nos conseillers Assurance BNP Paribas au : **02 27 08 92 92** (coût d'un appel local) du lundi au vendredi de 8h30 à 19h00 et le samedi de 9h00 à 13h30
- Adressez votre courrier à :
Cardif IARD
Gestion contrat
TSA 57491
76934 ROUEN CEDEX 9

BESOIN D'ASSISTANCE EN CAS D'URGENCE 24 H/24 ET 7 J/7

Votre véhicule est immobilisé suite à une panne ou un accident, ou en cas de dommages corporels ?

- Contactez BNP Paribas Assistance :
 - En France : **0 800 30 33 33** Service & appel gratuits
 - De l'étranger : **+33 235 033 098** (coût d'un appel selon pays)
 - Sourds et malentendants : envoyez « SOS » par sms au **33 626** (coût d'un sms)

EN CAS DE SINISTRE

Avant toute démarche, déclarez votre sinistre :

- Sur mabanque.bnpparibas rubrique « Mes Assurances » ou sur l'application MesComptes, rubrique « Assurances »
- Après de nos conseillers Assurance BNP Paribas au : **02 27 08 92 92** (coût d'un appel local) du lundi au vendredi de 9h00 à 13h00 et de 14h00 à 18h00
- Par courrier, à l'adresse suivante :
Cardif IARD
Indemnisation et Services
TSA 67492
76934 ROUEN CEDEX 9
- Après de votre conseiller BNP Paribas ou dans toute autre agence BNP Paribas

Vous souhaitez bénéficier du service d'aide au constat amiable ?

- Appelez le : **02 27 08 92 92** (coût d'un appel local) du lundi au vendredi de 9h00 à 13h00 et de 14h00 à 18h00

PROTECTION JURIDIQUE

- Appelez le **02 27 08 95 00** (coût d'un appel local) du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00
- Adressez votre courrier à :
BNP Paribas Protection Juridique
TSA 20045
76934 ROUEN CEDEX 9



RÉCLAMATIONS

Une réclamation est l'expression d'un mécontentement à notre égard. Une demande de service ou de prestation, d'information ou d'avis n'est pas une réclamation.

1/ Pour toute réclamation concernant la distribution d'assurance (informations, conseil, conditions de souscription) par BNP Paribas, vous pouvez contacter :

> EN PREMIER RECOURS

- **L'agence :** votre conseiller habituel ou le directeur de votre agence, par courrier, par téléphone sur leur ligne directe, sur l'application mobile « MesComptes »⁽¹⁾, ou auprès d'un conseiller en ligne :
 - **Pour les clients particuliers au 3477** (appels non surtaxés), ou via le formulaire en ligne **sur le site** : www.mabanque.bnpparibas⁽¹⁾
 - **Pour les clients Banque Privée au 3273** (appels non surtaxés), ou via le formulaire en ligne **sur le site** : www.mabanqueprivée.bnpparibas⁽¹⁾
 - **Pour les clients professionnels au 3478** (appels non surtaxés), ou via le formulaire en ligne **sur le site** : www.mabanquepro.bnpparibas⁽¹⁾

- **Le Responsable Réclamations Clients :** si vous n'obtenez pas de réponse satisfaisante à votre réclamation, vous pouvez contacter **par écrit** le Responsable Réclamations Clients dont dépend votre agence. Ses coordonnées sont disponibles en agence ou sur les sites internet www.mabanque.bnpparibas⁽¹⁾ ou www.mabanqueprivée.bnpparibas⁽¹⁾ ou www.mabanquepro.bnpparibas⁽¹⁾ ou sur l'application mobile « MesComptes »⁽¹⁾.

Pour la clientèle Hello bank! : Vous pouvez contacter directement un **conseiller Hello Bank!** pour lui faire part d'une réclamation **par téléphone** au 01 43 63 15 15 (coût d'un appel local) ou par le formulaire de contact en ligne intégré **à votre espace personnel** sur le site Internet www.hellobank.fr⁽¹⁾. Si vous ne recevez pas de réponse satisfaisante à votre réclamation, contactez le **Service Réclamations Clients** par **voie postale** :

Service Réclamations Clients Hello Bank!
TSA 80011
75318 Paris Cedex 09.

L'objectif de BNP Paribas est de répondre immédiatement mais certaines réclamations plus complexes nécessitent plus de temps. Si des recherches sont nécessaires, BNP Paribas s'engage alors à accuser réception dans les 10 jours ouvrables suivant l'envoi d'une réclamation écrite ou formulée à l'oral, et d'apporter une réponse définitive dans un délai de 2 mois maximum.

> EN DERNIER RECOURS

La saisine d'un Médiateur est le dernier recours amiable avant d'entreprendre une démarche judiciaire. La saisine d'un Médiateur vaut autorisation expresse de levée du secret bancaire par le client à l'égard de BNP Paribas, pour ce qui concerne la communication des informations nécessaires à l'instruction de la médiation.

- Vous pouvez saisir gratuitement et par écrit le Médiateur auprès de la Fédération Bancaire Française **à condition** :

Si vous êtes un particulier :

- Soit d'être en désaccord avec la réponse apportée⁽²⁾ au préalable par BNP Paribas, quel que soit l'interlocuteur ou le service auprès duquel la réclamation écrite a été formulée,
- Soit de ne pas avoir obtenu de réponse à votre réclamation dans un délai de 2 mois suivant l'envoi d'une première réclamation écrite.

Si vous êtes un entrepreneur, personne physique agissant pour vos besoins professionnels :

- vous êtes en désaccord avec la réponse apportée⁽²⁾ au préalable par votre Responsable Réclamations Clients.
- **Le Médiateur auprès de la Fédération Bancaire Française (FBF)** doit être saisi uniquement par écrit, en français ou en anglais et exclusivement **pour les litiges portant sur la distribution de produits d'assurance** (Information, conseil, conditions de souscription) :
 - soit par voie électronique : <http://lemediateur.fbf.fr>⁽¹⁾⁽³⁾
 - soit par **voie postale** :

Médiateur auprès de la Fédération Bancaire Française
Clientèle des Particuliers
CS151

75422 PARIS Cedex 09

Les conditions générales de la médiation sont disponibles sur le site : <http://lemediateur.fbf.fr>⁽¹⁾ ou sur simple demande en agence.

Tout litige résultant d'un contrat de vente ou de services en ligne peut aussi être formulé par voie électronique sur la plateforme de Règlement en Ligne des Litiges (RLL) sur le site internet :

<https://webgate.ec.europa.eu/odr/>⁽¹⁾

1. Appels non surtaxés et coût de connexion internet selon opérateur.
2. En cas de rejet ou de refus de faire droit en totalité ou partiellement à la réclamation.
3. Uniquement par le formulaire en ligne pour les entrepreneurs.



RÉCLAMATIONS

2/ Pour toute réclamation concernant la distribution d'assurance par Cardif IARD (informations, conseil, conditions de souscription) ou sur la gestion de votre contrat, d'un sinistre, d'un dossier de Protection juridique ou sur des prestations d'assistance par Cardif IARD, vous pouvez contacter :

> EN PREMIER RECOURS

Votre **gestionnaire** par **téléphone** au 02 27 08 92 92, par formulaire **dans votre espace client BNP Paribas** sur mabanque.bnpparibas⁽¹⁾ rubrique « Mes Assurances » ou sur l'application MesComptes rubrique « Assurances », ou par **courrier** :

- Pour une réclamation portant sur la distribution ou la gestion de votre contrat :

Cardif IARD

Gestion contrat

TSA 57 491

76 934 ROUEN CEDEX 9

- Pour une réclamation portant sur la gestion d'un sinistre, d'un dossier de Protection juridique ou sur des prestations d'assistance :

Cardif IARD

Indemnisation et Services

TSA 67 492

76 934 ROUEN CEDEX 9

Dans les 10 jours ouvrables à compter de l'envoi de votre réclamation, et sauf si la réponse elle-même est apportée dans ce délai, vous recevrez la confirmation de sa prise en charge. La réponse à votre réclamation sera apportée dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans les deux mois suivant son envoi.

> EN DERNIER RECOURS

En cas de désaccord sur la réponse apportée, ou à défaut de réponse de notre part dans les 2 mois suivant l'envoi de votre réclamation, vous ou vos ayants droit pouvez saisir gratuitement et par écrit le Médiateur de l'Assurance ci-dessous. Le Médiateur de l'Assurance est le dernier recours amiable avant d'entreprendre une démarche judiciaire.

- **En ligne** via le formulaire de contact dédié :

www.mediation-assurance.org⁽¹⁾

- Par **courrier** à l'adresse suivante :

Le Médiateur de l'Assurance

TSA 50 110

75 441 PARIS CEDEX 09

Le Médiateur de l'Assurance est une personne extérieure et indépendante de Cardif IARD. La Charte de la Médiation ainsi que les conditions d'accès au Médiateur sont disponibles sur le site internet de l'association La Médiation de l'Assurance : www.mediation-assurance.org⁽¹⁾

1. Coût de fourniture d'accès à internet.



TABLEAU RÉCAPITULATIF DES GARANTIES

LES ÉVÉNEMENTS GARANTIS	FORMULE TIERS	FORMULE TIERS +	FORMULE TOUS RISQUES
RESPONSABILITÉ CIVILE ET DÉFENSE DE VOS INTÉRÊTS			
> Responsabilité civile et défense civile	✓	✓	✓
> Défense pénale et recours suite à accident	✓	✓	✓
PROTECTION DU CONDUCTEUR			
> Protection du conducteur	✓	✓	✓
ASSISTANCE			
> Assistance aux personnes transportées	✓	✓	✓
> Assistance au véhicule en cas de Panne et Accident	✓	✓	✓
PROTECTION DU VÉHICULE			
> Bris de Glaces	■	✓	✓
> Tempête et Événement climatique		✓	✓
> Catastrophe naturelle		✓	✓
> Catastrophe technologique		✓	✓
> Attentat		✓	✓
> Incendie		✓	✓
> Vol et Tentative de vol		✓	✓
> Dommages Tous Accidents et vandalisme			✓
> Accessoires et aménagements		✓	✓
> Marchandises et outillages professionnels transportés		✓	✓
OPTIONS			
> Mobilité: Assistance Panne 0 km et Véhicule de remplacement	■	■	■
> Protection juridique liée au véhicule	■	■	■
> Affaires personnelles contenues dans le véhicule		■	■
> Prolongation valeur d'achat			■

Seules les garanties indiquées aux *Conditions Particulières* vous sont accordées.

- ✓ Garantie incluse dans la formule
- Garantie disponible en option dans la formule

**ASSURANCE AUTO
BNP PARIBAS**

CONDITIONS GÉNÉRALES

LEXIQUE	11
VOTRE CONTRAT D'ASSURANCE	14
1. Quel véhicule est assuré ?	14
1.1 Le véhicule désigné aux <i>Conditions Particulières</i>	14
1.2 Le véhicule conservé en vue de sa vente	14
1.3 Le véhicule loué ou emprunté en cas d'indisponibilité de votre véhicule	14
2. Où s'appliquent vos garanties ?	14
LES GARANTIES	15
3. Responsabilité civile et Défense civile	15
3.1 Responsabilité civile	15
3.2 Défense civile	16
3.3 Exclusions communes aux garanties Responsabilité civile et Défense civile	16
4. Protection du conducteur	16
4.1 En cas de blessures	17
4.2 En cas de décès	21
5. Assistance	23
5.1 Assistance aux personnes transportées	23
5.2 Assistance au véhicule en cas de panne et d'accident	26
6. Protection de votre véhicule	27
6.1 Bris de Glaces	27
6.2 Tempête et Événement climatique	28
6.3 Catastrophe naturelle	28
6.4 Catastrophe technologique	28
6.5 Attentat	28
6.6 Incendie	29
6.7 Vol et Tentative de vol	29
6.8 Dommages Tous Accidents	30
6.9 Accessoires et aménagements	30
6.10 Marchandises et outillages professionnels transportés	30
LES OPTIONS	32
7. Mobilité: Assistance panne 0 km et véhicule de remplacement	32
8. Affaires personnelles contenues dans le véhicule	32
9. Prolongation valeur d'achat	33
10. Protection juridique liée au véhicule	33
LES EXCLUSIONS APPLICABLES À TOUTES LES GARANTIES ET OPTIONS	34
LA PROTECTION JURIDIQUE	35
11. Défense pénale et recours suite à accident	35
12. Protection juridique liée au véhicule (en option)	36
13. Dispositions communes aux garanties de Protection juridique	37
EN CAS DE SINISTRE	39
14. Quelles sont vos obligations ?	39
15. Comment êtes-vous indemnisé et dans quels délais ?	40

LE FONCTIONNEMENT DE VOTRE CONTRAT	44
16. Les conducteurs du véhicule	44
17. Vos déclarations	44
18. La vie de votre contrat	45
19. Votre cotisation d'assurance	45
20. Les délais de prescription	46
21. Le droit de renonciation en cas de démarchage ou de souscription à distance	47
22. Résiliation de votre contrat	47
23. Votre bonus/malus	49
24. Contrat sous forme électronique	50
25. La protection de vos données à caractère personnel	51
26. Lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme – respect des sanctions internationales	52
ANNEXES	53
27. Exemples d'indemnités susceptibles d'être versées au titre de la garantie Protection du conducteur	53
28. Fiche d'information relative au fonctionnement de la garantie « responsabilité civile » dans le temps	55

Que signifient certains termes de votre contrat ?

Pour *vous* aider à mieux comprendre votre contrat, *vous* trouverez dans ce lexique les définitions des termes qui apparaissent en italique dans vos Conditions Générales.

Abus de confiance : détournement du *véhicule* par un *tiers*, lorsque *l'assuré* le lui a remis volontairement, et que le tiers devait lui restituer.

Accessoires : équipements ne figurant ni en série, ni en option au catalogue du constructeur, conformes aux dispositions du Code de la route et à la réglementation en vigueur et fixés à l'intérieur ou à l'extérieur du *véhicule* (porte-vélo, galerie, jantes ...).

Accident : tout événement soudain, imprévisible, et extérieur, ne provenant pas d'un acte intentionnel de la part de *l'assuré*, constituant la cause exclusive du dommage.

Acte de vandalisme : acte volontaire de destruction, dégradation ou détérioration, partielle ou totale du *véhicule*.

Aménagements : équipements spécifiques destinés à modifier extérieurement ou intérieurement le *véhicule*.

Les aménagements destinés aux personnes à mobilité réduite et ceux spécifiques à la fonction « camping/caravaning » (auvent, chauffe-eau...) pour les camping-cars et les caravanes sont des *éléments du véhicule*.

Animaux de compagnie : chiens, chats, oiseaux, lapins, petits rongeurs.

Année d'assurance : période comprise entre deux échéances annuelles. La date d'échéance annuelle est précisée dans vos *Conditions particulières*. La première année d'assurance correspond à la période comprise entre la date d'effet du contrat et la date d'échéance annuelle. Si le contrat expire entre deux échéances annuelles, la dernière *année d'assurance* correspond à la période comprise entre la dernière date d'échéance annuelle et la date de résiliation du contrat.

Arrimer : mettre en œuvre un ensemble de dispositions pour assurer le maintien d'un coffre de toit, d'une galerie, d'un porte-vélo ou d'un porte-skis ainsi que leur chargement, dans le respect du Code de la route et de la réglementation en vigueur et selon les préconisations de son fabricant.

Assuré : personne définie comme telle aux articles « qui est assuré ? ». Egalement désigné par le terme « vous », sauf pour l'article « le fonctionnement de votre contrat ».

Attentat : acte de violence de nature à mettre en péril les institutions de la République ou à porter atteinte à l'intégrité du territoire national, tel que défini à l'article 412-1 du Code pénal.

Ayants droit : personnes qui ont le droit d'obtenir la réparation du préjudice subi du fait du décès de la victime.

Bagages : ensemble des effets, matériels et *marchandises* emportés à l'occasion d'un déplacement **dans la limite de 30 kg, à l'exception de tout moyen de paiement, des denrées périssables, des équipements du véhicule (housses de siège, roue de secours, autoradio...), des matériels audio-vidéo, informatique, de téléphonie, de navigation automobile ou de gros électroménager, des bijoux ou autres objets de valeur.**

Certificat d'immatriculation (ex-carte grise) : document comportant toutes les informations nécessaires à l'identification d'un *véhicule* : numéro d'immatriculation, identité du titulaire du certificat, date de première immatriculation, caractéristiques.

Circuit : itinéraire fermé à la circulation publique, de manière permanente ou temporaire, délimité par tous moyens, et qui peut être parcouru plusieurs fois sans être quitté.

Clés du véhicule : dispositifs permettant de verrouiller ou déverrouiller, et d'actionner un mécanisme de mise en route et de conduite (y compris les cartes ou badges à télécommande...).

Conditions Particulières et leurs annexes : documents délivrés lors de la souscription du contrat ou de sa modification précisant notamment les caractéristiques du risque assuré ainsi que les garanties souscrites, les plafonds et les *franchises*.

Concubin : personne vivant en couple avec le souscripteur, et partageant une vie commune de façon stable et continue.

Conducteur autorisé : toute personne ayant, avec l'autorisation du *souscripteur* ou, du propriétaire du *véhicule*, la garde ou la conduite du *véhicule*. Le locataire est considéré comme un conducteur autorisé si *vous* avez choisi d'étendre les garanties de votre contrat à cette activité de « mise en location ».

Conducteur novice : tout conducteur ayant moins de 3 ans de permis de conduire ou ne pouvant justifier avoir été assuré de façon continue pendant les 3 années précédant la souscription (s'il est désigné au contrat) ou le sinistre.

Conjoints : personnes, vivant sous le même toit :
> mariées,
> ou unies par un pacte civil de solidarité.

Consolidation : moment où les lésions se sont fixées et ont pris un caractère permanent tel qu'un traitement n'est plus nécessaire, si ce n'est pour éviter une aggravation.

Date d'achat du véhicule : date déclarée aux *Conditions Particulières*, ou à défaut, date d'immatriculation figurant sur le *certificat d'immatriculation*, dès lors que le changement d'immatriculation n'est pas uniquement lié à un changement de *domicile*.

Déchéance : perte par *l'assuré* de tout ou partie de son droit à indemnité pour un *sinistre*, à la suite du non-respect d'une obligation du contrat.

Domicile : demeure légale et officielle d'habitation. Les étudiants, enfants d'un *souscripteur* ou d'un assuré auprès de Cardif IARD sont considérés comme ayant un double *domicile*, la résidence dans le cadre de leurs études et la résidence de leurs parents assurés.

Domage corporel : toute atteinte à l'intégrité physique et psychique d'une personne.

Domage immatériel consécutif : préjudice financier consécutif à un *dommage corporel* ou *matériel* garanti.

Domage immatériel non consécutif :
> Préjudice financier non consécutif à un *dommage corporel* ou *matériel*.
> Préjudice financier consécutif à un *dommage corporel* ou *matériel* non garanti.

Dompage matériel : détérioration, destruction, ou vol d'un bien.

Effraction : forcement, dégradation ou destruction de tout dispositif de fermeture. L'usage de fausses clés, ou de tout instrument pouvant être frauduleusement employé pour actionner un dispositif de fermeture sans le forcer ni le dégrader est assimilé à une effraction.

Éléments du véhicule : il s'agit des équipements :

- > entrant dans la composition du modèle de référence tel que défini par le constructeur de la marque :
 - montés de série ou facturés en option par le constructeur (1^{re} monte) y compris les appareils de reproduction sonore et assimilés,
 - installés après sortie d'usine (2^e monte) à condition qu'ils soient d'origine constructeur et prévus pour le modèle du *véhicule*,
- > destinés à lutter contre le vol en empêchant le démarrage du *véhicule* ou en facilitant sa localisation, même s'ils ne sont pas d'origine constructeur,
- > permettant la bicarburantation du *véhicule* – essence ou Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL)/Gaz Naturel Véhicule (GNV),
- > destinés aux personnes à mobilité réduite,
- > spécifiques à la fonction « camping/caravaning » (auvent, chauffe-eau...) pour les camping-cars et les caravanes.

Escroquerie : fait de tromper l'*assuré* pour qu'il remette son *véhicule*, soit par l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, soit par l'abus d'une qualité vraie, soit par l'emploi de manœuvres frauduleuses.

Etat alcoolique : état caractérisé par la présence dans le sang d'une concentration d'alcool pur égale ou supérieure à 0,50 gramme par litre ou la présence dans l'air expiré d'une concentration d'alcool pur égale ou supérieure à 0,25 milligramme par litre. Lorsque l'*assuré* est conducteur du *véhicule* et qu'il est soit titulaire d'un permis probatoire, soit en situation d'apprentissage anticipé de la conduite, de conduite encadrée, de conduite supervisée, ce taux est abaissé à 0,20 gramme par litre ou à 0,10 milligramme par litre d'air expiré.

Événement climatique majeur : inondation, tempête, cyclone, feu de forêt, avalanche, séisme, éruption volcanique, mouvement de terrain.

Faux chèque de banque : document qui présente en apparence toutes les caractéristiques d'un chèque de banque (émis par une banque dont la provision est certaine) mais relève d'une falsification ou d'un réemploi frauduleux.

Frais d'hébergement : frais de nuit d'hôtel, petit-déjeuner et taxes de séjour, hors frais de téléphone, de connexion internet et de bar.

Franchise : somme qui reste à la charge de l'*assuré*, ou nombre de kilomètres en dessous duquel *nous* n'intervenons pas.

Gardien : personne qui a la garde du *véhicule*, c'est-à-dire qui en possède les pouvoirs d'usage, de direction et de contrôle.

Glaces : éléments en verre : pare-brise, toit ouvrant, toit panoramique, glaces latérales, lunette arrière, et projecteurs avant.

Incapacité permanente (AIPP : Atteinte permanente à l'Intégrité Physique et Psychique) : réduction définitive du potentiel physique, psychosensoriel ou intellectuel, à laquelle s'ajoutent les phénomènes douloureux et les répercussions physiologiques normalement liées à l'atteinte dans la vie de tous les jours.

Incapacité Temporaire Totale (ITT) : période antérieure à la *consolidation* pendant laquelle, l'*assuré* est dans l'incapacité totale de poursuivre ses activités habituelles du fait de ses blessures.

Incendie : embrasement, combustion spontanée, explosion ou action de la foudre.

Maladie : altération soudaine et imprévisible de la santé, consécutive ou non à une situation préexistante, n'ayant pas pour origine un *accident*, constatée par une autorité médicale compétente et qui empêche la continuation normale du voyage ou du séjour.

Marchandises :

- > biens mobiliers dont *vous* êtes propriétaire ou dépositaire, et destinés à être vendus ou installés dans le cadre de votre activité professionnelle.
- > matériaux nécessaires à l'exercice de votre activité professionnelle.

Nous : l'assureur, Cardif IARD.

Nullité du contrat : annulation du contrat. Il est considéré comme n'ayant jamais existé.

Outillages : tous outils ou matériels nécessaires à l'exercice de votre activité professionnelle.

Panne : défaillance mécanique, électrique, électronique, ou hydraulique, survenue en l'absence de tout choc, et rendant impossible l'utilisation du *véhicule* dans le respect de la réglementation en vigueur. Il s'agit également de la crevaisson, de la panne ou l'erreur de carburant, et de l'oubli du Code antidémarrage.

Parcours : itinéraire non fermé, allant d'un point de départ à un point d'arrivée distinct, empruntant des voies non ouvertes ou temporairement fermées à la circulation publique et sur lequel le départ est donné individuellement aux concurrents.

Perte totale du véhicule :

- > *véhicule* volé et non retrouvé,
- > ou *véhicule* endommagé, lorsque le coût des réparations dépasse sa valeur de remplacement au jour du *sinistre*.

Préposé : personne qui accomplit un acte sous la direction ou le contrôle d'une autre.

Prêt du volant : fait de confier la conduite du *véhicule* à un *tiers* non désigné au contrat, par le *souscripteur* ou le conducteur désigné aux *Conditions Particulières* du contrat, dès lors que ce dernier est présent dans le *véhicule*.

Proche : ascendants ou descendants au premier ou deuxième degré de l'*assuré*, de son *conjoint*, ou de son *concubin*, frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces de l'*assuré*, de son *conjoint* ou de son *concubin*.

Rétention administrative du permis de conduire : rétention du permis de conduire du conducteur ou de l'accompagnateur de l'élève conducteur par les forces de l'ordre, en application de l'article L.224-1 du Code de la route, d'une durée maximale de 72 heures et opérée par les officiers et agents de police judiciaire.

Ruse : stratagème mis en place par les voleurs afin de détourner votre attention pour s'emparer du *véhicule*.

Sinistre : événement accidentel susceptible de mettre en jeu au moins une garantie du contrat.

Souscripteur : signataire du contrat, désigné sous ce nom aux *Conditions Particulières*.

Tacite reconduction : renouvellement automatique du contrat à son échéance annuelle pour une durée d'un an.

Tentative de vol : commencement d'exécution de vol sans déplacement du *véhicule*, interrompu pour une cause indépendante de la volonté de son auteur. Elle doit être déclarée aux autorités de Police ou de Gendarmerie et décrite dans le récépissé de dépôt de plainte.

Tierce personne : assistance quotidienne et définitive au blessé conservant, après *consolidation* de son état, des séquelles physiologiques et/ou neuropsychologiques imputables à l'*accident* et qui nécessitent de pallier l'impossibilité ou la difficulté d'effectuer les actes de la vie quotidienne.

Tiers : toute personne autre que *l'assuré*.

Usages :

> Déplacements Privés-Trajet travail :

Utilisation du *véhicule* pour les besoins de la vie privée et pour les trajets entre le *domicile* et le lieu de travail, d'études ou de scolarité.

> Déplacements Privés :

Utilisation du *véhicule* pour les besoins de la vie privée. Le *véhicule* n'est jamais utilisé pour les déplacements à caractère professionnel, les trajets *domicile*/lieu de travail ou *domicile*/lieu d'études ou de scolarité.

Par exception, le *véhicule* peut être utilisé :

- pour les trajets domicile/lieu de travail, d'études ou de scolarité en cas de grève des transports publics,
- pour les trajets partiels *domicile*/lieu de travail, d'études ou de scolarité si *l'assuré* se sert quotidiennement d'un autre moyen de locomotion en complément.

> Déplacements Privés-Professionnels :

Utilisation du *véhicule* pour les besoins de la vie privée et pour l'exercice d'une profession autre que celles de taxi, transport payant de voyageurs, ambulance ou auto-école.

> Taxi, transport payant de voyageurs, ambulance, auto-école :

Utilisation du *véhicule* pour les besoins de la vie privée et dans le cadre spécifique de la profession de taxi ou l'activité de véhicule avec chauffeur, ambulance, auto-école.

Valeur d'achat : valeur égale au prix d'achat du *véhicule* figurant sur la facture établie par le professionnel de l'automobile *vous* l'ayant vendu, déduction faite des réductions commerciales consenties par le vendeur et de toute autre incitation financée par des fonds publics (bonus écologique, remise, aide à la reprise, crédit d'impôt...).

A défaut de facture, la valeur d'achat correspond à la *valeur de remplacement* du *véhicule* au jour du *sinistre* majorée de 5 % par trimestre écoulé à compter de la *date d'achat du véhicule*.

La valeur d'achat ainsi calculée ne peut être supérieure à la *valeur de remplacement* majorée de 5 % pour la formule Tiers+, de 15 % pour la formule Tous Risques et de 55 % lorsque l'option « Prolongation Valeur d'achat » a été souscrite.

Valeur de remplacement : valeur à laquelle un *véhicule* peut être vendu, à un moment donné, sur le marché des véhicules d'occasion. Elle est fixée à dire d'expert, en fonction de la tendance du marché et des caractéristiques du *véhicule* (marque, type, âge, état, etc.).

Véhicule : voir la définition à l'article « Quel véhicule est assuré ? ».

Véhicule économiquement réparable : *véhicule* pour lequel le coût de la réparation est inférieur à la valeur d'un véhicule identique sur le marché de l'occasion en France.

Véhicule terrestre à moteur à 4 roues :

- > voiture particulière,
- > véhicule utilitaire ou camionnette,
- > camping-car,
- > fauteuil roulant motorisé,
- > voiturette,
- > microtracteur.

Vétusté : dépréciation d'un bien résultant de son usage, de son entretien ou de son ancienneté.

Vous :

- > le *souscripteur* en ce qui concerne le Chapitre « Le fonctionnement de votre contrat »,
- > toute personne ayant la qualité d'*assuré* pour les autres chapitres.



VOTRE CONTRAT D'ASSURANCE

Il est composé :

- > des présentes Conditions Générales qui définissent les garanties proposées et nos engagements réciproques.
- > des *Conditions Particulières* et *annexes* qui, selon votre choix, adaptent et complètent ces Conditions Générales à vos besoins sur la base des renseignements que *vous nous* avez fournis.

Seules les garanties et options indiquées aux *Conditions Particulières* vous sont accordées.

1_QUEL VÉHICULE EST ASSURÉ ?

1.1_LE VÉHICULE DÉSIGNÉ AUX *CONDITIONS PARTICULIÈRES*

- > le *véhicule terrestre à moteur à 4 roues* ou
- > la caravane
- ou
- > la remorque ou l'engin attelé, dont le poids total en charge est supérieur à 500 kg.
- ou
- > l'ensemble constitué par le *véhicule terrestre à moteur* et la remorque ou l'engin attelé dont le poids total en charge est supérieur à 500 kg

Le *véhicule* est constitué de l'ensemble des *éléments du véhicule*.

Lorsque le *véhicule* est un *véhicule terrestre à moteur à 4 roues*, nous couvrons également au titre de la seule garantie de **Responsabilité civile** :

- > la remorque dont le poids total en charge n'excède pas 500 kg
- ou
- > l'engin attelé au *véhicule*, autre qu'une caravane dont le poids total en charge n'excède pas 500 kg.

1.2_LE VÉHICULE CONSERVÉ EN VUE DE SA VENTE

Après notre accord, lorsque *vous* procédez par vos propres moyens à la vente de votre *véhicule*, nous continuons à l'assurer, conformément aux dernières *Conditions particulières* relatives à ce *véhicule*, sous réserve que :

- > l'assurance de votre nouveau *véhicule* nous soit confiée,
- > le *véhicule* en vente soit stationné à votre *domicile* ou à proximité immédiate de celui-ci.

Lors des essais, les garanties Protection du véhicule et Protection juridique, ainsi que l'Exonération de *franchise* (article « Comment êtes-vous indemnisé et dans quels délais », voir point *Franchises*) sont acquises uniquement si :

- > le **souscripteur** ou tout conducteur désigné aux *Conditions Particulières* est présent à bord du *véhicule*,

et

- > ces essais se déroulent dans un rayon de 20 kilomètres autour du *domicile du souscripteur*.

L'ensemble des garanties accordées prend fin à la date et à l'heure de la vente et, au plus tard, trente jours à compter de la date du transfert des garanties de votre contrat sur votre nouveau *véhicule*.

NOUS NE GARANTISSONS PAS

- > votre ancien *véhicule* pour des déplacements effectués à d'autres fins que des essais en vue de sa vente,
- > le tiers qui essaie le *véhicule* en vue de son achat, au titre de la garantie Protection du conducteur, »»

> les garanties **Affaires personnelles** contenues dans le *véhicule*, **Marchandises et outillages professionnels transportés** et **Véhicule de remplacement (voir la garantie Mobilité)** ne sont jamais accordées au *véhicule* conservé en vue de sa vente.

1.3_LE VÉHICULE LOUÉ OU EMPRUNTÉ EN CAS D'INDISPONIBILITÉ DE VOTRE VÉHICULE

Après notre accord, nous pouvons garantir, en cas d'indisponibilité fortuite de votre *véhicule*, le *véhicule* que *vous* louez ou empruntez temporairement.

Vous bénéficiez alors de la garantie **Responsabilité civile** obligatoire pour la durée expressément accordée.

Les autres garanties qui *vous* étiez acquises pour votre *véhicule* momentanément indisponible sont également octroyées lorsque le *véhicule* temporairement loué ou emprunté n'est pas déjà assuré au titre de celles-ci auprès d'une autre société.

Vous devez *vous* acquitter, s'il y a lieu, d'un supplément de cotisation.

2_OÙ S'APPLIQUENT VOS GARANTIES ?

- > Pour les garanties **Responsabilité civile**, **Protection du véhicule**, et les options :

En France métropolitaine, dans les Départements et Régions d'Outre-Mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et Réunion), en principauté de Monaco, ainsi que dans les territoires des États non barrés sur votre carte internationale d'assurance.

- > Pour la garantie **Protection du conducteur** :

Dans les territoires des États non barrés sur votre carte internationale d'assurance, et en principauté de Monaco.

En dehors de ces territoires lorsque *vous* êtes en déplacement pour une durée maximum de quatre semaines consécutives.

- > Pour l'**Assistance** :

- En France métropolitaine et principauté de Monaco :

L'événement doit se produire à plus de 30 km du lieu de stationnement habituel du *véhicule*.

Toutefois, les garanties s'appliquent sans *franchise* kilométrique :

- en cas d'*accident*,
- en cas de vol, perte, enfermement, bris ou dysfonctionnement des clés,
- lorsque l'option **Mobilité** est mentionnée aux *Conditions Particulières*,
- ou lorsque le *véhicule* est un *véhicule électrique*, en cas de panne due au déchargement de la batterie.

- À l'étranger :

Les garanties sont accordées, sans *franchise* kilométrique, dans les territoires des États non barrés sur votre carte internationale d'assurance, ainsi qu'en Andorre et en Algérie.

- > Pour les garanties **Attentat**, **Catastrophe naturelle** et **Catastrophe technologique** :

La législation française prévoit l'indemnisation des dommages lorsqu'ils sont survenus en France métropolitaine, dans les Départements et Régions d'Outre-Mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et Réunion), et à Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

- > Pour la **Protection juridique** :

L'étendue territoriale des garanties est définie au chapitre « La Protection juridique ».



LES GARANTIES

3 RESPONSABILITÉ CIVILE ET DÉFENSE CIVILE

• Qui est assuré ?

- > le conducteur désigné aux *Conditions Particulières*, gardien du *véhicule*,
- > le *conducteur autorisé*,
- > le locataire du *véhicule*, personne physique, lorsque le *véhicule* est mis en location, que *vous nous* l'avez déclaré et avez choisi d'étendre les garanties de votre contrat à cette activité,
- > le *souscripteur*,
- > les dirigeants, associés ou *préposés* du *souscripteur* lorsque le *souscripteur* est une personne morale,
- > la personne relayant au volant le *souscripteur* ou le conducteur désigné aux *Conditions Particulières*, présent à ses côtés, dans le cadre d'un *prêt du volant*,
- > le propriétaire du *véhicule*,
- > les passagers.

3.1 RESPONSABILITÉ CIVILE

Cette garantie constitue l'assurance automobile minimale imposée par la loi (article L.211-1 du Code des assurances).

• Que couvre la garantie ?

Nous garantissons les conséquences pécuniaires de votre responsabilité civile et celle des personnes assurées, lorsque des *dommages corporels, matériels, et immatériels consécutifs* sont subis par un *tiers* à l'occasion d'un *accident* dans lequel le *véhicule* est impliqué, qu'il soit en circulation ou non.

• Qui bénéficie de cette garantie ?

Uniquement les *tiers*.

N'ont pas la qualité de *tiers*, et ne peuvent par conséquent bénéficier d'une indemnisation pour les dommages qu'elles subissent, les personnes suivantes :

- > Le conducteur, sauf s'il est victime d'un *accident* :
 - dû à une défaillance mécanique du *véhicule* garanti dont il n'est ni propriétaire, ni locataire et faisant l'objet d'un entretien régulier,
 - avec le *véhicule*, en cours de formation dispensée par un établissement d'enseignement pour la conduite des véhicules terrestres à moteur agréé ou lors des épreuves pratiques d'obtention des certificats administratifs d'aptitude,
 - dans le cadre de la conduite accompagnée, supervisée ou encadrée ayant donné lieu à extension de garantie de la part de Cardif IARD, alors qu'il a à ses côtés un accompagnateur, le cas échéant mentionné sur le livret d'apprentissage. Dans ce dernier cas, la garantie **exclut toutefois le recours subrogatoire des organismes ayant versé les prestations énumérées à l'article 29 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985**,

- > Les salariés ou *préposés* de l'*assuré* responsable du *sinistre*, accidentés pendant leur service, en un lieu autre qu'une voie ouverte à la circulation publique.

Toutefois, la garantie est acquise à l'*assuré* en cas de recours exercé contre lui par la Sécurité sociale en raison d'accidents causés aux personnes visées ci-dessus à la suite d'une faute intentionnelle d'un conducteur ayant la qualité de salarié dudit *assuré*.

• Ce que *nous* prenons en charge

Nous indemnisons les dommages subis par un *tiers* lorsque votre responsabilité civile ou celle des personnes assurées est engagée à la suite :

- > d'un *accident*, d'un *incendie* ou d'une explosion causés par votre *véhicule*, les *accessoires* et produits servant à son utilisation, les objets et substances qu'il transporte,

- > de la chute de ces *accessoires*, objets, substances ou produits,
- > d'une opération de remorquage bénévole et occasionnelle d'un *véhicule* en *panne* ou accidenté, que votre *véhicule* soit tracté ou tracteur, dans le respect du Code de la route. **Les dommages occasionnés au *véhicule* remorqué ne sont cependant pas couverts**,
- > d'une aide bénévole dont *vous* bénéficiez, à la suite d'un *accident* de la circulation ou d'une *panne* de votre *véhicule*,
- > du chargement ou déchargement du contenu de votre *véhicule*.

La garantie Responsabilité civile couvre également :

- > le propriétaire du *véhicule*, en cas d'*accident* subi par le conducteur remplissant les conditions d'autorisation et de capacité requises, si cet *accident* est dû à une défaillance mécanique du *véhicule* faisant pourtant l'objet d'un entretien régulier,
- > l'apprenti qui est au volant du *véhicule*, pendant les leçons de conduite accompagnée, supervisée ou encadrée, **lorsqu'il a à ses côtés un accompagnateur, le cas échéant mentionné sur le livret d'apprentissage, et à condition que *nous* ayons donné notre accord**
- > le propriétaire ou le *conducteur autorisé* du *véhicule* lorsqu'il est utilisé à son insu ou contre son gré par une personne non autorisée (*vol*, détournement par *abus de confiance*, agression, menaces ou violences), même si cette personne ne possède pas un permis de conduire en état de validité,
- > en cas de changement de *véhicule*, le *véhicule* précédemment désigné aux *Conditions Particulières*, dans les conditions prévues à l'article « Véhicule conservé en vue de sa vente »,
- > le *véhicule* que *vous* louez ou empruntez temporairement dans les conditions prévues à l'article « Le *véhicule* loué ou emprunté en cas d'indisponibilité de votre *véhicule* »,
- > votre *véhicule* mis en location, si *vous nous* l'avez déclaré et avez choisi d'étendre les garanties de votre contrat à cette activité (voir article « Mise en location »),
- > votre employeur, si l'événement garanti se produit alors que le *véhicule* est utilisé dans le cadre d'un déplacement professionnel, **à condition qu'un usage Déplacements Privés-Professionnels ou taxi, transport payant de voyageurs, auto-école, ambulance ait été souscrit**. Dans ce cas, *nous* nous engageons à renoncer à tout recours contre l'employeur,
- > le remboursement des frais pour le nettoyage ou la remise en état de vos effets vestimentaires ou de ceux des personnes *vous* accompagnant, des garnitures intérieures du *véhicule*, lorsque ces frais sont la conséquence de dommages résultant du transport bénévole et gratuit d'un *tiers* blessé à la suite d'un *accident* devant recevoir en urgence des soins.

La garantie Responsabilité civile est déclenchée par le « fait dommageable » dont les modalités d'application sont décrites dans l'annexe « Fiche d'information relative au fonctionnement des garanties de Responsabilité civile dans le temps ». Cette garantie Responsabilité civile *vous* couvre contre les conséquences pécuniaires d'un *sinistre*, dès lors que le fait dommageable, c'est-à-dire le fait, l'acte ou l'événement à l'origine des dommages, survient entre la prise d'effet initiale du contrat et celle de sa résiliation ou de son expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du *sinistre*.

PLAFONDS D'INDEMNISATION DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE		
Nature des dommages	Montant maximum	Franchise
Dommages corporels	Illimité	> 1 000 € si le conducteur de votre <i>véhicule</i> est un <i>conducteur novice</i> non désigné au contrat et qu'il est responsable de l' <i>accident</i> La <i>franchise</i> n'est pas appliquée, si le <i>conducteur novice</i> : - N'est pas responsable de l' <i>accident</i> - Est un dirigeant, un associé, un <i>préposé</i> , du <i>souscripteur</i>
Dommages matériels et immatériels consécutifs	100 000 000 €	- Est une personne déjà désignée comme « <i>conducteur novice</i> » sur un autre contrat Assurance Auto BNP Paribas garantissant un <i>véhicule terrestre à moteur à 4 roues</i> - Est la personne relayant au volant le <i>souscripteur</i> ou le conducteur désigné aux <i>Conditions Particulières</i> , présent à ses côtés, dans le cadre d'un <i>prêt du volant</i> . > Sans <i>franchise</i> dans tous les autres cas

Nous devons procéder pour votre compte, ou celui du responsable, au règlement des dommages subis par les victimes, dans la limite des plafonds ci-avant.

Nous indemnisons alors les victimes sans tenir compte :

- > de la *franchise* éventuellement applicable
- > de la nullité de votre contrat
- > d'une réduction d'indemnité dans le cadre de déclaration inexacte ou incomplète du risque
- > des exclusions de garanties prévues aux articles R.211-10 et R.211-11 du Code des assurances
- > des *déchéances*.

Nous pouvons exercer contre vous une action en remboursement de toutes les sommes que nous avons ainsi payées ou mises en réserve à votre place.

Lorsque la conduite ou la garde du *véhicule* a été obtenue contre votre gré, nous demandons à la personne non autorisée responsable des dommages le remboursement des sommes que nous avons payées ou mises en réserve à sa place.

3.2 DÉFENSE CIVILE

• **Que couvre la garantie ?**

Nous intervenons pour la défense de vos intérêts en cas d'action judiciaire ou administrative mettant en jeu simultanément votre intérêt et le nôtre.

Nous dirigeons alors le procès devant les juridictions civiles, commerciales, ou administratives. Il en est de même en ce qui concerne l'action civile exercée devant les juridictions pénales si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées.

Lorsque nous prenons la direction du procès, nous renonçons à invoquer toutes les exceptions dont nous avons connaissance.

Vous n'encourez aucune *déchéance* ni aucune autre sanction du fait de votre immixtion dans la direction du procès si vous aviez intérêt à le faire.

Nous ne pouvons exercer les voies de recours qu'avec votre accord si vous avez été cité comme prévenu, exception faite du pourvoi en cassation lorsqu'il est limité aux intérêts civils.

3.3 EXCLUSIONS COMMUNES AUX GARANTIES RESPONSABILITÉ CIVILE ET DÉFENSE CIVILE

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > les exclusions communes à toutes les garanties (listées à l'article « Les exclusions communes à toutes les garanties et options »),

- > les dommages occasionnés par le conducteur du *véhicule* aux immeubles, choses ou animaux qui lui sont loués ou confiés à n'importe quel titre ; cette exclusion ne s'applique pas aux conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'assuré peut encourir du fait des dégâts d'*incendie* ou d'*explosion* causés à un immeuble dans lequel le *véhicule* est garé,
- > les amendes, leurs majorations et accessoires ainsi que les frais de leur recouvrement auxquels l'assuré pourrait être condamné,
- > en cas de vol du *véhicule*, les dommages subis par les auteurs, coauteurs ou complices du vol,
- > les dommages subis par les personnes qui ne sont pas transportées dans des conditions suffisantes de sécurité suivantes :
 - Pour les voitures de tourisme : les passagers doivent être transportés à l'intérieur du *véhicule*,
 - Pour les *véhicules* utilitaires :
 - les passagers doivent être soit à l'intérieur de la cabine, soit sur un plateau muni de ridelles, soit à l'intérieur d'une carrosserie fermée,
 - le nombre de passagers en plus du conducteur ne doit pas excéder huit personnes au total (cinq maximum hors de la cabine),
 - Pour les tracteurs agricoles utilisés à des fins privées : le nombre de personnes transportées ne doit pas dépasser celui des places prévues par le constructeur,
 - Pour les remorques, qui correspondent à la définition du *véhicule* : elles doivent être construites en vue d'effectuer des transports de personnes et les passagers doivent être transportés à l'intérieur.

4 PROTECTION DU CONDUCTEUR

• **Qui est assuré ?**

- > Lorsqu'il conduit le *véhicule* :
 - le conducteur désigné aux *Conditions Particulières*,
 - le *conducteur autorisé*,
 - le dirigeant, associé ou *préposé* du *souscripteur* personne morale, pendant et en dehors de leur service,
 - le locataire du *véhicule* si vous avez déclaré donner votre *véhicule* en location et choisi d'étendre les garanties de votre contrat à cette activité (article « Mise en location »). Cette extension figure dans vos *Conditions Particulières*,
 - l'enfant mineur du *souscripteur*, de son *conjoint* ou de son *concubin*, conduisant le *véhicule* à l'insu de ses parents.

> Lorsqu'ils sont transportés dans le *véhicule*, en un lieu autre qu'une voie ouverte à la circulation publique, les *préposés* du *souscripteur*, accidentés pendant leur service. Dans ce cas, **s'il y a plusieurs assurés pour un même accident, le capital maximum garanti ne peut être supérieur pour chacun des dommages couverts à 5 fois la somme indiquée dans les tableaux ci-après.**

• **Qui bénéficie de la garantie ?**

- > En cas de blessures, *l'assuré* défini ci-avant
- > En cas de décès, et à condition qu'ils survivent à *l'assuré* décédé :
 - Pour l'indemnité de base :
 - le *conjoint* de *l'assuré* décédé,
 - à défaut son *concubin*,
 - à défaut les enfants de *l'assuré* décédé,
 - à défaut toutes personnes dont *l'assuré* a la tutelle ou la curatelle,
 - à défaut le père ou la mère de *l'assuré* décédé,
 - à défaut ses autres ascendants.

Si l'indemnité de base est majorée (article « Capitaux en cas de décès », ci-après) la majoration pour enfant est versée aux seuls bénéficiaires enfants mineurs de *l'assuré*, fiscalement à la charge de *l'assuré* au jour du décès de celui-ci et vivants au jour du règlement du capital.

Pour l'indemnité complémentaire :

- Le *conjoint* de *l'assuré* décédé,
- à défaut les enfants mineurs légitimes, naturels ou adoptifs de *l'assuré* décédé, ainsi que les autres enfants mineurs fiscalement à sa charge,
- à défaut, le *concubin*.

Si l'indemnité complémentaire est majorée (article « Capitaux en cas de décès », ci-après), la majoration pour enfant est versée aux seuls bénéficiaires enfants mineurs de *l'assuré*, fiscalement à la charge de *l'assuré* au jour du décès de celui-ci et vivants au jour du règlement du capital.

Pour les frais d'obsèques : la personne ayant engagé les frais.

• **Que couvre la garantie ?**

- > *Nous* garantissons l'indemnisation de *l'assuré* ou des bénéficiaires définis ci-avant en cas d'*accident*, quelle que soit leur part de responsabilité, occasionnant des blessures ou entraînant le décès. La garantie joue lorsque *vous* :
 - êtes au volant de votre *véhicule*,
 - montez ou descendez de votre *véhicule*, prenez part à des manœuvres ou à des réparations de celui-ci.
- > La garantie est également étendue au *souscripteur* ou au conducteur désigné aux *Conditions Particulières*, lorsqu'il conduit un *véhicule* :
 - dans le cadre d'un essai en vue de son achat,
 - pris en location,
 - emprunté.

Le véhicule essayé, loué ou emprunté doit être une voiture particulière ou utilitaire, une camionnette, ou un camping-car de moins de 3,5 tonnes.

L'extension de la garantie n'est pas accordée lorsque le *souscripteur*, le conducteur désigné aux *Conditions Particulières*, ou leur *conjoint* ou *concubin*, est :

- > propriétaire du *véhicule* conduit,
- > locataire dans le cadre d'une location avec option d'achat (LOA) ou d'une location longue durée (LLD), du *véhicule* conduit,
- > utilisateur habituel, à titre quelconque, du *véhicule* conduit,
- > utilisateur d'un *véhicule* confié par son employeur.

Vous ne pouvez pas être indemnisé deux fois au titre de la garantie Protection du conducteur.

- De ce fait, une seule indemnité sera versée, même si :
- > *vous* avez à la fois la qualité d'*assuré* au titre de cette garantie et au titre d'une extension de garantie,
 - > *vous* avez souscrit plusieurs contrats Assurance Auto BNP Paribas.

• **Ce que nous prenons en charge**

- L'indemnité est différente :
- > en cas de blessures (voir 4.1),
 - > en cas de décès (voir 4.2).

4.1_EN CAS DE BLESSURES

• **Les frais de soins engagés jusqu'à la date de consolidation des blessures**

Vous avez droit, quelle que soit la gravité de vos blessures, au remboursement des frais engagés jusqu'à la date de *consolidation* des blessures, pour les soins (rééducation, médecine, chirurgie, hospitalisation, pharmacie, transport, prothèse) rendus nécessaires par *l'accident*, lorsqu'ils donnent lieu à intervention d'un organisme de protection sociale obligatoire.

Les dépenses de soins sont prises en compte dans la limite du tarif de responsabilité en vigueur à la Caisse de Sécurité sociale dont *vous* dépendez, majoré s'il y a lieu de 20 % en matière de prothèse ou d'hospitalisation.

Nous versons, **dans la limite d'un plafond de 10 000 €**, une indemnité correspondant à la différence entre les frais de soins visés ci-avant et les prestations énumérées à l'article 29 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 compensant ces frais.

En cas de pluralité d'organismes assureurs intervenant à titre complémentaire des régimes de prévoyance obligatoires, le remboursement des frais de soins s'effectue dans les conditions prévues par le 2^e alinéa de l'article 9 de la loi n° 89-1 009 du 31 décembre 1989 et par l'article 2, alinéa 1, du décret n° 90-769 du 30 août 1990, rappelés ci-après :

- > article 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 :
 - les remboursements ou les indemnisations des frais occasionnés suite à un *accident* « ne peuvent excéder le montant des frais restant à la charge de *l'assuré* ou de *l'adhérent* après les remboursements de toute nature auxquels il a droit. Un décret détermine les modalités d'application du présent article en cas de pluralité d'organismes garantissant *l'assuré* ou *l'adhérent* ».

- > article 2, alinéa 1, du décret n° 90-769 du 30 août 1990 :
 - « pour l'application du deuxième alinéa de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1989 susvisée, les garanties de même nature contractées auprès de plusieurs assureurs produisent leurs effets dans la limite de chaque garantie quelle que soit sa date de souscription.

Dans cette limite, le bénéficiaire du contrat ou de la Convention peut obtenir l'indemnisation en s'adressant à l'organisme de son choix. »

PLAFOND FRAIS DE SOINS	10 000 €
-------------------------------	-----------------

• **La perte de revenus professionnels**

Quelle que soit la gravité de ses blessures, *l'assuré* actif a droit à la compensation de ses pertes de revenus professionnels.

L'assuré actif est une personne définie en tant qu'*assuré* et remplissant une des conditions ci-dessous :

- > exerce une profession (salariée ou non) même à temps partiel,
 - > est apprenti, stagiaire rémunéré,
 - > est demandeur d'emploi bénéficiaire de l'assurance chômage.
- La période de perte de revenus professionnels prise en compte correspond à la durée de *l'incapacité temporaire* d'activité professionnelle déterminée par le médecin expert que *nous* avons désigné. Elle doit être consécutive à un *accident* garanti.

La perte de revenus professionnels s'établit pour :

- > les travailleurs salariés, à partir de l'attestation de l'employeur chiffrant la perte de salaire net soumis à l'impôt sur le revenu,
- > les travailleurs non salariés, à partir du revenu tiré de l'exercice de l'activité professionnelle ne pouvant plus temporairement s'exercer, ayant fait l'objet de l'imposition la plus récente de la part de l'Administration fiscale au titre des bénéfices industriels et commerciaux, des bénéfices non commerciaux ou des bénéfices agricoles,

- > les travailleurs non salariés n'ayant pas encore été imposés, sur la base d'un forfait journalier de 50 €,
- > les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'assurance chômage, à partir de l'attestation chiffrant le montant net des indemnités.

Nous versons, **dans la limite d'un plafond de 20 000 €**, une indemnité correspondant à la différence entre les pertes de revenus professionnels visées ci-avant et les prestations énumérées à l'article 29 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 compensant ces pertes.

PLAFOND PERTE DE REVENUS	20 000 €
---------------------------------	----------

• **Les services à la personne**

En cas d'*incapacité temporaire totale* ou de mi-temps thérapeutique, vous bénéficiez d'heures de services à la personne utilisables pendant la période d'incapacité.

Le nombre d'heures allouées dépend de la durée de la période d'incapacité.

Le nombre d'heures est majoré de 50 % lorsque :

- > vous êtes hospitalisé pour une durée consécutive de plus de 2 jours du fait de l'*accident*,
- > ou vous avez la charge d'au moins un enfant âgé de moins de 16 ans,
- > ou vous apportez une aide humaine à une personne dépendante en raison de son âge ou d'un handicap.

DURÉE GLOBALE D'INCAPACITÉ	NOMBRE D'HEURES MAXIMUM	
	Sans majoration	Avec majoration
≤ à 45 jours	10 heures	15 heures
> à 45 jours et ≤ à 60 jours	20 heures	30 heures
> à 60 jours et ≤ à 90 jours	30 heures	45 heures
> à 90 jours	40 heures	60 heures

Les services garantis sont les suivants :

- > aide-ménagère,
- > jardinage,
- > livraison de courses et de médicaments,
- > déplacement accompagné,
- > soutien scolaire (niveaux primaire et secondaire).

Les services garantis font l'objet d'une prise en charge avec notre accord, et nous vous mettons en relation avec l'organisme prestataire.

• **L'incapacité permanente**

Nous vous versons une indemnité lorsque le taux d'*incapacité permanente* après *consolidation* des blessures est au moins égal à 10 %. Ce taux d'incapacité est fixé par un médecin expert spécialiste en évaluation médico-légale du *dommage corporel*, et conformément au « barème indicatif d'évaluation des taux d'incapacité en droit commun » publié dans la revue Le Concours Médical (dernière édition). En cas d'expertise médicale effectuée à notre demande, les honoraires sont à notre charge.

Lors de cet examen, vous pouvez vous faire assister par le médecin de votre choix dont les honoraires et les frais seront à votre charge.

L'indemnité est composée d'un capital de base (paragraphe « 1/ Le capital de base ») et dans certains cas d'un capital complémentaire (paragraphe « 2/ Le capital complémentaire »).

Lorsque l'*incapacité permanente* nécessite l'assistance d'une *tierce personne* durant au minimum 2 heures par jour, la valeur du point servant au calcul du capital (de base et/ou complémentaire) est majorée de 50 %.

Cette majoration n'est pas due si vous êtes placé dans un établissement spécialisé et/ou de soins après la *consolidation* de vos blessures.

Lorsque le taux d'incapacité est supérieur à 65 % et que vous êtes non retraité et médicalement reconnu inapte à vous livrer à un travail, nous effectuons le calcul de l'indemnité sur la base d'un taux d'incapacité de 100 %.

1/ LE CAPITAL DE BASE

Il est calculé en multipliant le taux d'*incapacité permanente* par la valeur du point correspondant (voir tableau ci-après).

Âge de l'assuré au jour de l'accident	VALEUR DU POINT D'INCAPACITÉ PERMANENTE POUR LE CALCUL DU CAPITAL DE BASE					
	Sans tierce personne			Avec tierce personne au minimum 2 heures/jour		
	Taux d'incapacité permanente					
	De 10 à 39 %	De 40 à 65 %	Au-delà de 65 %	De 10 à 39 %	De 40 à 65 %	Au-delà de 65 %
Jusqu'à 70 ans	350,00 €	450,00 €	700,00 €	525,00 €	675,00 €	1 050,00 €
71 ans	332,50 €	427,50 €	665,00 €	498,75 €	641,25 €	997,50 €
72 ans	315,00 €	405,00 €	630,00 €	472,50 €	607,50 €	945,00 €
73 ans	297,50 €	382,50 €	595,00 €	446,25 €	573,75 €	892,50 €
74 ans	280,00 €	360,00 €	560,00 €	420,00 €	540,00 €	840,00 €
75 ans	262,50 €	337,50 €	525,00 €	393,75 €	506,25 €	787,50 €
76 ans	245,00 €	315,00 €	490,00 €	367,50 €	472,50 €	735,00 €
77 ans	227,50 €	292,50 €	455,00 €	341,25 €	438,75 €	682,50 €
78 ans	210,00 €	270,00 €	420,00 €	315,00 €	405,00 €	630,00 €
79 ans	192,50 €	247,50 €	385,00 €	288,75 €	371,25 €	577,50 €
80 ans	175,00 €	225,00 €	350,00 €	262,50 €	337,50 €	525,00 €
81 ans	157,50 €	202,50 €	315,00 €	236,25 €	303,75 €	472,50 €
82 ans	140,00 €	180,00 €	280,00 €	210,00 €	270,00 €	420,00 €
83 ans	122,50 €	157,50 €	245,00 €	183,75 €	236,25 €	367,50 €
84 ans	105,00 €	135,00 €	210,00 €	157,50 €	202,50 €	315,00 €
85 ans et au-delà	87,50 €	112,50 €	175,00 €	131,25 €	168,75 €	262,50 €

2/ LE CAPITAL COMPLÉMENTAIRE

Nous vous versons une indemnité complémentaire, lorsqu'il subsiste une différence entre :

> le montant résultant du produit du taux d'incapacité par la valeur du point correspondant à ce taux indiquée dans le tableau ci-dessous et

> les indemnités reçues ou à recevoir par l'assuré au titre du dommage concerné :

- du responsable de l'accident, de son garant, du Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires (FGAO), du Fonds de Garantie des victimes des actes de Terrorisme et d'autres Infractions (FGTI) ou de l'Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux (ONIAM) au titre du Déficit Fonctionnel Permanent, du retentissement professionnel (Incidence Professionnelle et/ou Perte de Gains Professionnels Futurs) et de l'Assistance Tierce Personne.
- de l'employeur, de tout régime de protection sociale ou de prévoyance collective obligatoire, y compris les caisses de retraite complémentaire ou les mutuelles.

Lorsqu'elles sont versées sous forme de rente, ces indemnités sont capitalisées en fonction du même taux d'actualisation et de la même table de mortalité que ceux de l'Arrêté relatif à l'application des articles R.376-1 et R.454-1 du Code de la Sécurité sociale en vigueur au jour de l'accident, correspondant au sexe et à l'âge de l'assuré au jour de leur premier versement et jusqu'à la date de la cessation du règlement de cette rente.

Ne sont pas prises en compte les indemnités correspondant aux souffrances physiques ou morales endurées, au préjudice d'agrément et au préjudice esthétique.

L'indemnité complémentaire est versée lorsque l'assuré a produit les documents attestant qu'il a fait préalablement valoir ses droits auprès de ses différents débiteurs.

L'indemnité complémentaire est, dans tous les cas, versée sous forme de capital dont le montant ne peut être révisé en cas de modification ultérieure des prestations des tiers payeurs.

	VALEUR DU POINT D'INCAPACITÉ PERMANENTE POUR LE CALCUL DU CAPITAL COMPLÉMENTAIRE					
	Sans tierce personne			Avec tierce personne au minimum 2 heures/jour		
	Taux d'incapacité permanente					
Âge de l'assuré au jour de l'accident	De 10 à 39 %	De 40 à 65 %	Au-delà de 65 %	De 10 à 39 %	De 40 à 65 %	Au-delà de 65 %
Jusqu'à 70 ans	2 500,00 €	3 500,00 €	7 500,00 €	3 750,00 €	5 250,00 €	11 250,00 €
71 ans	2 375,00 €	3 325,00 €	7 125,00 €	3 562,50 €	4 987,50 €	10 687,50 €
72 ans	2 250,00 €	3 150,00 €	6 750,00 €	3 375,00 €	4 725,00 €	10 125,00 €
73 ans	2 125,00 €	2 975,00 €	6 375,00 €	3 187,50 €	4 462,50 €	9 562,50 €
74 ans	2 000,00 €	2 800,00 €	6 000,00 €	3 000,00 €	4 200,00 €	9 000,00 €
75 ans	1 875,00 €	2 625,00 €	5 625,00 €	2 812,50 €	3 937,50 €	8 437,50 €
76 ans	1 750,00 €	2 450,00 €	5 250,00 €	2 625,00 €	3 675,00 €	7 875,00 €
77 ans	1 625,00 €	2 275,00 €	4 875,00 €	2 437,50 €	3 412,50 €	7 312,50 €
78 ans	1 500,00 €	2 100,00 €	4 500,00 €	2 250,00 €	3 150,00 €	6 750,00 €
79 ans	1 375,00 €	1 925,00 €	4 125,00 €	2 062,50 €	2 887,50 €	6 187,50 €
80 ans	1 250,00 €	1 750,00 €	3 750,00 €	1 875,00 €	2 625,00 €	5 625,00 €
81 ans	1 125,00 €	1 575,00 €	3 375,00 €	1 687,50 €	2 362,50 €	5 062,50 €
82 ans	1 000,00 €	1 400,00 €	3 000,00 €	1 500,00 €	2 100,00 €	4 500,00 €
83 ans	875,00 €	1 225,00 €	2 625,00 €	1 312,50 €	1 837,50 €	3 937,50 €
84 ans	750,00 €	1 050,00 €	2 250,00 €	1 125,00 €	1 575,00 €	3 375,00 €
85 ans et au-delà	625,00 €	875,00 €	1 875,00 €	937,50 €	1 312,50 €	2 812,50 €

Que se passe t'il en cas d'aggravation ?

Il y a aggravation lorsque votre état évolue, en relation directe et certaine avec l'accident garanti, et modifie les conclusions médicales relatives au taux d'incapacité permanente fixé initialement.

Si le taux initial était inférieur à 10 %, nous procédons au versement d'une indemnité de base et d'une indemnité complémentaire dont les montants sont calculés en fonction du nouveau taux d'incapacité permanente, selon les modalités des paragraphes « 1/Le capital de base » et « 2/Le capital complémentaire ».

Si le taux initial était égal ou supérieur à 10 %, nous procédons au versement :

- > d'une nouvelle indemnité de base dont le montant correspond à la différence entre :
 - l'indemnité de base calculée en fonction du nouveau taux d'incapacité permanente,
 - et
 - l'indemnité de base initialement versée.
- > le cas échéant, d'une nouvelle indemnité complémentaire dont le montant correspond à la différence entre :
 - l'indemnité complémentaire calculée en fonction du nouveau taux d'incapacité permanente,
 - et
 - l'indemnité complémentaire initialement versée, ainsi que les indemnités, telles que définies au paragraphe « 2/Le capital complémentaire », reçues ou à recevoir au titre de l'aggravation.

• Les frais d'aménagement de logement et de véhicule adaptés

Nous indemnisons les frais d'aménagement de votre logement et/ou de votre véhicule, si :

- > **Vous conservez une incapacité dont le taux est au moins égal à 10 % et**
- > **vous êtes confronté, du fait des séquelles imputables à l'accident indemnisé, à des gênes médicalement constatées, engendrées par l'inadaptation de votre logement et/ou de votre véhicule automobile.**

Nous définissons et chiffrons, le cas échéant avec le concours d'un organisme spécialisé, le coût des mesures d'aménagement susceptibles d'adapter le logement et/ou le véhicule à votre handicap.

Nous versons, dans la limite des plafonds ci-après, une indemnité égale à la différence entre :

- > le coût de l'acquisition ou de réalisation initiale des mesures d'aménagement du logement et/ou du véhicule,
- et

- > les indemnités reçues ou à recevoir par l'assuré au titre des frais d'aménagement du logement et/ou du véhicule adaptés : du responsable de l'accident, de son garant, du Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires (FGAO), du Fonds de Garantie des victimes des actes de Terrorisme et d'autres Infractions (FGTI) ou de l'Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux (ONIAM).

PLAFOND DE L'INDEMNITE LOGEMENT	34 000 €
PLAFOND DE L'INDEMNITE VEHICULE	6 000 €

4.2_EN CAS DE DÉCÈS

Nous intervenons si le décès :

- > est consécutif à un événement couvert
- et
- > survient dans un délai de 12 mois suivant la date de l'accident.

• Participation aux frais d'obsèques

Nous versons une indemnité pour les frais d'obsèques restant à charge.

L'indemnité correspond à la différence entre :

- > les frais justifiés,
- et
- > les indemnités reçues ou à recevoir par les bénéficiaires au titre du dommage concerné :
 - du responsable de l'accident, de son garant, du Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires (FGAO), du Fonds de Garantie des victimes des actes de Terrorisme et d'autres Infractions (FGTI) ou de l'Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux (ONIAM),
 - de l'employeur, de tout régime de protection sociale ou de prévoyance collective obligatoire, y compris les caisses de retraite complémentaire ou les mutuelles.

Ces frais sont pris en compte dans la limite des dépenses engagées, directement liées à l'inhumation ou à la crémation.

PLAFOND FRAIS D'OBSEQUES	3 000 €
---------------------------------	---------

• Capitaux en cas de décès

Si vous décédez, nous versons une indemnité composée d'un capital de base et dans certains cas d'un capital complémentaire.

Cette indemnité peut être majorée (voir tableau ci-après) si l'assuré décédé avait des enfants mineurs :

- > vivant au jour du règlement du capital,
- et
- > fiscalement à la charge de l'assuré au jour du décès de celui-ci.

Le montant de la majoration dépend du nombre d'enfants mineurs à charge, et ne peut excéder 100 %.

La majoration est versée aux seuls bénéficiaires enfants mineurs répondant aux conditions énoncées ci-avant.

Nous versons une indemnité complémentaire, lorsqu'il subsiste une différence entre :

- > le montant correspondant à la situation de l'assuré défunt dans le tableau ci-après,
- et

- > les indemnités reçues ou à recevoir par le ou les bénéficiaire(s) au titre du dommage « Pertes de Revenus des Proches » :

- du responsable de l'accident, de son garant, du Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires (FGAO), du Fonds de Garantie des victimes des actes de Terrorisme et d'autres Infractions (FGTI) ou de l'Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux (ONIAM),
- de l'employeur, de tout régime de protection sociale ou de prévoyance collective obligatoire, y compris les caisses de retraite complémentaire ou les mutuelles.

Sont ainsi déduites en cas de décès les pensions ou rentes de réversion. Lorsqu'elles sont versées sous forme de rentes, ces indemnités sont capitalisées en fonction du même taux d'actualisation et de la même table de mortalité que ceux de l'Arrêté relatif à l'application des articles R.376-1 et R.454-1 du Code de la sécurité sociale en vigueur au jour de l'accident, correspondant au sexe et à l'âge du bénéficiaire au jour de leur premier versement et jusqu'à la date de la cessation du règlement de cette rente.

BASE DE CALCUL DE L'INDEMNITÉ								
Âge de l'assuré au jour du décès	Capital de base				Capital complémentaire			
	Capital de base	Majoration pour 1 enfant mineur	Majoration pour 2 enfants mineurs	Majoration pour 3 enfants mineurs, ou plus	Capital complémentaire	Majoration pour 1 enfant mineur	Majoration pour 2 enfants mineurs	Majoration pour 3 enfants mineurs, ou plus
Jusqu'à 70 ans	15 000,00 €	5 000,00 €	10 000,00 €	15 000,00 €	150 000,00 €	50 000,00 €	100 000,00 €	150 000,00 €
71 ans	14 250,00 €	4 750,00 €	9 500,00 €	14 250,00 €	142 500,00 €	47 500,00 €	95 000,00 €	142 500,00 €
72 ans	13 500,00 €	4 500,00 €	9 000,00 €	13 500,00 €	135 000,00 €	45 000,00 €	90 000,00 €	135 000,00 €
73 ans	12 750,00 €	4 250,00 €	8 500,00 €	12 750,00 €	127 500,00 €	42 500,00 €	85 000,00 €	127 500,00 €
74 ans	12 000,00 €	4 000,00 €	8 000,00 €	12 000,00 €	120 000,00 €	40 000,00 €	80 000,00 €	120 000,00 €
75 ans	11 250,00 €	3 750,00 €	7 500,00 €	11 250,00 €	112 500,00 €	37 500,00 €	75 000,00 €	112 500,00 €
76 ans	10 500,00 €	3 500,00 €	7 000,00 €	10 500,00 €	105 000,00 €	35 000,00 €	70 000,00 €	105 000,00 €
77 ans	9 750,00 €	3 250,00 €	6 500,00 €	9 750,00 €	97 500,00 €	32 500,00 €	65 000,00 €	97 500,00 €
78 ans	9 000,00 €	3 000,00 €	6 000,00 €	9 000,00 €	90 000,00 €	30 000,00 €	60 000,00 €	90 000,00 €
79 ans	8 250,00 €	2 750,00 €	5 500,00 €	8 250,00 €	82 500,00 €	27 500,00 €	55 000,00 €	82 500,00 €
80 ans	7 500,00 €	2 500,00 €	5 000,00 €	7 500,00 €	75 000,00 €	25 000,00 €	50 000,00 €	75 000,00 €
81 ans	6 750,00 €	2 250,00 €	4 500,00 €	6 750,00 €	67 500,00 €	22 500,00 €	45 000,00 €	67 500,00 €
82 ans	6 000,00 €	2 000,00 €	4 000,00 €	6 000,00 €	60 000,00 €	20 000,00 €	40 000,00 €	60 000,00 €
83 ans	5 250,00 €	1 750,00 €	3 500,00 €	5 250,00 €	52 500,00 €	17 500,00 €	35 000,00 €	52 500,00 €
84 ans	4 500,00 €	1 500,00 €	3 000,00 €	4 500,00 €	45 000,00 €	15 000,00 €	30 000,00 €	45 000,00 €
85 ans et au-delà	3 750,00 €	1 250,00 €	2 500,00 €	3 750,00 €	37 500,00 €	12 500,00 €	25 000,00 €	37 500,00 €

L'indemnité complémentaire est versée lorsque le ou les bénéficiaire(s) ont produit les documents que nous leur avons réclamés, attestant qu'ils ont fait préalablement valoir leurs droits auprès de leurs différents débiteurs.

L'indemnité complémentaire est dans tous les cas versée sous forme de capital dont le montant ne peut être révisé en cas de modification ultérieure des prestations des tiers payeurs.

Lorsque, postérieurement au versement de l'indemnité due pour l'incapacité permanente, l'assuré décède des suites de l'accident, le capital dû au titre du décès n'est versé qu'après déduction des sommes que nous avons déjà réglées au titre de l'incapacité permanente.

Si plusieurs bénéficiaires peuvent, en cas de décès de l'assuré, prétendre au versement du capital de base ou du capital complémentaire, ce capital est réparti en parts égales entre eux.

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > Les exclusions communes à toutes les garanties (listées à l'article « Les exclusions communes à toutes les garanties et options »),
- > Les **dommages corporels** du conducteur victime d'un **accident** :
 - dû à une défaillance mécanique du **véhicule** garanti ne lui appartenant pas ou dont il n'est pas locataire et faisant l'objet d'un entretien régulier,
 - avec le **véhicule**, en cours de formation dispensée par un établissement d'enseignement pour la conduite des véhicules terrestres à moteur agréé ou lors des épreuves pratiques d'obtention des certificats administratifs d'aptitude,
 - dans le cadre de la conduite accompagnée, supervisée ou encadrée, lorsqu'il a à ses côtés un accompagnateur, le cas échéant mentionné sur le livret d'apprentissage.

Dans ces situations, le conducteur bénéficie de la garantie Responsabilité civile en qualité de *tiers* victime.

- > En cas de vol du **véhicule**, les dommages subis par les auteurs, coauteurs ou complices du vol,
- > Les **dommages corporels** lorsque :
 - les passagers transportés par ce conducteur lorsqu'ils sont eux-mêmes en état d'ivresse manifeste,
 - le conducteur du **véhicule** est sous l'emprise de stupéfiants au moment de l'accident,
- > La garantie est également étendue au **souscripteur** ou au conducteur désigné aux *Conditions Particulières*, lorsqu'il conduit un **véhicule** dans le cadre d'un essai en vue de son achat.

5_ASSISTANCE

Pour bénéficier de l'Assistance, il est indispensable avant toute intervention, de contacter BNP Paribas Assistance 24 h/24 tous les jours, même les jours fériés (voir page « Comment nous contacter ? »).

Nous intervenons uniquement :

- > pendant un déplacement professionnel ou personnel avec votre **véhicule**,
- > ou pendant votre séjour, suite à un déplacement professionnel ou personnel avec votre **véhicule**, lorsque l'intégralité du trajet est réalisée avec votre **véhicule**.
- > A l'étranger, la garantie est limitée :
 - dans le cadre d'un déplacement à but touristique, humanitaire, d'études universitaires, d'un stage effectué dans le cadre des études ou d'un séjour au pair : aux 12 premiers mois
 - dans le cadre d'un déplacement professionnel : aux 3 premiers mois.

Les garanties d'assistance s'appliquent compte tenu des caractéristiques géographiques, climatiques, économiques, politiques et juridiques propres au lieu de déplacement et constatées lors de l'événement.

Notre responsabilité ne saurait être recherchée, en cas de manquement à nos obligations si cet événement résulte de cas de force majeure ou d'événements tels que guerre civile ou étrangère, révolution, mouvement populaire, émeute, grève, saisie ou contrainte par la force publique, interdiction officielle, piraterie, explosion d'engins, effets nucléaires ou radioactifs, empêchements climatiques.

De la même façon, notre responsabilité ne saurait être recherchée en cas de refus par le bénéficiaire de soins ou d'examen préalable à un transport sanitaire, dans un établissement public ou privé ou auprès d'un médecin qui auront été préconisés par nous.

En outre, nous ne pouvons intervenir que dans la limite des accords donnés par les autorités médicales et/ou administratives locales, et ne pouvons en aucun cas nous substituer aux organismes locaux d'urgence, ni prendre en charge les frais ainsi engagés s'ils relèvent de l'autorité publique.

Nous ne pouvons intervenir dans les situations à risque infectieux en contexte épidémique faisant l'objet d'une mise en quarantaine ou de mesures préventives ou de surveillance spécifique de la part des autorités sanitaires locales et/ou nationales du pays d'origine.

Enfin, nous ne sommes pas tenus d'intervenir dans les cas où le bénéficiaire aurait commis de façon volontaire des infractions à la législation locale en vigueur.

• **Qui est assuré ?**

Toute personne voyageant à bord du **véhicule**.

• **Quel véhicule est garanti ?**

Le **véhicule** désigné aux *Conditions particulières*.

Nous intervenons également :

- > si le **véhicule** est donné en location, que vous nous l'avez déclaré et choisi d'étendre les garanties de votre contrat à cette activité (article « Mise en location »),
- > si le **véhicule** est prêté par le *souscripteur*, à condition que le *souscripteur* nous ait déclaré ce prêt.

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > Les dépenses que vous avez engagées de votre propre initiative.
- > Toutes les dépenses que vous auriez dû normalement engager en l'absence de l'événement donnant lieu à l'intervention de BNP Paribas Assistance restent à votre charge (titre de transport, repas, carburant, péage...).
- > Les frais de téléphone, de connexion internet et de bar, ne sont pas pris en charge au titre des *frais d'hébergement* exceptés les frais pour le petit-déjeuner.
- > Les frais de secours et de recherche en France et à l'étranger.

5.1_ASSISTANCE AUX PERSONNES TRANSPORTÉES

Vous pouvez nous contacter avant d'entreprendre un voyage pour obtenir :

- > des informations médicales : les attitudes préventives à adopter, les vaccinations obligatoires et conseillées,
- > des renseignements sur les pays à traverser : formalités administratives, liaisons téléphoniques, caractéristiques économiques et climatiques, risques sécuritaires alimentaires.

Vous pouvez également nous contacter pendant votre voyage pour être conseillé sur le choix d'établissement hospitalier et au retour pour tout événement médical survenant dans les suites immédiates de votre voyage.

EN CAS DE BLESSURE OU MALADIE

• **Rapatriement sanitaire**

Lorsque nos médecins après avis des médecins consultés localement, et si nécessaire du médecin traitant, décident d'un rapatriement et en déterminent les moyens (ambulance, train, avion de ligne, avion sanitaire ou tout autre moyen approprié), nous organisons votre retour à votre *domicile* ou dans un hôpital adapté proche de votre *domicile* et prenons en charge le coût de ce transport. Dans la mesure du possible, et sous réserve de l'avis des médecins, il sera fait en sorte que l'un des membres de la famille déjà sur place puisse voyager avec le blessé.

• **Attente sur place d'un accompagnant**

Lorsque *vous* êtes blessé ou malade :

- > non transportable,
- > et devez rester hospitalisé au-delà de la date initialement prévue pour votre retour, *nous* organisons et participons à l'hébergement de type 2** d'une personne attendant sur place votre rapatriement.

PLAFOND FRAIS D'ATTENTE DE L'ACCOMPAGNANT	
Montant maximum par nuit	80 €
Nombre maximum de nuit	7 nuits

• **Voyage aller-retour d'un proche**

Lorsque *vous* êtes blessé ou malade :

- > non transportable,
 - > et devez rester hospitalisé pendant plus de 3 jours,
 - > et isolé de tout membre de votre famille,
- nous* organisons et prenons en charge :
- > le transport aller et retour d'un *proche* :
 - billet de train 1^{re} classe ou billet d'avion classe économique,
 - taxis de liaison jusqu'à la gare ou l'aéroport, et l'hôtel,
 - > et l'hébergement de ce *proche* dans un hébergement de type 2**.

PLAFOND HÉBERGEMENT D'UN PROCHE	
Montant maximum par nuit	80 €
Nombre maximum de nuit	7 nuits

Si le blessé est âgé de moins de 16 ans ou est atteint d'un handicap, ce déplacement est organisé et pris en charge, quelle que soit la durée de l'hospitalisation justifiée par son état de santé (même inférieure à 3 jours).

• **Frais médicaux et d'hospitalisation à l'étranger**

Nous prenons en charge vos frais médicaux et d'hospitalisation engagés sur place, à condition qu'ils soient :

- > prescrits en accord avec nos médecins,
- > et limités à la période pendant laquelle ils *vous* jugeront intransportable.

Cette garantie est valable uniquement en dehors du pays de domiciliation du bénéficiaire.

Nous intervenons uniquement si vous êtes assuré auprès d'un régime d'assurance maladie obligatoire ou/et d'un organisme privé d'assurance maladie (entreprise, mutuelle, institution de prévoyance...) à titre principal ou en complément des garanties de l'organisme obligatoire.

Frais médicaux non liés à une hospitalisation

En cas de *maladie* ou *d'accident*, *nous* prenons en charge les frais médicaux liés à une consultation ou des soins ambulatoires, des frais dentaires d'urgence, l'achat de médicaments, selon les modalités et dans la limite du plafond ci-dessous (voir tableau).

Frais médicaux liés à une hospitalisation

En cas de *maladie* ou *d'accident* entraînant votre hospitalisation pour plus de 24 heures, *nous* prenons en charge le montant des frais d'hospitalisation selon les modalités et dans la limite du plafond ci-dessous (voir tableau).

PLAFOND FRAIS MEDICAUX ET HOSPITALISATION *	
Assurés domiciliés en France métropolitaine	Montant total de frais facturé au bénéficiaire par un ou plusieurs établissements hospitaliers, ou professionnels de santé dans la limite de 80 000 € par assuré

PLAFOND FRAIS MEDICAUX ET HOSPITALISATION *	
Passagers transportés domiciliés à l'étranger	Montant total de frais facturé au bénéficiaire par un ou plusieurs établissements hospitaliers, ou professionnels de santé dans la limite de 16 000€ par passager

* Ces plafonds intègrent la part de frais prise en charge par le régime d'assurance maladie obligatoire et/ou celle prise en charge par tout organisme privé d'assurance maladie intervenant à titre principal ou complémentaire.

Notre prise en charge intervient donc en complément de celles du régime obligatoire et/ou de tout organisme privé d'assurance maladie jusqu'au plafond de 80 000 €.

La garantie peut être mise en œuvre selon deux modalités :

Avance des frais médicaux par nous

En cas d'hospitalisation, *nous* pouvons effectuer le règlement des frais médicaux liés à cette hospitalisation directement auprès de l'établissement hospitalier dans la limite du plafond de la garantie. *Vous* vous engagez, sans opposition, à *nous* subroger dans vos droits. Ainsi, *nous* recouvrons en votre nom les montants dus par l'organisme d'assurance maladie obligatoire et/ou l'organisme d'assurance maladie au titre de cette hospitalisation.

Nous prenons en charge, en complément de ces organismes, la part non prise en charge par ces derniers dans la limite du plafond de la garantie.

En tout état de cause, *vous* supportez l'éventuel reste à charge.

Paiement des frais médicaux par vous

En cas de frais médicaux non liés à une hospitalisation ou lorsque *vous* avez effectué directement le règlement des frais médicaux auprès de l'établissement hospitalier, dès votre retour dans votre pays de domiciliation, *vous* devez :

- > effectuer toute démarche nécessaire au recouvrement de ces frais auprès des organismes concernés,
- > *nous* transmettre les décomptes originaux justifiant les remboursements obtenus des organismes sociaux ainsi que les photocopies des notes de soins justifiant des dépenses engagées.

Sur la base des documents présentés, *nous* procédons, en complément de ces organismes, au remboursement de la part non prise en charge par ces derniers, dans la limite du plafond de la garantie.

Si *vous* ne *nous* remettez pas ces documents, *nous* ne pourrions pas procéder à votre remboursement.

Dans l'hypothèse où aucun de ces organismes ne prendrait en charge les frais médicaux engagés, *nous* *vous* remboursons les dépenses engagées dans la limite du plafond de la garantie.

Vous devez *nous* transmettre préalablement les factures originales des frais médicaux et l'attestation de non prise en charge émanant de ces organismes.

En tout état de cause, *vous* supportez l'éventuel reste à charge.

• **Recherche et expédition des médicaments et prothèses**

Nous recherchons, sur le lieu de séjour, les médicaments (prescrits ou leurs équivalents) indispensables à votre santé.

À défaut de pouvoir *vous* les procurer sur le lieu de séjour, et dans la mesure où le délai d'acheminement est compatible avec la nature du problème, *nous* organisons et prenons en charge l'expédition de ces médicaments.

De même, *nous* organisons et prenons en charge, lorsque nécessaire, l'expédition de lunettes, lentilles de contact, appareillages médicaux et prothèses.

Le coût de ces médicaments et matériels reste à votre charge.

EN CAS DE DÉCÈS SUITE À UN ACCIDENT OU UNE MALADIE

• Rapatriement du corps

Nous organisons et prenons en charge le transport du corps jusqu'au lieu d'obsèques ou d'inhumation situé en France métropolitaine, principauté d'Andorre ou de Monaco.

La prise en charge inclut les frais de préparation du défunt, les aménagements spécifiques au transport, ainsi qu'un cercueil, conforme à la législation et de qualité courante.

Les autres frais, notamment les frais de cérémonie, de convoi et d'inhumation restent à la charge de la famille.

• Déplacement d'un proche

Si la présence d'un *proche* sur les lieux du décès s'avère indispensable pour effectuer la reconnaissance du corps, ou les formalités de rapatriement ou de crémation de l'assuré décédé, nous organisons et prenons en charge :

> le transport aller et retour d'un *proche* :

- billet de train 1^{re} classe ou billet d'avion classe économique,
- taxis de liaison jusqu'à la gare ou l'aéroport, et l'hôtel,

et

> l'hébergement de ce *proche* dans un hébergement de type 2**.

PLAFOND HÉBERGEMENT D'UN PROCHE

Montant maximum par nuit	80 €
Nombre maximum de nuit	7 nuits

ASSISTANCE AUX PERSONNES VALIDES

• Attente sur place

En cas d'immobilisation du *véhicule* garanti, pour cause de *panne*, crevaison, *accident*, *incendie*, vol ou *tentative de vol*, *perte de clés* ou d'indisponibilité du conducteur du fait d'un *accident* occasionnant des blessures ou d'une *maladie*, nous :

- > organisons votre hébergement pour attendre sur place la réparation du *véhicule* immobilisé,
- > et participons aux frais d'hébergement de type 2** et petit-déjeuner, dans la limite du plafond ci-dessous :

PLAFOND HÉBERGEMENT

Montant maximum par nuit	80 €
Nombre maximum de nuit	7 nuits

Cette garantie n'est pas cumulable avec le rapatriement en cas d'indisponibilité du *véhicule* décrite ci-après.

• Rapatriement en cas d'indisponibilité du véhicule

En cas de vol du *véhicule* ou lorsque ce dernier est indisponible à la suite d'un *accident*, d'une *panne* ou d'un *événement climatique majeur* nous :

- > organisons et prenons en charge le transport jusqu'à votre *domicile*, par le moyen le mieux adapté :
 - train 1^{re} classe ou en avion classe économique si le trajet en train dure plus de 8 heures,
 - *véhicule* de location de catégorie B (1 jour + frais astreinte) dans la limite des disponibilités locales. Par exception démontrée par l'assuré, un *véhicule* de catégorie supérieure (au maximum D) pourra être fourni, sous réserve des disponibilités locales.
- Si votre *véhicule* est un utilitaire, la catégorie du véhicule de remplacement équivalente est limitée à 20 m³.
- taxi si le trajet est inférieur à 100 km et que les solutions ci-dessus sont impossibles.

Nous organisons et prenons également en charge le taxi de liaison jusqu'à la gare ou l'aéroport, à une agence de véhicule de location.

Si le rapatriement est impossible car il n'y a pas de moyen de rapatriement adapté en fin de journée ou pour la nuit, nous organisons et prenons en charge une nuit par bénéficiaire, dans un hébergement de type 2**.

PLAFOND HÉBERGEMENT

Montant maximum par nuit	80 €
--------------------------	------

> ou organisons la poursuite de votre voyage jusqu'à la prochaine étape prévue, dans la limite du coût du rapatriement à *domicile*.

Cette garantie n'est pas cumulable avec l'attente sur place décrite ci-avant.

• Rapatriement des autres assurés en cas de rapatriement sanitaire du conducteur blessé, malade ou décédé

Lorsque le transport sanitaire d'un *bénéficiaire* est décidé, si le moyen de retour prévu initialement ne peut être utilisé, nous organisons et prenons en charge le retour des autres bénéficiaires à leur *domicile*.

AUTRES GARANTIES D'ASSISTANCE

• Accompagnement d'enfant de moins de 16 ans ou d'une personne atteinte d'un handicap

Lorsqu'un transport est organisé dans le cadre des garanties décrites ci-avant et concerne un enfant de moins de 16 ans non accompagné ou une personne atteinte d'un handicap, nous organisons et prenons en charge le voyage aller et retour d'un *proche* ou d'une personne habilitée par sa famille pour l'accompagner dans son déplacement.

Lorsque le voyage d'un *proche* est impossible, nous faisons accompagner cet enfant ou la personne atteinte d'un handicap, par une personne qualifiée.

• Vol ou destruction de documents

En cas de vol ou de destruction de vos papiers d'identité, de documents bancaires ou de titres de transport à l'occasion de la *perte totale du véhicule*, nous vous conseillons sur les démarches à accomplir (dépôt de plainte, oppositions, documents équivalents, démarches à effectuer pour renouveler les documents).

• Bagages et animaux de compagnie

À l'occasion de votre rapatriement, nous prenons également en charge le rapatriement de vos *animaux de compagnie* qui vous accompagnent, et de vos *bagages*.

• Événement climatique majeur

Attente sur place

Lorsque vous ne pouvez pas poursuivre le voyage prévu à la suite d'un *événement climatique majeur*, nous prenons en charge vos *frais d'hébergement*.

PLAFOND HÉBERGEMENT

Montant maximum par nuit	80 €
Nombre maximum de nuit	7 nuits

Retour au domicile

Lorsque vous devez interrompre votre séjour en raison d'un *événement climatique majeur*, et si les conditions le permettent, nous organisons et prenons en charge votre retour au *domicile*.

Nous intervenons uniquement s'il n'y a aucune prise en charge de la part des autorités françaises, des autorités du pays sinistré, des organismes de voyage ou des compagnies de transport concernés.

• Retour anticipé

Lorsqu'au cours d'un déplacement avec votre *véhicule*, vous apprenez le décès imminent et inéluctable ou le décès d'un de vos *proches*, et sur décision de nos médecins, nous prenons en charge votre acheminement auprès de ce *proche* en France métropolitaine.

Si l'acheminement concerne un enfant de moins de 16 ans non accompagné ou une personne atteinte d'un handicap, nous organisons et prenons en charge le voyage aller-retour d'un *proche*, ou d'une personne habilitée en cas d'indisponibilité d'un *proche*, pour accompagner l'enfant ou la personne atteinte d'un handicap.

AVANCE DE FONDS, FRAIS DE JUSTICE ET CAUTION PENALE À L'ETRANGER

• **Avance de fonds**

Nous pouvons, contre reconnaissance de dette, vous consentir une avance de fonds, dans la limite de 2 000 €, pour vous permettre de faire face à une dépense découlant d'une difficulté grave et de caractère imprévu. Cette avance de fonds est remboursable dans un délai d'un mois après le retour à votre *domicile*.

• **Frais de justice à l'étranger**

Nous avançons, dans la limite de 2 000 €, les honoraires d'avocat et frais de justice que vous pouvez être amené à supporter à l'occasion d'une action en défense ou recours devant une juridiction étrangère, en cas d'*accident*, de vol, de dommages ou de tout autre préjudice subi au cours du séjour ou du voyage.

Cette avance de fonds est remboursable dans un délai d'un mois après le retour à votre *domicile*.

• **Caution pénale à l'étranger**

Nous effectuons le dépôt des cautions pénales, civiles ou douanières, dans la limite de 10 000 €, en cas d'incarcération ou lorsque vous êtes menacé de l'être.

Ce dépôt de caution a le caractère d'une avance auprès de la personne morale. Il devra nous être intégralement remboursé dans un délai d'un mois suivant son versement.

Cette garantie ne peut pas intervenir en cas d'atteinte volontaire à l'ordre public, à la vie d'autrui, ou à son intégrité physique, et notamment en cas de :

- > trafic par l'assuré de stupéfiants ou de drogue,
- > participation à des luttes ou rixes,
- > participation de l'assuré à des mouvements politiques,
- > infraction à la législation douanière.

5.2 ASSISTANCE AU VÉHICULE EN CAS DE PANNE ET D'ACCIDENT

En cas de *panne* une **franchise de 30 km** à compter du lieu de stationnement habituel est appliquée. Cette *franchise* ne s'applique pas :

- > en cas d'*accident*,
- > si vous avez souscrit l'option Mobilité,
- > en cas de *panne* à l'étranger,
- > en cas de *panne* due au déchargement de la batterie de votre *véhicule* électrique.

VÉHICULE IMMOBILISÉ EN FRANCE OU À L'ÉTRANGER

• **Dépannage remorquage**

Nous organisons le dépannage de votre *véhicule* ou, en cas d'impossibilité, son remorquage jusqu'au garage le plus proche.

Lorsque la panne est due au déchargement de la batterie de votre *véhicule* électrique, nous organisons le remorquage de votre *véhicule* vers la borne de recharge la plus proche.

Le coût des pièces détachées reste à votre charge.

PLAFOND DÉPANNAGE REMORQUAGE	
PTAC* ≤ 3,5 tonnes	180 €
PTAC* > 3,5 tonnes	1 000 €

* poids total en charge

Ces plafonds peuvent être dépassés en cas de situations de contrainte :

- > interventions sur voies réglementées (dans la limite du forfait autoroutier fixé par les pouvoirs publics),
- > ou sur demande des autorités publiques (police ou gendarmerie).

• **Remorquage jusqu'à un garage efficient**

Lorsque nous jugeons que les réparations du *véhicule* sont impossibles à effectuer dans de bonnes conditions de délai et/ou de qualité, dans un garage proche du lieu de l'événement, nous pouvons décider le remorquage du *véhicule* jusqu'à un garage susceptible de procéder aux réparations nécessaires.

En cas de séquestre du *véhicule*, nous ne pouvons intervenir qu'après levée du séquestre.

VÉHICULE EN ÉTAT DE MARCHÉ EN FRANCE OU À L'ÉTRANGER

• **Voyage pour reprendre possession du véhicule**

Nous organisons et prenons en charge votre transport pour aller reprendre possession du *véhicule* réparé :

- > en train 1^{re} classe ou en avion classe économique si le trajet en train dure plus de 8 heures,
- > en taxi si le trajet est inférieur à 100 km et que la solution ci-dessus est impossible.

Nous organisons et prenons en charge le taxi de liaison de la gare ou l'aéroport jusqu'au lieu où se trouve le *véhicule*.

Nous prenons en charge les frais de route (péage et carburant) si vous utilisez vos propres moyens pour reprendre possession du *véhicule*.

• **Rapatriement du véhicule par un conducteur**

Si l'*assuré* conducteur du *véhicule* ne peut pas conduire le *véhicule* du fait d'une *maladie* ou d'un *accident* occasionnant des blessures, ou s'il est décédé, ou en l'absence d'une autre personne apte à conduire, nous acheminons un *tiers* désigné par la famille pour rapatrier le *véhicule* et prenons en charge ses frais.

AUTRES GARANTIES À L'ÉTRANGER

• **Expertise et diagnostic technique**

En cas de *sinistre*, nous missionnons un expert et prenons en charge le coût afin d'établir la description des dégâts occasionnés au *véhicule*.

En cas de *panne*, cette expertise peut se limiter à un diagnostic technique sans démontage.

• **Envoi de pièces détachées**

Nous :

- > organisons l'envoi de pièces détachées indisponibles sur place et nécessaires à la réparation du *véhicule* garanti,
- > prenons en charge les frais d'expédition,
- > prenons en charge les droits de douane.

Le prix de ces pièces doit être remboursé dans un délai maximum d'un mois à compter de votre retour au *domicile*.

• **Rapatriement du véhicule immobilisé**

Nous organisons le retour en France métropolitaine du *véhicule* lorsque ce dernier est jugé irréparable à l'étranger mais réparable en France métropolitaine pour un coût inférieur à sa *valeur de remplacement* en France.

• **Mise en épave**

Si nous estimons que votre *véhicule* n'est pas réparable selon les standards français, ni en France ni à l'étranger pour un coût inférieur à sa *valeur de remplacement* en France, nous :

- > organisons la mise en épave,
 - > et, si possible, la vente de l'épave.
- Pour cela, le propriétaire du *véhicule* doit :
- > en faire formellement la demande,
 - > et fournir, dès son retour en France, les documents nécessaires, soit

dans le pays de survenance, soit en France, selon les dispositions les mieux adaptées aux pays.

• **Gardiennage**

Dans l'attente du rapatriement de votre *véhicule* ou en vue de sa mise en épave et sous réserve de réception des documents nécessaires dans les 30 jours suivant la connaissance de l'événement, nous organisons et prenons en charge le gardiennage de votre *véhicule* dans un lieu adapté.

AUTRES GARANTIES

• **Rapatriement de bagages**

En cas d'immobilisation de votre *véhicule* pour une durée supérieure à 7 jours, nous organisons et prenons en charge le rapatriement des *bagages* qu'il contient, à votre adresse.

Avant prise en charge, vous devez remettre la liste de ces *bagages* à un de nos représentants.

• **Prise en charge des véhicules tractés**

En cas d'immobilisation ou de *vol* du véhicule tracteur, nous :

> organisons et prenons en charge la conduite du véhicule tracté (remorque, caravane) dans un camping ou un lieu de gardiennage, situé à proximité,

> prenons en charge les éventuels frais de gardiennage.

Si cette immobilisation dure plus de 3 jours, selon votre choix, nous :

> organisons et prenons en charge le rapatriement du véhicule tracté, avec tous les *bagages* qu'il contient à votre *domicile*,

ou

> prenons en charge la conduite à votre lieu de destination dans la limite du coût du rapatriement.

Lorsque ce transport est effectué sans votre présence, les denrées périssables, matériels audio-vidéo, informatique, de téléphonie, de navigation automobile et gros électroménager non fixés au véhicule tracté, moyens de paiement, bijoux et autres objets de valeur devront être retirés du véhicule tracté.

Avant prise en charge, vous devez remettre la liste de ces objets à un de nos représentants.

• **Frais de confection des clés**

Nous vous indemnisons des frais de confection des clés et de main d'œuvre pour le changement des serrures si elles sont endommagées à hauteur de 160 € TTC (sur justificatif).

Nous prenons également en charge les frais engagés pour acheminer le double des *clés* du *domicile* vers le lieu d'intervention.

• **Secur-Taxi**

Lorsqu'aucun des conducteurs désignés aux *Conditions Particulières* n'est apte à conduire le *véhicule*, nous organisons et prenons en charge un trajet en taxi dans un rayon de 50 km pour un retour au *domicile* du conducteur ou sur son lieu de vacances.

La garantie est applicable en France métropolitaine uniquement.

Elle est limitée à 3 fois par année d'assurance.

• **Secur-Senior**

Lorsqu'un des conducteurs de plus de 60 ans désignés aux *Conditions Particulières* n'est pas apte à conduire le *véhicule*, nous organisons et prenons en charge un trajet en taxi pour un retour à son *domicile* ou son lieu de vacances.

La garantie est applicable en France métropolitaine uniquement.

Elle est limitée à 1 fois par année d'assurance.

6_PROTECTION DE VOTRE VÉHICULE

• **Quel véhicule est assuré ?**

Celui désigné à l'article « Quel véhicule est assuré ? », lorsqu'il est conduit par les personnes suivantes :

> Le conducteur désigné aux *Conditions Particulières*,

> le *conducteur autorisé*,

> le locataire du *véhicule*, personne physique, lorsque le *véhicule* est mis en location, que vous nous l'avez déclaré et avez choisi d'étendre les garanties de votre contrat à cette activité,

> le *souscripteur*,

> les dirigeants, associés ou *préposés* du *souscripteur* lorsque le *souscripteur* est une personne morale,

> la personne relayant au volant le *souscripteur* ou le conducteur désigné aux *Conditions Particulières*, présent à ses côtés, dans le cadre d'un *prêt du volant*,

> le propriétaire du *véhicule*.

L'indemnisation visée à l'article « Comment êtes-vous indemnisé et dans quels délais ? » est acquise au seul *souscripteur*.

6.1_BRIS DE GLACES

• **Que couvre la garantie?**

> le pare-brise, les *glaces* latérales,

> les feux de jour (led), les *glaces* des projecteurs avants (phares, antibrouillards...) livrés par le constructeur ou les blocs complets lorsque les *glaces* des phares ne peuvent être remplacées isolément,

> les *glaces* des toits ouvrants et/ou panoramiques,

> les miroirs des rétroviseurs et la lunette arrière du *véhicule* lorsqu'ils peuvent être remplacés isolément.

• **Ce que nous prenons en charge**

Le coût :

> de la réparation,

ou, si la réparation est techniquement déconseillée, le remplacement identique au modèle de référence, frais de pose compris, des *glaces* brisées,

> de marquage des *glaces* de remplacement lorsque les frais de marquage de ces *glaces* restent à votre charge.

Les *franchises* éventuellement applicables sont indiquées dans vos *Conditions Particulières* et à l'article « Franchises ».

NATURE DES DOMMAGES	MONTANT MAXIMUM
Bris de glace réparable	Coût des réparations dans la limite du plafond indiqué aux <i>Conditions Particulières</i>
Bris de glace nécessitant un remplacement de l'élément vitré	Coût du remplacement à l'identique au modèle de référence, frais de pose inclus dans la limite du coût des pièces et du temps de main d'œuvre préconisé par le constructeur, limité à la valeur du <i>véhicule</i>

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > Les exclusions communes à toutes les garanties (listées à l'article « Les exclusions communes à toutes les garanties et options »),
- > Les dommages consécutifs :
 - à un choc avec un véhicule, un piéton, un animal, un objet fixe,
 - à une perte de contrôle du véhicule,
 - à un vol ou une tentative de vol du véhicule ou d'éléments, d'accessoires, d'aménagements de celui-ci ou d'objets à l'intérieur de celui-ci,
 - au ternissement.
- > Les dommages consécutifs à un acte de vandalisme. Ces dommages sont couverts au titre de la garantie Dommages Tous Accidents si vous l'avez souscrite.
- > Les frais de déplacement du spécialiste du vitrage sollicité.

6.2 TEMPÊTE ET ÉVÉNEMENT CLIMATIQUE

• Que couvre la garantie ?

Nous intervenons en cas de :

- > tempête, ouragan ou cyclone. Ces événements sont constitués par l'action d'un vent dont la vitesse dépassait 100 km/h au moment du *sinistre*,
- > action du vent, chute de la grêle, inondation, glissement ou éboulement de terrain, chute de pierres, avalanche, poids de la neige.

• Ce que nous prenons en charge

- > Le coût des *dommages matériels* directs subis par votre *véhicule*,
 - > Les frais de gardiennage.
- Pour connaître les plafonds d'indemnisation, vous devez vous reporter à l'article « Comment êtes-vous indemnisé et dans quels délais ? »
- Les *franchises* éventuellement applicables sont indiquées dans vos *Conditions Particulières* et à l'article « Franchises ».

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > Les exclusions communes à toutes les garanties (listées à l'article « Les exclusions communes à toutes les garanties et options »),
- > Les dommages consécutifs à la perte de contrôle du *véhicule* en circulation, à l'occasion d'une Tempête ou d'un Événement climatique, sauf si la garantie Dommages Tous Accidents est souscrite,
- > Les dommages subis par les *marchandises* et objets transportés par le *véhicule*,
- > Les dommages subis par les objets personnels transportés par le *véhicule*.

6.3 CATASTROPHE NATURELLE

• Que couvre la garantie ?

En cas de catastrophe naturelle, nous garantissons les dommages causés au *véhicule* ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel.

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

• Ce que nous prenons en charge

- > Le coût des *dommages matériels* directs subis par votre *véhicule*,
 - > Les frais de gardiennage.
- Lorsque vous avez souscrit l'option Bris de glaces dans la formule Tiers, seul(e) la réparation ou le remplacement des *glaces* endommagées visées à l'article « Garantie Bris de glaces » est garanti(e).

La *franchise* applicable est fixée par arrêté ministériel. C'est l'arrêté en vigueur au jour de la catastrophe naturelle qui s'applique.

A titre indicatif, son montant en vigueur à la date de la conclusion de votre contrat d'assurance est indiqué dans vos *Conditions Particulières*. Si vous avez souscrit un *usage* Déplacements Privés-Professionnels ou Taxi, transport payant de voyageurs, ambulance, auto-école, c'est la *franchise* indiquée aux *Conditions particulières* qui s'applique si celle-ci est supérieure.

Pour connaître les plafonds d'indemnisation, vous devez vous reporter à l'article « Comment êtes-vous indemnisé et dans quels délais ? »

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > Les exclusions communes à toutes les garanties (listées à l'article « Les exclusions communes à toutes les garanties et options »),
- > Les dommages subis par les *marchandises* et objets transportés par le *véhicule*,
- > Les dommages subis par les objets personnels transportés par le *véhicule*.

6.4 CATASTROPHE TECHNOLOGIQUE

• Que couvre la garantie ?

Nous garantissons les dommages causés au *véhicule* par un accident tel que défini à l'article L.128-1 du Code des assurances.

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe technologique.

• Ce que nous prenons en charge

- > La réparation intégrale des dommages subis par votre *véhicule* dans les conditions prévues par l'article L.128-2 du Code des assurances. Lorsque vous avez souscrit l'option Bris de glaces dans la formule Tiers, seul(e) la réparation ou le remplacement des *glaces* endommagées visées à l'article « Garantie Bris de glaces » est garanti(e).
- > Les frais de gardiennage.

Pour connaître les plafonds d'indemnisation, vous devez vous reporter à l'article « Comment êtes-vous indemnisé et dans quels délais ? »

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > Les exclusions communes à toutes les garanties (listées à l'article « Les exclusions communes à toutes les garanties et options »),
- > Les dommages subis par les *marchandises* et objets transportés par le *véhicule*,
- > Les dommages subis par les objets personnels transportés par le *véhicule*.

6.5 ATTENTAT

• Que couvre la garantie ?

Nous garantissons votre *véhicule* endommagé suite à :

- > un *acte de terrorisme*,
 - > un *attentat*,
- lorsque cet *acte de terrorisme* ou *attentat* est perpétré sur le territoire national (article L126-2 du Code des assurances),
- > une *émeute* ou un *mouvement populaire*, à la condition que vous ne preniez pas personnellement part à ces actes.

• Ce que nous prenons en charge

- > Les dommages causés au *véhicule* et à ses *accessoires*,
- > Le coût des *dommages matériels* directs subis par votre *véhicule*,
- > Les frais de gardiennage.

Pour connaître les plafonds d'indemnisation, vous devez vous reporter à l'article « Comment êtes-vous indemnisé et dans quels délais ? ». Les franchises éventuellement applicables sont indiquées dans vos Conditions Particulières et à l'article « Franchises ».

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > Les exclusions communes à toutes les garanties (listées à l'article « Les exclusions communes à toutes les garanties et options »),
- > Les dommages subis par les marchandises et objets transportés par le véhicule,
- > Les dommages subis par les objets personnels transportés par le véhicule, sauf si la garantie Affaires personnelles contenues dans le véhicule a été souscrite.

6.6_INCENDIE

• Que couvre la garantie ?

Nous intervenons en cas de :

> incendie, combustion spontanée, explosion,

Toutefois en cas d'incendie ou d'explosion à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol, seule la garantie « Vol » est applicable.

> chute de la foudre.

• Ce que nous prenons en charge

- > Les dommages causés au véhicule et à ses accessoires,
- > Les frais de gardiennage.

Pour connaître les plafonds d'indemnisation, vous devez vous reporter à l'article « Comment êtes-vous indemnisé et dans quels délais ? ». Les franchises éventuellement applicables sont indiquées dans vos Conditions Particulières et à l'article « Franchises ».

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > Les exclusions communes à toutes les garanties (listées à l'article « Les exclusions communes à toutes les garanties et options »),
- > Les dommages subis par les marchandises et objets transportés par le véhicule,
- > Les dommages subis par les objets personnels transportés par le véhicule.

6.7_VOL ET TENTATIVE DE VOL

• Que couvre la garantie ?

Nous garantissons votre véhicule et ses accessoires en cas de :

> vol, c'est-à-dire, la soustraction frauduleuse du véhicule consécutive :

- à l'effraction de celui-ci ou du local privé, fermé à clé, dans lequel il est stationné, ou dans lequel les clés sont remises,
- à une ruse,
- à un acte de violence ou de menace à votre rencontre, à celle du conducteur autorisé, ou des passagers,
- à la remise, par l'acheteur de ce véhicule, d'un faux chèque de banque,
- à un abus de confiance.

> tentative de vol de votre véhicule ou son contenu, lorsque sont relevés des indices sérieux de tentative de vol.

Ces indices sont constitués par des traces matérielles relevées sur le véhicule par un expert en automobile, telles que le forçage du dispositif antivol de direction, des contacts électriques ou de tout système antivol.

> vol et tentative de vol d'éléments équipant le véhicule et les détériorations en résultant,

Le bénéfice de la garantie pourra être soumis, à notre demande, au suivi des travaux et à la vérification de l'origine des pièces détachées par notre expert.

Les éléments situés à l'intérieur de la carrosserie du véhicule ne sont garantis qu'en cas d'effraction de celui-ci ou du local privé, fermé à clé, dans lequel il est stationné.

Vous ne pouvez plus revendiquer le bénéfice de cette garantie si vous avez préalablement déclaré le vol de votre véhicule survenu alors que les conditions 1) à 5) ci-après n'étaient pas respectées.

Nous garantissons également les dommages occasionnés au véhicule lors du vol du carburant qu'il contient dans son réservoir.

> vol des clés du véhicule et prenons en charge le coût :

- de leur remplacement,
- du changement des barillettes des portières ou du contacteur de démarrage,
- de la programmation des cartes et télécommandes de démarrage électronique.

Pour être garanti vous devez :

- 1) ne pas avoir laissé les clés du véhicule dans, sur ou sous ce dernier,
- 2) avoir fermé et verrouillé les portières et autres ouvertures du véhicule,
- 3) avoir respecté les obligations spécifiques de lutte contre le vol lorsque celles-ci sont prévues dans la Clause de Protection Vol annexée aux Conditions Particulières,
- 4) avoir déposé plainte,
- 5) pour les remorques et caravanes dételées, soit les remettre dans un local fermé à clé, soit avoir fait l'usage d'un antivol de tête d'attelage, d'un sabot de roue, ou de tout autre dispositif de nature à empêcher le déplacement.

En cas de vol avec violence, par ruse ou abus de confiance, le respect des conditions 1), 2) et 3) ci-avant n'est pas exigé.

• Ce que nous prenons en charge

- > Les dommages causés au véhicule et à ses accessoires,
- > Les frais de gardiennage.

Pour connaître les plafonds d'indemnisation, vous devez vous reporter à l'article « Comment êtes-vous indemnisé et dans quels délais ? ». Les franchises éventuellement applicables sont indiquées dans vos Conditions Particulières et à l'article « Franchises ».

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > Les exclusions communes à toutes les garanties (listées à l'article « Les exclusions communes à toutes les garanties et options »),
- > Le coût du carburant dérobé,
- > Le vol ou la tentative de vol du véhicule commis par vos préposés pendant leur service ou par les personnes habitant sous votre toit, ou par une personne ayant la qualité d'assuré, à l'exception du locataire lorsque le véhicule est mis en location, que vous nous l'avez déclaré et avez choisi d'étendre les garanties de votre contrat à cette activité (article « Mise en location ») ou avec leur complicité,
- > Les dommages résultant d'un acte de vandalisme (événement couvert lorsque la garantie Dommages tous accidents a été souscrite),
- > Le vol suite à la remise du véhicule et/ou de ses clés à un tiers afin qu'il l'essaie en vue de son achat éventuel, hors de votre présence à bord,
- > Le vol ou la tentative de vol du véhicule consécutif à une opération d'échange,
- > Le vol du véhicule survenu alors que :
 - vous avez laissé les clés du véhicule dans, sur ou sous ce dernier,
 - vous n'avez pas fermé et verrouillé les portières et autres ouvertures du véhicule,

»»

» - vous n'avez pas respecté les obligations spécifiques de lutte contre le vol lorsque celles-ci sont prévues dans la « Clause de Protection Vol » annexée aux *Conditions Particulières*, sauf en cas de vol avec violence, par ruse ou abus de confiance,

- > Le vol des remorques et des caravanes dételées survenu alors qu'elles ne sont pas remisées dans un local fermé à clé ou que vous n'avez pas fait l'usage d'un antivol de tête d'attelage, d'un sabot de roue, ou de tout autre dispositif de nature à empêcher leur déplacement,
- > Les dommages subis par les *merchandises* et objets transportés par le *véhicule*,
- > Les dommages subis par les objets personnels transportés par le *véhicule*.

6.8_DOMMAGES TOUS ACCIDENTS

• Que couvre la garantie ?

Nous intervenons en cas de :

- > choc du *véhicule* contre :
 - tout ou partie d'un *véhicule terrestre à moteur* en circulation ou en stationnement,
 - tout objet fixe ou mobile,
 - un cycliste, un piéton ou un animal ;
- > dommages occasionnés au *véhicule*, en stationnement, par :
 - un autre *véhicule*,
 - une personne circulant sur le sol,
 - un objet,
 - un animal, à l'exception de ceux occasionnés à l'habitacle ;
- > perte de contrôle du *véhicule*,
- > retournement du capot ou d'une portière du *véhicule* assuré,
- > acte de vandalisme autre qu'un attentat ou un incendie (événements couverts au titre des articles « Attentat » et « Incendie »),
- > dommages occasionnés au *véhicule* à l'occasion d'un transport effectué à titre onéreux,
- > immersion accidentelle du *véhicule*,
- > dommages mécaniques ou électriques, non consécutifs à un choc, occasionnés au *véhicule* par un animal, à l'exception de ceux occasionnés à l'habitacle,
- > dommages électriques en cas de versement accidentel d'un liquide à l'intérieur du *véhicule*,
- > projection de substances tachantes ou corrosives.

• Ce que nous prenons en charge

- > Les dommages causés au *véhicule* et à ses *accessoires*,
- > Les frais de gardiennage.

Pour connaître les plafonds d'indemnisation, vous devez vous reporter à l'article « Comment êtes-vous indemnisé et dans quels délais ? ». Les franchises éventuellement applicables sont indiquées dans vos *Conditions Particulières* et à l'article « Franchises ».

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > Les exclusions communes à toutes les garanties (listées à l'article « Les exclusions communes à toutes les garanties et options »),
- > Les dommages que vous avez préalablement déclarés comme étant consécutifs à un incendie, un attentat, une tempête, un vol ou une tentative de vol de votre *véhicule*,
- > Les dommages occasionnés à l'habitacle du *véhicule* par un animal,
- > Les dommages subis par les *merchandises* et objets transportés par le *véhicule*,
- > Les dommages subis par les objets personnels transportés par le *véhicule*.

6.9_ACCESSOIRES ET AMÉNAGEMENTS

• Que couvre la garantie ?

Nous garantissons, les *accessoires* et *aménagements* fixés au *véhicule*. Nous intervenons en cas de survenance de l'un des événements couverts au titre des garanties :

- > Tempête et Événement climatique,
- > Catastrophe naturelle,
- > Catastrophe technologique,
- > Attentat,
- > Incendie,
- > Dommages Tous Accidents.

Nous intervenons également en cas de :

- > Vol ou tentative de vol des *accessoires* et *aménagements* équipant votre *véhicule*, lorsque ceux-ci sont dérobés :
 - En tout lieu :
 - en même temps que votre *véhicule*, dans les conditions précisées à l'article « Vol et Tentative de vol »,
 - suite à effraction de votre *véhicule*.
 - Dans un local privé, fermé à clé, lorsque ces biens sont fixés à votre *véhicule*.

• Ce que nous prenons en charge

Le coût, fixé par un expert, de réparation ou de remplacement des biens dans la limite de leur valeur au jour du sinistre et du montant indiqué dans vos *Conditions Particulières*.

La garantie vous est acquise dans la limite du plafond prévu aux *Conditions Particulières*.

Les franchises éventuellement applicables sont indiquées dans vos *Conditions Particulières* et à l'article « Franchises ».

En cas de vol isolé des *accessoires* et *aménagements* ou de tentative de vol, les plafonds sont valables par année d'assurance.

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > Les exclusions communes à toutes les garanties (listées à l'article « Les exclusions communes à toutes les garanties et options »),
- > Les éléments du *véhicule*,
- > Le contenu privé, les *merchandises* et l'*outillage* professionnels, transportés ou arrimés à ce *véhicule*,
- > Le vol des *accessoires* et *aménagements* du *véhicule* commis :
 - par toute personne ayant la qualité d'assuré, à l'exception du locataire lorsque le *véhicule* est mis en location, que vous nous l'avez déclaré et avez choisi d'étendre les garanties de votre contrat à cette activité (article « Mise en location »),
 - par vos préposés pendant leur service ou par les personnes habitant sous votre toit, ou avec leur complicité,
 - dans ce *véhicule*, s'il est bâché ou non entièrement clos, sauf si le vol a lieu après effraction du local privé fermé à clé dans lequel il est stationné.

6.10_MARCHANDISES ET OUTILLAGES PROFESSIONNELS TRANSPORTÉS

• Que couvre la garantie ?

Si vous êtes assuré pour l'usage Déplacements Privés-Professionnels, nous garantissons les *merchandises* et l'*outillage* :

- > transportés dans le *véhicule*,
 - > arrimés à ce *véhicule* grâce à des équipements spécialement prévus à cet effet,
- pour les besoins de votre profession.
- Nous garantissons également : les *bagages*, vêtements et objets, strictement destinés à votre usage personnel, que vous transportez

dans le cadre de votre activité professionnelle y compris les assistants d'aide à la conduite, organisateurs, téléphones ou ordinateurs portables, tablettes numériques, lecteurs DVD portables, éthylotests électroniques.

Nous intervenons en cas de survenance de l'un des événements couverts au titre des garanties :

- > Tempête et Événement climatique,
- > Catastrophe naturelle,
- > Catastrophe technologique,
- > Attentat,
- > Incendie,
- > Dommages Tous Accidents.

Nous intervenons également en cas de :

- > Vol des *marchandises* et de *l'outillage* professionnels transportés ou de vos objets personnels couverts, lorsque ceux-ci sont dérobés :
 - En tout lieu :
 - en même temps que le *véhicule*, dans les conditions précisées à l'article « Vol et Tentative de vol »,
 - suite à *effraction* du *véhicule*.
 - Dans un local privé, fermé à clé, lorsque ces biens sont *arrimés* au *véhicule* ou sont à l'intérieur de la carrosserie de ce dernier.

• **Ce que nous prenons en charge**

> Pour les *marchandises* :

votre prix d'achat, frais de transport et de manutention compris, ou, s'il s'agit d'objets que vous avez fabriqués, à leur prix de revient c'est-à-dire le prix des matières premières et produits utilisés pour leur fabrication, majoré des frais de fabrication engagés et d'une part proportionnelle des frais généraux.

> Pour *l'outillage*, les *bagages*, vêtements et objets personnels transportés :

le coût de leur remise en état sans pouvoir excéder leur *valeur de remplacement* au jour du *sinistre* et sur présentation des factures originales d'achat.

L'estimation des dommages prend en compte la *vétusté* de *l'outillage*, des *bagages*, vêtements et objets personnels transportés dans le *véhicule*.

Elle comprend le montant de la TVA acquittée et qui ne peut être récupérée. Le remboursement de la TVA est toutefois subordonné à la présentation de la facture des réparations ou de remplacement.

La garantie vous est acquise dans la limite du plafond prévu aux *Conditions Particulières*.

Les *franchises* éventuellement applicables sont indiquées dans vos *Conditions Particulières* et à l'article « Franchises ».

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > les exclusions communes à toutes les garanties (listées à l'article « Les exclusions communes à toutes les garanties et options »),
- > les valeurs, espèces, billets de banque, titres, cartes de paiement ou de crédit,
- > les fourrures, vêtements et maroquinerie de luxe,
- > les bijoux, les pièces d'argenterie, de joaillerie ou d'horlogerie,
- > les objets précieux, antiquités, œuvres d'art,
- > les appareils de télévision, de radio, de hi-fi, de vidéo, de photographie, de téléphonie, les appareils informatiques ou électriques, sauf s'il s'agit d'appareils de démonstration, de dépannage, d'appareils utilisés dans l'exercice même de votre profession ou d'objets strictement destinés à votre usage personnel visés au paragraphe ci-dessus,
- > les *marchandises*, *l'outillage* et vos objets personnels, quel que soit leur usage ou leur nature, transportés sur ou dans une remorque attelée au *véhicule*, sauf si la remorque constitue le *véhicule* désigné à ce titre aux *Conditions Particulières*, >>>

- > les *marchandises*, *l'outillage* et vos objets personnels, quel que soit leur usage ou leur nature, transportés dans le *véhicule* lorsque celui-ci est remplacé dans le cadre des dispositions prévues à l'article « Le véhicule conservé en vue de sa vente » ou lorsque vous bénéficiez du prêt gratuit d'un *véhicule*,
- > les *marchandises*, *l'outillage* et les objets personnels transportés par le *véhicule* et appartenant au *conducteur autorisé* ou aux passagers,
- > les animaux transportés,
- > le contenu privé autre que les *bagages*, vêtements et objets que vous transportez dans le cadre de votre activité professionnelle,
- > les *accessoires* et *aménagements* du *véhicule*,
- > le vol des *marchandises*, de *l'outillage*, des *bagages*, vêtements et objets transportés, commis :
 - par toute personne ayant la qualité d'assuré,
 - par vos *préposés* pendant leur service ou par les personnes habitant sous votre toit, ou avec leur complicité,
 - dans le *véhicule*, s'il est bâché ou non entièrement clos, sauf si le vol a lieu après *effraction* du local privé fermé à clé dans lequel il est stationné,
 - les dommages survenant à l'occasion de l'exercice d'une activité de transporteur de *marchandises* à titre onéreux.



LES OPTIONS

7_MOBILITÉ : ASSISTANCE PANNE OKM ET VÉHICULE DE REMPLACEMENT

• Que couvre la garantie ?

Nous intervenons pour l'assistance au *véhicule*, sans franchise kilométrique, en cas de :

- > Panne,
- > Rétenion administrative du permis de conduire.

Nous garantissons également la mise à disposition d'un *véhicule de remplacement* si le *véhicule* est immobilisé suite à la survenance de l'un des événements suivants :

- > Tempête et Événement climatique,
- > Catastrophe naturelle,
- > Catastrophe technologique,
- > Attentat,
- > Incendie,
- > Vol et Tentative de vol,
- > Dommages Tous Accidents,
- > Et suite à une panne, à l'exclusion de l'erreur du carburant et de la crevaison, à la condition que cette panne ait nécessité un remorquage de votre *véhicule*. La facture de remorquage pourra vous être demandée.

• Ce que nous prenons en charge

Assistance panne 0 km

En cas de panne :

- > envoi sur place d'un réparateur pour dépanner ou remorquer votre *véhicule*,
- > organisation et prise en charge du retour à domicile (ou transport vers le lieu de destination) du conducteur et des passagers.

En cas de rétenion administrative du permis de conduire du conducteur ou de l'accompagnateur de l'élève conducteur du véhicule :

- > mise en sécurité du *véhicule* : organisation et prise en charge du remorquage du *véhicule* vers le lieu le plus proche (garage, domicile ou siège de l'entreprise en cas de déplacement professionnel),
- > organisation et prise en charge du retour au domicile (ou transport vers le lieu de destination) du conducteur et des passagers.

Pour connaître le détail de ces prestations, reportez-vous à l'article « Assistance ».

Véhicule de remplacement

- > organisation et prise en charge du transport des bénéficiaires jusqu'à une agence de location de véhicules,
- > mise à disposition d'un véhicule de remplacement de catégorie B (type véhicule citadin), dans la limite des disponibilités locales. Par exception démontrée par l'assuré, un véhicule de catégorie supérieure (maximum D) pourra être fourni, sous réserve des disponibilités locales.

Si votre *véhicule* est un utilitaire, la catégorie du véhicule de remplacement est limitée à 20m³.

À défaut de disponibilité d'un véhicule de remplacement, nous vous remboursons les frais engagés pour maintenir votre mobilité (location d'un véhicule, taxi, train, bus notamment) dans la limite de 47 € TTC par jour d'immobilisation.

La mise à disposition du véhicule de remplacement ou les frais engagés pour maintenir votre mobilité ne peuvent excéder la durée d'immobilisation du *véhicule* évaluée par notre expert, dans la limite des plafonds indiqués ci-dessous :

PLAFOND PRÊT DE VÉHICULE

Nature de l'événement	Nombre de jours maximum par sinistre
Panne, à l'exclusion de l'erreur de carburant et de la crevaison	7 jours Dans la limite de 2 pannes par année d'assurance
Dommage accidentel (accident, incendie, attentat, catastrophe naturelle, catastrophe technologique, événement climatique),	15 jours
Vol, tant que votre <i>véhicule</i> n'est pas retrouvé	30 jours

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

> La garantie ne peut être mise en jeu :

- lorsque ce *véhicule* est remplacé dans le cadre des dispositions prévues à l'article « Le véhicule conservé en vue de sa vente »,
- lorsque vous bénéficiez du prêt gratuit d'un véhicule,
- lorsque ce *véhicule* est mis en location dans le cadre des dispositions de l'article « Mise en location ».

> En cas de rétenion administrative du permis de conduire, lorsque :

- la rétenion est consécutive à une récidive ou à un délit de fuite,
- l'immobilisation du *véhicule* est consécutive à la conduite du *véhicule* sans être titulaire du permis de conduire adapté ou à toute autre infraction que celles visées à l'article L.224-1 du Code de la route.

> En cas de rétenion administrative du permis de conduire du conducteur du *véhicule* par les autorités locales à l'étranger.

8_AFFAIRES PERSONNELLES CONTENUES DANS LE VÉHICULE

• Qu'est ce qui est assuré ?

Les affaires personnelles contenues dans le *véhicule* appartenant :

- > au conducteur désigné aux Conditions Particulières, gardien du véhicule,
- > au locataire du *véhicule*,
- > au souscripteur,
- > aux dirigeants, associés ou préposés du souscripteur lorsque le souscripteur est une personne morale,
- > à la personne relayant au volant le souscripteur ou le conducteur désigné aux Conditions Particulières, présent à ses côtés, dans le cadre d'un prêt du volant,
- > au propriétaire du *véhicule* lorsqu'il s'agit d'une personne morale,
- > et aux passagers.

• Que couvre la garantie ?

Nous garantissons les objets, bagages et effets à usage strictement privé :

- > transportés dans le *véhicule*,
- > arrimés à ce *véhicule* grâce à des équipements spécialement prévus à cet effet.

Nous intervenons en cas de survenance de l'un des événements couverts au titre des garanties :

- > Tempête et Événement climatique,
- > Catastrophe naturelle,
- > Catastrophe technologique,
- > Attentat,
- > Incendie,
- > Dommages Tous Accidents.

Nous intervenons également en cas de :

> Vol des objets, *bagages* et effets, à usage strictement privé y compris les assistants nomades d'aide à la conduite, organiseurs, téléphones ou ordinateurs portables, tablettes numériques, lecteurs DVD portables, éthylotests électroniques, lorsque ceux-ci sont volés :

- En tout lieu :
 - en même temps que le *véhicule* dans les conditions précisées à l'article « Vol et Tentative de vol »
 - suite à *effraction* :
 - du *véhicule*,
 - du coffre de toit, de la remorque attelée au *véhicule* ou du porte-skis, du porte-vélo, lorsque ces équipements sont verrouillés par un système antivol, et fixés au *véhicule* au moyen d'un dispositif sécurisé.
- Le contenu de la remorque attelée est couvert uniquement si cette remorque est assurée par un contrat Assurance Auto BNP Paribas.
- Dans un local privé, fermé à clé, lorsque ces biens sont *arrimés* au *véhicule* ou sont à l'intérieur de la carrosserie de ce dernier.

• **Ce que nous prenons en charge**

L'estimation des dommages des affaires personnelles contenues dans le *véhicule* est déterminée sur la base de la *valeur de remplacement* au jour du *sinistre* des biens transportés après déduction d'une *vétusté* et sur présentation des factures originales d'achat.

La garantie vous est acquise dans la limite du plafond prévu aux *Conditions Particulières*.

Les *franchises* éventuellement applicables sont indiquées dans vos *Conditions Particulières* et à l'article « Franchises ».

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > les exclusions communes à toutes les garanties (listées à l'article « Les exclusions communes à toutes les garanties et options »),
- > les valeurs, espèces, billets de banque, titres, cartes de paiement ou de crédit,
- > les bijoux, pierreries, montres, pièces d'argenterie, métaux et objets précieux, objets d'art, tableaux, statues, objets de collection, fourrures,
- > les *marchandises* et *l'outillage* destinés à l'exercice d'une profession,
- > les données informatiques et/ou le coût de leur reconstitution,
- > les animaux transportés,
- > nous ne garantissons pas le vol :
 - de vélos *arrimés* au *véhicule* sans dispositif sécurisé prévu à cet effet s'ils sont dérobés isolément du *véhicule*,
 - du contenu privé commis :
 - par toute personne ayant la qualité d'assuré,
 - par vos *préposés* pendant leur service ou par les personnes habitant sous votre toit, ou avec leur complicité,
 - dans le *véhicule*, s'il est bâché ou non entièrement clos, sauf si le vol a lieu après *effraction* du local privé fermé à clé dans lequel il est stationné.
- > la garantie ne peut être mise en jeu lorsque ce *véhicule* est remplacé dans le cadre des dispositions prévues à l'article « Le *véhicule* conservé en vue de sa vente » ou lorsque vous bénéficiez du prêt gratuit d'un *véhicule*.

9_PROLONGATION VALEUR D'ACHAT

• **Ce que nous prenons en charge**

Si votre *véhicule* acheté neuf ou d'occasion est :

> déclaré économiquement ou techniquement non réparable par l'expert et que vous nous cédez votre *véhicule*,

ou

> s'il est volé et non retrouvé,

et sous réserve des dispositions de l'article « Comment êtes-vous indemnisé et dans quels délais ? », la garantie Prolongation valeur d'achat vous permet d'être indemnisé :

> Pendant les 48 premiers mois après l'acquisition de votre *véhicule* : à hauteur de la *valeur d'achat* de votre *véhicule*.

> A partir du 49^e mois :

à concurrence de la *valeur de remplacement* au jour du *sinistre*, majorée de 20 % et limitée à la *valeur d'achat*.

L'indemnisation minimum est de 2 100 € lorsque :

> le *véhicule* est une voiture particulière, un utilitaire, une camionnette ou un camping-car,

> la formule Tous Risques et l'option Prolongation valeur d'achat sont souscrites depuis au moins 3 ans.

Il s'agit du montant minimum une fois la *franchise* déduite.

Cette indemnisation intervient uniquement si elle n'a jamais été mise en jeu pour le *véhicule* concerné, et elle ne peut pas être supérieure à la *valeur d'achat* de ce *véhicule*.

La *valeur d'achat* est déterminée :

> sur la base du prix d'achat du *véhicule* figurant sur la facture établie par le professionnel de l'automobile vous l'ayant vendue,

> ou, à défaut sur la base de la *valeur de remplacement* du *véhicule* au jour du *sinistre* majorée de 5 % à compter du 1^{er} trimestre écoulé depuis la *date d'achat* du *véhicule*.

Dans ce cas, la *valeur d'achat* ne peut être supérieure à la *valeur de remplacement* majorée de 55 %.

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

L'indemnisation en *valeur d'achat* n'intervient pas :

- > en cas de vol consécutif à l'emploi d'un faux *chèque de banque*,
- > lorsque l'achat du *véhicule* n'a pas été réalisé conformément à la réglementation du Code monétaire et financier,
- > si le *véhicule* a été acheté directement ou indirectement par l'assuré à un membre de sa famille (*conjoint*, ascendant, descendant, frère, sœur) ou à son *concubin*.

10_PROTECTION JURIDIQUE LIÉE AU VÉHICULE

Pour connaître le détail de cette garantie, reportez-vous à l'article correspondant dans le chapitre « La Protection juridique ».

EXCLUSIONS APPLICABLES À TOUTES LES GARANTIES ET OPTIONS

POUR TOUTES LES GARANTIES :

Exclusions issues du Code des assurances

- > Les dommages causés intentionnellement par l'assuré (article L113-1)
- > Les dommages causés ou subis par le *véhicule* ou l'aggravation de ces dommages, causés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire⁽¹⁾ (article R211-8),
- > Les dommages occasionnés par la guerre étrangère, par la guerre civile, par des émeutes ou par des mouvements populaires. (article L121-8),
- > Les dommages survenus lorsque, au moment du *sinistre*, le conducteur du *véhicule* n'a pas l'âge requis ou n'est pas titulaire des certificats de conduite en état de validité exigés par la réglementation pour la conduite de ce *véhicule*, excepté l'enfant mineur du *souscripteur* ou de son *conjoint* conduisant le *véhicule* à l'insu de ses parents (article R211-10),
- > Les dommages mettant en cause la responsabilité d'un professionnel de la réparation, de la vente ou du contrôle de l'automobile (article L211-1),
- > Les dommages causés ou subis par le *véhicule* lorsqu'il transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes et à l'occasion desquels lesdites matières auraient provoqué ou aggravé le *sinistre*. Cette exclusion ne s'applique pas pour les transports d'huiles, d'essences minérales ou de produits similaires, ne dépassant pas 500 kg ou 600 litres, y compris l'approvisionnement de carburant nécessaire au moteur⁽¹⁾ (article R211-11),
- > Les dommages survenus au cours d'épreuves, courses, compétitions ou leurs essais, soumis par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des Pouvoirs Publics (article R211-11)⁽²⁾.

Autres exclusions

- > Les dommages occasionnés par les actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées,
- > Les *dommages immatériels non consécutifs*,

(1) L'assurance est obligatoire et le défaut d'assurance vous expose aux sanctions prévues aux articles L211-26 al. 1 et L211-27 du Code des assurances.

POUR TOUTES LES GARANTIES À L'EXCEPTION DE LA GARANTIE RESPONSABILITÉ CIVILE :

- > Les dommages occasionnés par les éruptions de volcan, les tremblements de terre et autres cataclysmes (article L122-6),
- > Les dommages subis par le *véhicule* et par son conducteur lorsque ce *véhicule* est utilisé pour réaliser, qu'ils soient chronométrés ou non:
 - des stages de pilotage encadrés ou des tours, sur *circuits fermés*, sur route ou sur des terrains
 - des *parcours sur route*. Un terrain est un espace d'évolution fermé à la circulation publique sur lequel il n'existe pas de *parcours* défini et où sont pratiquées des disciplines pour lesquelles le chronométrage ne constitue qu'un élément accessoire du classement, telles que trial ou franchissement,
- > Les dommages survenus pendant la période durant laquelle le *véhicule* est frappé d'une interdiction de circuler ou que son *certificat d'immatriculation* fait l'objet d'un retrait, ou encore d'une opposition à son transfert dans le cadre de la procédure Véhicule Gravement Endommagé (V.G.E.),
- > Les dommages survenus au cours des opérations de chargement ou de déchargement du *véhicule*,
- > Les dommages survenus alors que le *véhicule* tracte une remorque dont le Poids Total à Charge est supérieur à 750 kg, lorsque cette remorque n'est pas désignée aux *Conditions Particulières*,
- > Les dommages survenus alors que le *véhicule* est donné en location, sous réserve des dispositions relatives à la « Mise en Location »,
- > Les dommages survenus lorsque le conducteur du *véhicule* est en *état d'ivresse manifeste*, sous l'empire d'un *état alcoolique* ou sous l'empire de stupéfiants, au moment de l'*accident*. Nous n'intervenons pas non plus en cas de refus du conducteur de se soumettre aux épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique prévues par les articles L234-3 à L234-7 du Code de la route ou de stupéfiants prévues par les articles L235-1 à L235-4 du Code de la route,
- > Les dommages ou l'aggravation des dommages imputables au conducteur qui n'aurait pas immédiatement arrêté le *véhicule* alors qu'une substance nécessaire à la lubrification, au refroidissement, ou au bon fonctionnement du moteur s'échappe, que des témoins d'alertes sont allumés, ou encore que la liaison au sol n'est plus équitablement répartie,
- > Les *dommages immatériels consécutifs*,
- > Les conséquences d'une *escroquerie* ou d'un *abus de confiance*,
- > Les dommages subis par le *véhicule* dès lors que celui-ci :
 - a été acquis ou est détenu en infraction à une disposition pénale française ou étrangère,
 - a été réglé en tout ou partie avec :
 - des valeurs résultant directement ou non d'un crime ou d'un délit,
 - des espèces dès lors que l'assuré n'apporte pas la preuve de leur origine licite.
- > Les dommages subis par les biens assurés dès lors que ceux-ci ont été achetés en espèces auprès d'un professionnel pour une somme dépassant 1 000 €.

- **Définitions applicables à toutes les garanties de Protection juridique (complémentaires au lexique)**

Conflit d'intérêts

Il y a conflit d'intérêts lorsque *nous* accordons également notre garantie de Protection juridique ou de responsabilité à la personne dont les intérêts sont opposés aux vôtres.

Dépens

Dépenses indispensables au procès et dont le montant fait l'objet d'une tarification par voie réglementaire ou par décision judiciaire. Ils sont limitativement énumérés aux articles 695 du Code de procédure civile et R.761-1 du Code de justice administrative.

Frais irrépétibles

Frais que toute partie engage personnellement afin de défendre ses intérêts en justice et susceptibles de faire l'objet d'une indemnisation par le juge au titre des articles 700 du Code de procédure civile, 375 et 475-1 du Code de procédure pénale ou L.761-1 du Code de justice administrative.

Sinistre

Litige ou différend concrétisé par le refus opposé à une réclamation dont l'assuré est l'auteur ou le destinataire.

11 DÉFENSE PÉNALE ET RECOURS SUITE À ACCIDENT

La gestion des *sinistres* Protection juridique est confiée à un personnel distinct au sein de Cardif IARD.

- **Qui est assuré ?**

- > **Pour leur défense et leur recours**

- le conducteur désigné aux *Conditions Particulières* du contrat,
- la personne qui supplée au volant le *souscripteur* ou le conducteur désigné aux *Conditions Particulières*, présent dans le *véhicule*, dans le cadre du *prêt du volant*,
- le locataire du *véhicule* lorsque *vous* avez déclaré donner votre *véhicule* en location et choisi d'étendre les garanties de votre contrat à cette activité (article « Mise en location »). Cette extension figure dans vos *Conditions Particulières*,
- le propriétaire du *véhicule*.

- > **Pour leur défense**

Les passagers du *véhicule*.

- > **Pour leur recours**

Les *ayants droit* des assurés visés au paragraphe « Pour leur défense et leur recours » ci-avant, en cas de décès de ces assurés.

- **Qui est qualifié de tiers ?**

Les personnes autres que celles ayant la qualité d'assuré.

- **Où s'applique la garantie ?**

En France métropolitaine et dans les Départements et Régions d'Outre-Mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et Réunion). Elle est également étendue aux territoires des États non barrés sur votre carte internationale d'assurance.

- **Que couvre la garantie ?**

Votre défense pénale

Nous pourvoyons à la défense de vos intérêts lorsque les victimes ont été désintéressées, en raison des poursuites pénales engagées contre *vous*, motivées par un événement couvert au titre de la garantie Responsabilité civile.

Nous prenons en charge votre défense devant les juridictions répressives lorsque *vous* faites l'objet de poursuites à l'occasion d'un *sinistre* mettant en cause une responsabilité couverte par votre contrat.

Votre recours

Nous réclamons à nos frais, soit à l'amiable, soit judiciairement, la réparation pécuniaire des dommages que *vous* avez subis, imputables à un *tiers* :

- > les dommages corporels causés à l'assuré,
- > les *dommages matériels* subis par le *véhicule* et les objets qui y sont transportés,
- > les *dommages immatériels consécutifs* aux dommages corporels et matériels définis ci-dessus.

Nous vous fournissons les avis et services appropriés à la recherche d'une solution amiable.

Lorsqu'il doit être fait appel à un avocat ou à une personne qualifiée, *vous* avez toute liberté pour recourir aux services du professionnel de votre choix.

Vous disposez aussi de la possibilité de choisir votre avocat ou la personne qualifiée en cas de conflit d'intérêts (voir « Définitions applicables à toutes les garanties de Protection juridique »).

Si votre adversaire est lui-même défendu par un avocat, *vous* êtes, dans les mêmes conditions, assisté ou représenté par l'avocat de votre choix.

En cas d'échec de la procédure amiable et dans la mesure où votre position est défendable au regard des règles de droit applicables, *nous* participons à la prise en charge des frais et honoraires de l'avocat ou de la personne qualifiée saisi(e) de la défense de vos intérêts.

Si *vous* confiez la défense de vos intérêts à un avocat ou à une personne qualifiée de votre choix, la gestion de votre dossier est confiée à BNP Paribas Protection Juridique, TSA 20045, 76934 Rouen Cedex 9. *Vous* conservez durant toute la procédure la conduite de votre procès. Cependant, *vous* devez *nous* communiquer tous les éléments *nous* permettant d'apprécier préalablement le bien-fondé de ce procès et des voies de recours utilisées.

Conditions d'intervention :

- > **Pour défendre et faire valoir vos droits à l'amiable : *nous* intervenons uniquement lorsque le *sinistre* a un intérêt financier supérieur à 150 €.**

- > **Pour défendre et faire valoir vos droits en justice : *nous* intervenons uniquement lorsque le *sinistre* a un intérêt financier supérieur à :
- 760 € devant les Tribunaux et les Cours d'Appel,
- 3 000 € devant le Conseil d'État ou la Cour de Cassation.**

- **Ce que *nous* prenons en charge**

Nous couvrons, dans la limite des plafonds et montants indiqués dans le tableau du paragraphe « Quels sont les montants garantis et les plafonds applicables ? » :

Pour défendre et faire valoir vos droits à l'amiable :

- > les frais relatifs aux avis et services que *nous vous* fournissons,
- > les frais et honoraires de l'avocat ou de la personne qualifiée que *vous* avez choisi(e) en cas de conflit d'intérêts visé à l'article « Dispositions communes aux garanties de Protection juridique »,
- > les frais et honoraires de votre avocat lorsque votre adversaire est lui-même défendu par un avocat.

Pour défendre et faire valoir vos droits en justice :

- > les frais et honoraires de l'avocat ou de la personne qualifiée en charge de vos intérêts,
- > les frais de procédure,
- > les sommes qui pourraient être mises à votre charge au titre des dépens (voir « Définitions applicables à toutes les garanties de Protection juridique »).

Ces frais, honoraires et sommes sont pris en charge :

- > si l'action en justice qui en est la cause a été décidée avec notre accord ou a été admise par une décision d'arbitrage (voir l'article « Dispositions communes aux garanties de Protection juridique »),
- > si vous avez passé outre la solution que nous vous avons proposée ou l'avis de l'arbitre pour le *sinistre* qui est à leur origine et avez obtenu une décision de justice plus favorable à vos intérêts,
- > en cas de conflit d'intérêts (voir « Définitions applicables à toutes les garanties de Protection juridique »),
- > en cas de défense pénale.

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > votre défense en cas de suspension, d'annulation ou d'invalidation du permis de conduire,
- > les poursuites exercées à votre encontre en cas de délit de fuite.

12_PROTECTION JURIDIQUE LIÉE AU VÉHICULE (EN OPTION)

La gestion des *sinistres* de Protection juridique est confiée à une entreprise distincte.

• **Qui est assuré ?**

- > le *souscripteur*,
- > le propriétaire du *véhicule*, personne physique.

• **Qui est qualifié de tiers ?**

Les personnes autres que :

- > celles ayant la qualité d'assuré,
- > leurs ascendants, descendants et collatéraux (frères, sœurs, oncles, tantes, neveux, cousins), leur *conjoint*, ou *concubin*,
- > leurs *préposés*,
- > les personnes dont le *souscripteur*, son *conjoint*, ou son *concubin*, a la tutelle ou la curatelle.

• **Où s'applique la garantie ?**

La garantie s'applique aux *sinistres* dont les éléments constitutifs se sont produits en France métropolitaine, dans les Départements et Régions d'Outre-Mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et La Réunion), dans les pays de l'Union Européenne, en Suisse, dans les principautés de Monaco ou d'Andorre, en Norvège, en Islande, au Lichtenstein ou à Saint-Marin.

• **Que couvre la garantie ?**

Vous bénéficiez d'une Assistance juridique et d'une garantie de Protection juridique en cas de *sinistre* vous opposant à un *tiers* et résultant de l'achat, de la location, de la vente, de la réparation ou de la récupération de votre *véhicule*, pour :

- > pourvoir à votre défense pénale,
- > assurer votre défense en cas de réclamation amiable ou contentieuse d'un *tiers*,
- > réclamer l'indemnisation de votre préjudice, la restitution de vos biens, la reconnaissance de vos droits.

Lorsqu'il doit être fait appel à un avocat ou à une personne qualifiée, vous avez toute liberté pour recourir aux services du professionnel de votre choix.

Vous disposez aussi de la possibilité de choisir votre avocat ou la personne qualifiée en cas de conflit d'intérêts (voir article « Dispositions communes aux garanties de Protection juridique »).

Si votre adversaire est lui-même défendu par un avocat, vous êtes, dans les mêmes conditions, assisté ou représenté par l'avocat de votre choix.

En cas d'échec de la procédure amiable et dans la mesure où votre position est défendable au regard des règles de droit applicables, nous participons à la prise en charge, des frais et honoraires de l'avocat ou de la personne qualifiée saisi(e) de la défense de vos intérêts. Vous conservez durant toute la procédure la conduite de votre procès. Cependant, vous devez nous communiquer tous les éléments nous permettant d'apprécier préalablement le bien-fondé de ce procès et des voies de recours utilisées.

Conditions d'intervention :

- > **Pour défendre et faire valoir vos droits à l'amiable :** nous intervenons uniquement lorsque le *sinistre* a un intérêt financier supérieur à 150 €.
- > **Pour défendre et faire valoir vos droits en justice :** nous intervenons uniquement lorsque le *sinistre* a un intérêt financier supérieur à :
 - 760 € devant les Tribunaux et les Cours d'Appel,
 - 3 000 € devant le Conseil d'État ou la Cour de Cassation.

• **Ce que nous prenons en charge**

Nous couvrons, dans la limite des plafonds et montants indiqués dans le tableau du paragraphe « Quels sont les montants garantis et les plafonds applicables ? » :

Pour défendre et faire valoir vos droits à l'amiable :

- > les frais relatifs aux avis et services que nous vous fournissons,
- > les frais et honoraires de l'avocat ou de la personne qualifiée que vous avez choisi(e), en cas de conflit d'intérêts (voir « Définitions applicables à toutes les garanties de Protection juridique »),
- > les frais et honoraires de votre avocat lorsque votre adversaire est lui-même défendu par un avocat.

Pour défendre et faire valoir vos droits en justice :

- > les frais et honoraires de l'avocat ou de la personne qualifiée en charge de vos intérêts,
- > les frais de procédure,
- > les sommes qui pourraient être mises à votre charge au titre des dépens (voir « Définitions applicables à toutes les garanties de Protection juridique »).

Ces frais, honoraires et sommes sont pris en charge :

- > si l'action en justice qui en est la cause a été décidée avec notre accord ou a été admise par une décision d'arbitrage (voir l'article « Dispositions communes aux garanties de Protection juridique »)
- > si vous avez passé outre à la solution que nous vous avons proposée ou à l'avis de l'arbitre pour le *sinistre* qui est à leur origine et avez obtenu une décision de justice plus favorable à vos intérêts,
- > en cas de conflit d'intérêts (voir « Définitions applicables à toutes les garanties de Protection juridique »),
- > en cas de défense pénale.

Nous cessons notre intervention si l'adversaire est sans domicile connu ou insolvable.

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > les frais destinés à apporter les éléments de preuve de la réalité de votre préjudice ou la matérialité du *sinistre*,
- > les frais de saisie immobilière, de nantissement de parts sociales ou de fonds de commerce pour les créances inférieures à 10 000 €,
- > les *sinistres* :
 - dont la déclaration est postérieure à la date à laquelle le contrat a cessé ses effets,
 - résultant de votre volonté manifeste de vous opposer, en dehors de tout motif légitime, au respect d'une disposition légale ou réglementaire, ou à l'exécution d'une obligation contractuelle,
 - relatifs aux accidents de la circulation,
 - relatifs aux infractions pénales au Code de la route commises en dehors de tout accident de la circulation.

13 DISPOSITIONS COMMUNES AUX GARANTIES DE PROTECTION JURIDIQUE

• Que devez-vous faire en cas de sinistre ?

Vous devez :

- > Déclarer le *sinistre*, au plus tard dans les 5 jours ouvrés courant à partir de la date à laquelle vous en avez eu connaissance, à l'adresse indiquée en page « Comment nous contacter ? ».
- > Nous communiquer l'intégralité des renseignements et documents se rapportant au *sinistre* déclaré (dans le cadre de la Protection juridique liée au *véhicule* : un résumé des faits, les coordonnées de la partie adverse, une copie des pièces constitutives de votre litige (facture, devis, témoignage, convocations...)).

En cas de communication tardive, nous pourrions vous réclamer une indemnité proportionnelle au préjudice que ce manquement nous a causé.

Vous êtes déchu de votre droit à garantie si vous :

- > faites de fausses déclarations sur la nature, les circonstances, les causes, les conséquences du *sinistre* ainsi que sur la valeur du *véhicule*. A ce dernier titre, vous devez déclarer avec exactitude le prix d'achat du *véhicule* ainsi que le kilométrage parcouru au jour du *sinistre*,
- > employez comme justification des moyens frauduleux ou des documents mensongers,
- > ne déclarez pas l'existence d'autres assurances portant sur le même risque.

• Dans quel délai vos demandes sont-elles recevables ?

Les dispositions relatives à la *prescription* figurent à l'article « Les délais de prescription ».

• Que faire en cas de désaccord ?

En cas de désaccord entre vous et nous au sujet des mesures à prendre pour régler le *sinistre*, vous pouvez recourir à la procédure d'arbitrage prévue à l'article L.127-4 du Code des assurances.

Dans ce cas :

- > un arbitre est désigné d'un commun accord entre vous et nous ou, à défaut, par le Président du Tribunal Judiciaire de votre *domicile* statuant en la forme des référés,
- > sauf décision contraire du Président du Tribunal Judiciaire statuant en la forme des référés, les frais exposés pour la mise en œuvre de cette procédure sont à notre charge, **dans la limite des montants indiqués dans le tableau ci-après.**

Nous nous engageons à accepter les conclusions de l'arbitre.

En cas de désaccord entre vous et nous à l'occasion du règlement du *sinistre*, vous pouvez épuiser les étapes de la procédure décrite dans la partie « Réclamation ».

• Comment fonctionne la *subrogation* ?

Toutes sommes obtenues en remboursement des frais et honoraires exposés pour le règlement du *sinistre* vous reviennent par priorité, lorsque, à ce titre, des dépenses sont restées à votre charge. Elles sont versées dès règlement par la partie qui succombe.

Nous sommes subrogés dans vos droits, conformément aux articles L.121-12 et L.127-8 du Code des assurances, dans les autres cas.

Si la *subrogation* ne peut plus s'exercer de votre fait, nous sommes alors libérés de tout engagement.

• Quels sont les montants garantis et les plafonds applicables ?

Les montants garantis et plafonds sont applicables pour un même *sinistre*. Constitue un même *sinistre* l'ensemble des demandes ou réclamations auquel il a été opposé un même refus.

PLAFOND DE GARANTIE	20 000 € TTC
----------------------------	--------------

DÉFENSE AMIABLE DE VOS DROITS SAUF EN CAS DE MÉDIATION

Les frais de défense amiable que vous avez engagés ne sont pris en charge qu'en cas de survenance d'un *conflit d'intérêts* ou lorsque votre adversaire est lui-même défendu par un avocat.

SOUS-PLAFOND DE GARANTIE	4 600 € TTC pour l'ensemble des frais relatifs à la défense amiable de vos droits
---------------------------------	--

MONTANTS GARANTIS TTC

Honoraires d'avocat (pour l'ensemble de l'intervention de l'avocat y compris en cas de transaction ou de saisine d'une commission) sauf médiation	450 €
Expertise médicale	200 €
Expertise immobilière	2 370 €
Autre expertise matérielle	145 €

DÉFENSE DE VOS DROITS EN CAS DE MÉDIATION JUDICIAIRE OU CONVENTIONNELLE

MONTANTS GARANTIS TTC

Assistance par l'avocat (à l'exclusion de la simple réunion d'information et ce compris une éventuelle homologation de l'accord par le juge)	360 €
Quote part des frais du médiateur	400 €

DÉFENSE DE VOS DROITS EN JUSTICE, MÉDIATION, ARBITRAGE OU DEVANT UNE COMMISSION

MONTANTS GARANTIS TTC*

Juridictions civiles et administratives		
Tribunal judiciaire (y compris Pôle social) et Tribunal ou Chambre de proximité	Contentieux des actions personnelles ou mobilières jusqu'à 10 000 € et demandes indéterminées qui ont pour origine l'exécution d'une obligation dont le montant n'excède pas 10 000 €	840 €
	Autres	1 220 €
Juge des Contentieux de la Protection		910 €
Juges Aux Affaires Familiales		960 €
Tribunal Administratif - Tribunal de Commerce		1 060 €
Conseil de Prud'hommes	Conciliation et orientation	600 €
	Jugement	875 €
CIVI	Constitution du dossier et instruction	945 €
	Assistance à liquidation	
CCI		250 €
Juge de l'Exécution		540 €
Référé	Expertise et/ou provision	585 €
	Autres	740 €
Requêtes		415 €
Incident devant le Juge ou le Conseiller de la Mise en Etat		495 €

Juridictions civiles et administratives	
Déclaration de créance en cas de procédures collectives	335 €
Assistance à expertise (présence, suivi et dires éventuels compris)	615 €
Juridictions pénales	
Démarches au Parquet pour obtention de procès-verbaux	130 €
Dépôt de plainte avec constitution de partie civile (entre les mains du Doyen des juges d'instruction)	530 €
Tribunal de police / matière contraventionnelle	795 €
Médiation / composition pénale et reconnaissance préalable de culpabilité	785 €
Tribunal Correctionnel / Tribunal pour enfants / Matière délictuelle	900 €
SARVI	335 €
Chambre de l'instruction	770 €
Cour d'assises : 1 ^{re} instance ou appel (par jour d'audience dans la limite de 5 jours)	1 190 €
Assistance à expertise (présence, suivi et dires éventuels compris)	615 €
Assistance à instruction (sur convocation du Juge)	615 €
Requêtes	415 €
Autres Juridictions	945 €
Arbitrage	945 €
Cour d'appel	
Affaire au fond chambre civile avec représentation obligatoire	1 755 €
Affaire au fond chambre sociale avec représentation obligatoire	1 500 €
Référé Premier Président	740 €
Autres appels	945 €
Cour de Cassation et Conseil d'État	
Consultation	1 220 €
Mémoire	1 220 €
Expertises	
Médicale	200 €
Immobilière	2 370 €
Comptable	1 205 €
Autre	145 €

* Cette somme est accordée pour l'ensemble des diligences ou procédures devant la juridiction ou la commission, y compris toute démarche ou phase préalable, obligatoire ou non et postulation éventuelle. Elle concerne tous les honoraires et frais, notamment la préparation du dossier, la plaidoirie et les frais inhérents à la gestion du dossier. En cas de transaction intervenue en cours d'instance judiciaire, le montant pris en charge est identique au montant garanti devant la juridiction compétente saisie.

CE QUE NOUS NE PRENONS PAS EN CHARGE

- > les frais, honoraires et sommes engagés avant la déclaration du *sinistre*, sauf s'ils ont été rendus nécessaires par une mesure conservatoire d'urgence,
- > les cautions pénales, les dommages et intérêts, les amendes, leurs *accessoires* et majorations ainsi que les frais de recouvrement auxquels vous pourriez être condamné, le droit de recouvrement ou d'encaissement à la charge du créancier prévu à l'article A.444-32 du Code de commerce, »»

- > les *frais irrépétibles*, auxquels vous pourriez être condamné (voir « Définitions applicables à toutes les garanties Protection juridique »),
- > les *sinistres* dont les éléments constitutifs étaient connus de vous antérieurement à la date d'effet du contrat,
- > les *sinistres* résultant :
 - d'actes volontaires commis ou provoqués par vous ou avec votre complicité, qu'ils fassent ou non l'objet d'une mise en examen, d'une convocation devant le Médiateur pénal ou de poursuites devant les juridictions répressives,
 - de paris ou de défis,
 - de votre volonté manifeste de vous opposer, en dehors de tout motif légitime, au respect d'une disposition légale ou réglementaire,
 - de risques exceptionnels tels que guerre civile, guerre étrangère, effets directs ou indirects d'explosion, de dégagements de chaleur, d'irradiation, provenant de la radioactivité ou de rayonnements ionisants,
- > les *sinistres* vous opposant à nous-mêmes,
- > les *sinistres* ayant un intérêt financier inférieur à 150 € ou nécessitant une intervention devant les tribunaux lorsque la somme, en principal, à récupérer ou que vous êtes susceptible de payer est inférieure à 760 €,
- > les *sinistres* relevant du Conseil d'État ou de la Cour de Cassation et ayant un intérêt financier inférieur à 3 000 €,
- > les *sinistres* relevant d'instances communautaires ou internationales,
- > les *sinistres* portant sur les questions prioritaires de constitutionnalité,
- > les exclusions communes à toutes les garanties listées à l'article « Exclusions applicables à toutes les garanties et options »,
- > les dommages occasionnés par le conducteur du *véhicule* aux immeubles, choses ou animaux qui lui sont loués ou confiés à n'importe quel titre,
- > les amendes, leurs majorations et *accessoires* ainsi que les frais de leur recouvrement auxquels l'assuré pourrait être condamné,
- > en cas de vol du *véhicule*, les dommages subis par les auteurs, coauteurs ou complices du vol,
- > les dommages subis par les personnes qui ne sont pas transportées dans des conditions suffisantes de sécurité suivantes :
 - Pour les voitures de tourisme : les passagers doivent être transportés à l'intérieur du *véhicule*.
 - Pour les véhicules utilitaires :
 - les passagers doivent être soit à l'intérieur de la cabine, soit sur un plateau muni de ridelles, soit à l'intérieur d'une carrosserie fermée,
 - le nombre de passagers en plus du conducteur ne doit pas excéder huit personnes au total (cinq maximum hors de la cabine),
 - Pour les tracteurs agricoles utilisés à des fins privées : Le nombre de personnes transportées ne doit pas dépasser celui des places prévues par le constructeur.
 - Pour les remorques, qui correspondent à la définition du *véhicule* : elles doivent être construites en vue d'effectuer des transports de personnes et les passagers doivent être transportés à l'intérieur,
- > les dommages subis par les passagers transportés lorsqu'ils sont en état d'ivresse manifeste.



EN CAS DE SINISTRE

14_QUELLES SONT VOS OBLIGATIONS ?

• Nous déclarer le sinistre

	ACCIDENT	VOL ET TENTATIVE DE VOL	CATASTROPHE NATURELLE	CATASTROPHE TECHNOLOGIQUE
Déclaration	Dès que <i>vous</i> avez connaissance du <i>sinistre</i> , sauf cas fortuit ou de force majeure, <i>vous</i> devez <i>nous</i> en faire la déclaration : > en <i>vous</i> connectant à votre espace client BNP Paribas sur mabanque.bnpparibas rubrique « Mes Assurances » ou à votre application MesComptes rubrique « Assurances », > par téléphone (voir « Comment nous contacter ? »), > ou en cas d'impossibilité, par courrier.			
Délais	5 jours ouvrés maximum	2 jours ouvrés maximum	30 jours maximum suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de Catastrophe naturelle	Dans les plus brefs délais
Sanction	Vous pouvez encourir la <i>déchéance</i> de votre droit à garantie en cas de retard dans la déclaration dès lors que ce manquement <i>nous</i> cause un préjudice.			

• Nous informer

Dans tous les cas	<i>Vous</i> devez : > Indiquer dans le constat amiable (ou en cas d'impossibilité, dans une déclaration faite dans les plus brefs délais) : - le lieu, la date et l'heure du <i>sinistre</i> , - la nature, les circonstances et les causes connues ou présumées du <i>sinistre</i> , - le cas échéant, l'identité, l'âge, l'adresse et la situation professionnelle du conducteur au moment du <i>sinistre</i> , l'identité et l'adresse des personnes lésées et, s'il y a lieu, des témoins. > <i>Nous</i> faire immédiatement connaître le lieu où les dommages subis par votre véhicule pourront être constatés par l'expert avant de procéder à toute réparation. > <i>Nous</i> transmettre, dès réception, tout avis, lettre, convocation, assignation, acte d'huissier et pièce de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à <i>vous</i> -même ou à l'un de vos <i>représentés</i> , concernant un <i>sinistre</i> susceptible d'engager une garantie de votre contrat. > <i>Nous</i> préciser si le <i>certificat d'immatriculation</i> a été retiré par les autorités locales de police. > <i>Nous</i> informer du nom des autres assureurs auprès desquels une assurance a été contractée pour le même intérêt et contre un même risque et indiquer les sommes assurées et les conditions d'assurance.			
En cas d' <i>accident</i> subi par le <i>véhicule</i> en cours de transport	<i>Vous</i> devez : > faire constater, par le transporteur dès la livraison, par tous moyens légaux, les dommages apparents, > porter les dommages non apparents à la connaissance du transporteur, par lettre recommandée dans un délai n'excédant pas 3 jours à compter de la date de leur constatation.			
Pour les garanties de Protection de votre <i>véhicule</i>	<i>Vous</i> devez : > produire, sur notre demande, un devis détaillé des réparations, > <i>nous</i> permettre de vérifier la réalité et l'importance des dommages. Cette obligation cesse si <i>nous</i> n'avons pas effectué la vérification dans un délai de 8 jours à compter de la date à laquelle <i>nous</i> avons été avisés du lieu où les dommages pouvaient être constatés, > déposer, à notre demande, une plainte auprès des autorités de Police ou de Gendarmerie contre l'auteur des dommages. En retour, <i>nous</i> nous engageons à <i>vous</i> informer de la procédure à suivre en fonction de la nature et de l'étendue du <i>sinistre</i> . <i>Vous</i> vous engagez à respecter cette procédure et à répondre à toute demande d'information complémentaire de notre part. En particulier, <i>vous</i> vous engagez à ne pas faire procéder à des travaux de réparation sans notre accord, sous peine de <i>déchéance</i>.			
Sanction	Si <i>vous</i> ou vos <i>ayants droit</i>, faites de fausses déclarations sur la nature, les causes, les circonstances ou les conséquences du <i>sinistre</i>, ou sur l'état de votre <i>véhicule</i> (y compris son kilométrage), produisez des documents falsifiés, <i>vous</i> serez déchu de tout droit à garantie pour ce <i>sinistre</i>, indépendamment des poursuites judiciaires que <i>nous</i> pourrions engager.			

<p>En cas de vol ou tentative de vol</p>	<p>Même si votre <i>véhicule</i> n'est pas assuré pour cette garantie, en cas de vol ou de <i>tentative de vol</i>, vous devez :</p> <ul style="list-style-type: none"> - informer immédiatement les autorités locales de Police ou de Gendarmerie ainsi que l'autorité administrative qui a délivré le <i>certificat d'immatriculation</i>, - déposer une plainte, - en cas de découverte de votre véhicule : <ul style="list-style-type: none"> • nous en informer dans les 8 jours, • procéder aux formalités de récupération du véhicule. <p>De plus, si votre <i>véhicule</i> est assuré pour cette garantie, vous devez : apporter la preuve de son existence préalable et de son état par tous les moyens normalement en votre possession : <i>certificat d'immatriculation</i>, ensemble des clés, facture d'achat ou attestation de vente, factures d'entretien et de réparations, justificatifs de leur paiement, procès-verbaux des contrôles techniques, ainsi que toute information nécessaire pour déterminer la valeur de votre véhicule au jour du <i>sinistre</i>.</p>
<p>En cas de blessures subies par le conducteur de votre <i>véhicule</i></p>	<p>Vous devez fournir, sous pli confidentiel à l'attention de notre service médical :</p> <ul style="list-style-type: none"> > les données médicales nécessaires pour vérifier l'imputabilité du dommage et obtenir l'indemnisation de votre préjudice, > dans les 10 jours suivant sa réception, le questionnaire transmis par nous, intégralement complété et accompagné d'un certificat médical descriptif des blessures établi par le médecin qui a examiné initialement la victime. <p>- ultérieurement, à notre demande, vous vous engagez à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vous rendre au rendez-vous du médecin expert désigné par nous ou accepter sa visite, • nous communiquer les documents permettant de connaître le montant définitif des prestations énumérées à l'article 29 de la loi n°85-677 du 5 juillet 1985 ainsi que celles versées par l'employeur, tout régime de protection sociale ou de prévoyance collective obligatoire, y compris les caisses de retraite complémentaire ou les mutuelles ainsi que les indemnités versées par le responsable de l'<i>accident</i>, son garant, le FGAO, le FGTI, l'ONIAM ou tout organisme débiteur d'indemnités.
<p>En cas de décès du conducteur de votre <i>véhicule</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> > le bénéficiaire doit communiquer sous pli confidentiel à l'attention de notre service médical dans les 10 jours suivant sa réception, le questionnaire que nous avons transmis, intégralement complété et accompagné d'un extrait d'acte de décès et d'un certificat médical précisant que le décès est consécutif à l'<i>accident</i>. > ultérieurement, à notre demande, le bénéficiaire doit communiquer les documents permettant de connaître le montant définitif des prestations énumérées à l'article 29 de la loi n°85-677 du 5 juillet 1985 ainsi que celles versées par l'employeur, tout régime de protection sociale ou de prévoyance collective obligatoire, y compris les caisses de retraite complémentaire ou les mutuelles ainsi que les indemnités versées par le responsable de l'<i>accident</i>, son garant, le FGAO, le FGTI, l'ONIAM ou tout organisme débiteur d'indemnités.

15 COMMENT ÊTES-VOUS INDEMNISÉ ET DANS QUELS DÉLAIS ?

L'assureur ne sera tenu à aucune garantie, ne fournira aucune prestation et ne sera obligé de payer aucune somme au titre du contrat dès lors que la mise en œuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, et/ou aux sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictés par l'Union européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique ou par tout autre droit national applicable prévoyant de telles mesures.

• En cas de préjudices matériels

La valeur avant et après *sinistre* du *véhicule*, de ses *accessoires* et *aménagements*, ainsi que le coût et la méthodologie des réparations, sont déterminés de gré à gré et, si besoin, à dire d'expert.

Une expertise amiable contradictoire est effectuée en cas de désaccord entre vous et nous sur la matérialité et/ou les circonstances du *sinistre* et/ou sur l'évaluation de vos dommages.

Chacune des parties choisit alors un expert. Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun à la majorité des voix.

À défaut par l'une des parties de nommer son expert, ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le Tribunal du lieu du *domicile* de l'assuré, à la demande de la partie la plus diligente.

Chacune des parties paie les frais et honoraires de son expert et prend en charge la moitié des frais et honoraires du tiers expert et des frais de sa nomination.

Si le résultat de l'expertise contradictoire infirme les conclusions de l'expert que nous avons mandaté, nous vous remboursons alors les frais et honoraires que vous avez exposés du fait de cette procédure.

Pour la remise en état de votre *véhicule*, vous disposez du libre choix du réparateur professionnel.

L'estimation des dommages est faite, au jour du *sinistre*, sur la base des prix pratiqués :

- > en France, par référence et dans la limite maximale du coût global (pièces et main-d'œuvre) de remise en état normalement pratiqué par les professionnels de l'automobile dans le secteur géographique du lieu de réparations,
- > dans le pays de survenance du *sinistre* (si le *véhicule* est réparé sur place).

> Si votre *véhicule* est économiquement réparable :

Nous prenons en charge :

Le coût des réparations sans pouvoir excéder la *valeur de remplacement* du *véhicule* au jour du *sinistre*.

Si vous ne faites pas réparer des dommages n'affectant ni la sécurité ni l'utilisation d'une caravane ou d'un camping-car mais sa seule esthétique, l'évaluation des dommages est limitée à une dépréciation esthétique fixée à 25 % du coût estimé hors taxe des réparations.

EN CAS DE SINISTRE

L'estimation des dommages a pour limite la différence entre la *valeur de remplacement* du *véhicule* au jour du *sinistre* et celle conservée après *sinistre* par ce *véhicule* :

- > lorsque le coût des réparations est supérieur à cette différence,
- > et que la facture pouvant les justifier n'a pu être produite.

> **Si votre *véhicule* est déclaré économiquement ou techniquement non réparable par l'expert ou s'il est volé et non retrouvé :**

L'indemnisation dépend de la formule et de l'option souscrite.

Nous vous indemnisons sur la base suivante :

FORMULE	FORMULE TIERS+	FORMULE TOUS RISQUES
En inclusion	Indemnisation à hauteur de la <i>valeur d'achat</i> de votre <i>véhicule</i> si le <i>sinistre</i> intervient dans les 6 mois suivant sa date de mise en circulation s'il a été acheté neuf, et dans les 6 mois après sa date d'achat s'il a été acheté d'occasion moins de 12 mois après sa date de mise en circulation. <u>Dans les autres cas :</u> indemnisation à concurrence de la <i>valeur de remplacement</i> au jour du <i>sinistre</i> limitée à la <i>valeur d'achat</i> .	Indemnisation à hauteur de la <i>valeur d'achat</i> de votre <i>véhicule</i> si le <i>sinistre</i> intervient dans les 12 mois suivant sa date de mise en circulation s'il a été acheté neuf, et dans les 12 mois après sa date d'achat s'il a été acheté d'occasion moins de 12 mois après sa date de mise en circulation. <u>Dans les autres cas :</u> indemnisation à concurrence de la <i>valeur de remplacement</i> au jour du <i>sinistre</i> , et limitée à la <i>valeur d'achat</i> .
Avec l'option « Prolongation Valeur d'Achat »		<u>Pendant les 48 premiers mois après son acquisition :</u> indemnisation à hauteur de la <i>valeur d'achat</i> de votre <i>véhicule</i> <u>A partir du 49^e mois :</u> indemnisation à concurrence de la <i>valeur de remplacement</i> au jour du <i>sinistre</i> , majorée de 20% et limitée à la <i>valeur d'achat</i> , avec un minimum de 2 100 €*.

* Ce minimum est dû uniquement lorsque :

- > le *véhicule* est une voiture particulière, un utilitaire, une camionnette ou un camping-car, et
- > la formule Tous Risques et l'option « Prolongation valeur d'achat » sont souscrites depuis au moins 3 ans.

Il s'agit du montant minimum une fois la *franchise* déduite. Cette indemnisation intervient uniquement si elle n'a jamais été mise en jeu pour le *véhicule* concerné, et elle ne peut pas être supérieure à la *valeur d'achat* du *véhicule*.

La *valeur d'achat* est déterminée :

- > sur la base du prix d'achat du *véhicule* figurant sur la facture établie par le professionnel de l'automobile *vous* l'ayant vendue, ou, à défaut,
- > sur la base de la *valeur de remplacement* du *véhicule* au jour du *sinistre* majorée de 5 % par trimestre à compter du 1^{er} trimestre écoulé depuis la *date d'achat* du *véhicule*.

La majoration est limitée à 5 % pour la formule Tiers+, 15 % pour la formule Tous Risques et 55 % lorsque l'option « Prolongation Valeur d'achat » a été souscrite.

L'indemnisation en *valeur d'achat* ne peut toutefois jouer :
en cas de vol consécutif à l'emploi d'un faux chèque de banque,
> lorsque l'achat du *véhicule* n'est pas réalisé conformément à la réglementation du Code monétaire et financier,
> si le *véhicule* a été acheté directement ou indirectement par l'assuré à un membre de sa famille (conjoint, ascendant, descendant, frère, sœur) ou à son concubin.

Nous prenons également en charge :

- > les frais de dépannage et de remorquage admis par l'expert jusqu'au garage qualifié le plus proche du lieu de l'*accident*,
- > les frais de gardiennage du *véhicule* admis par l'expert,
- > les frais engagés après notre accord, pour récupérer le *véhicule* après remise en état, admise par l'expert.

PLAFOND FRAIS DE GARDIENNAGE

Forfait journalier	Nombre de jours maximum
7 €	30 jours

Pour les Accessoires et aménagements volés ou endommagés :

Nous prenons en charge le coût, à dire d'expert, des réparations et/ou du remplacement des *accessoires* ou *aménagements* du *véhicule*, sans pouvoir excéder la valeur de ces *accessoires* et *aménagements* au jour du *sinistre* et dans la limite du montant indiqué aux *Conditions Particulières*.

TVA

L'estimation des dommages comprend le remboursement du montant de la TVA que le propriétaire du *véhicule* doit acquitter et ne peut récupérer si ce dernier est en mesure de présenter la facture des réparations.

En cas de perte financière, ou de frais pour rupture anticipée

Lorsque le *véhicule*, détruit ou volé, appartient à un établissement financier, l'estimation comprend également l'indemnité de résiliation due par l'utilisateur au propriétaire loueur du *véhicule*. Toutefois, cette indemnité ne sera prise en compte que dans la limite du montant de la TVA afférent à la valeur du *véhicule* servant de base à l'indemnisation. Cette extension ne peut pas jouer pour les frais dus au titre des loyers impayés et les frais de retard.

Si *vous* détenez votre *véhicule* dans le cadre d'une location avec option d'achat, l'indemnité à notre charge, selon les garanties souscrites, est affectée en priorité à la société de location qui en est le propriétaire.

Frais divers en cas de destruction ou de vol du véhicule

L'estimation prend également en compte :

- > le remboursement des frais financiers que *vous* devez supporter en raison du remboursement anticipé du crédit affecté à l'achat du *véhicule*, la somme empruntée ne devant pas être supérieure au prix d'achat de ce *véhicule*,
- > le coût du *certificat d'immatriculation* en cas de *perte totale* du *véhicule* suite à un *incendie* ou un vol,
- > le coût de la taxe douanière en cas de *sinistre* à l'étranger (dans ce cas BNP Paribas Assistance négocie directement le paiement et le montant de cette taxe).

• En cas de préjudices corporels

L'indemnisation de l'*assuré* et des bénéficiaires en cas de blessure ou de décès est calculée selon les règles définies à l'article « Protection du conducteur ».

En cas de litige d'ordre médical :

Dans le cas où l'*assuré* ou le(s) bénéficiaire(s), d'une part, et *nous*,

d'autre part, ne pouvons pas nous mettre d'accord soit sur les causes du décès soit de l'*incapacité permanente*, soit sur le pourcentage de l'*incapacité permanente*, notre différend est soumis à deux médecins choisis l'un par l'assuré ou ses *ayants droit*, l'autre par nous.

Si ces deux médecins ne peuvent se mettre d'accord, les parties en choisissent un troisième pour les départager et, si elles ne s'entendent pas sur le choix de ce dernier ou, faute par l'une des parties de désigner son expert, la désignation en est faite à la requête de la partie la plus diligente par le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu de l'*accident* ou du *domicile* de la victime.

Les parties prennent l'une et l'autre en charge les honoraires et frais du médecin qu'elles ont respectivement choisi. Elles supportent par moitié les honoraires et frais du troisième médecin.

• Franchises

Les *franchises* décrites ci-après concernent l'indemnisation des dommages que vous subissez. Une *franchise* peut également être appliquée dans le cadre de la responsabilité civile (dommages causés à autrui) tel que prévu à l'article « Responsabilité civile ».

Les *franchises* sont à la charge du *souscripteur*. Le montant des *franchises* liées à chaque garantie est indiqué dans vos *Conditions Particulières*.

Franchises applicables aux garanties Protection de votre véhicule sauf Bris de Glaces

Une *franchise* peut être appliquée lors du règlement de chaque *sinistre*, mettant en jeu l'une des garanties Protection de votre véhicule.

En cas de *sinistre* entraînant des dommages à la fois au *véhicule*, à ses *accessoires* et *aménagements*, nous déduisons une seule *franchise*, celle prévue pour les dommages au *véhicule*.

Aucune *franchise* n'est déduite en cas de vol des *clés du véhicule*.

Aucune *franchise* n'est déduite en cas de vol du *véhicule*, lorsqu'il est muni d'un système antivol avec géolocalisation actif.

La *franchise* applicable à la garantie Catastrophe naturelle est fixée par arrêté ministériel.

Franchise spécifique « conducteur non désigné aux Conditions Particulières »

Une *franchise* spécifique est déduite du montant de l'estimation des dommages relevant des garanties Protection de votre *véhicule* (à l'exception de la garantie Bris de glaces) en cas d'utilisation par toute personne non indiquée aux *Conditions Particulières* en qualité de conducteur, sauf s'il s'agit :

> d'une personne déjà désignée comme conducteur sur un autre contrat Assurance Auto BNP Paribas garantissant un véhicule de catégorie similaire,

ou

> de la personne relayant au volant le *souscripteur* ou le conducteur désigné aux *Conditions Particulières*, présent à ses côtés, dans le cadre d'un *prêt du volant*,

ou

> d'un dirigeant, d'un associé, d'un *préposé* du *souscripteur*, lorsque le *souscripteur* est une personne morale, pendant et en dehors du service,

ou

> du locataire du *véhicule*, personne physique, lorsque le *véhicule* est mis en location, que vous nous l'avez déclaré et avez choisi d'étendre les garanties de votre contrat à cette activité.

Cette *franchise* spécifique s'élève à :

> 2 fois le montant de la *franchise* prévue aux *Conditions Particulières* pour la garantie mise en jeu si le conducteur non désigné ne relève pas de la catégorie des *conducteurs novices*, sans pouvoir excéder 1 000 €.

> 4 fois le montant de la *franchise* prévue aux *Conditions Particulières* pour la garantie mise en jeu si le conducteur non désigné relève de la catégorie des *conducteurs novices*, sans pouvoir excéder 1 500 €.

Cette *franchise* spécifique se cumule avec celle applicable pour les garanties Protection de votre *véhicule*.

Franchises applicables aux garanties Affaires personnelles contenues dans le véhicule ou Marchandises et outillage professionnels transportés

Une *franchise* est déduite du montant de l'estimation des dommages. En cas de *sinistre* entraînant également des dommages au *véhicule*, cette *franchise* ne se cumule pas avec celle prévue pour les garanties Protection de votre *véhicule*. Nous déduisons uniquement la plus élevée des deux.

Franchise applicable à la garantie Bris de glaces

Le remplacement de toute glace garantie donne lieu à déduction d'une *franchise*. Cette *franchise* est indiquée dans vos *Conditions particulières*. En cas de réparation de *glaces*, nous ne déduisons aucune *franchise*.

Exonération de franchise

Nous nous engageons, proportionnellement à votre responsabilité, à ne pas déduire la *franchise* du montant du règlement des dommages pris en charge au titre des garanties Protection du *véhicule* (à l'exception de la garantie Catastrophe naturelle) et Affaires personnelles contenues dans le *véhicule*, lors de la survenance de l'un des événements suivants :

> *bris de glaces*,

> vol, *tentative de vol*,

> *acte de vandalisme*.

A condition, pour ces trois garanties, que l'auteur du dommage soit un tiers identifié et non assuré,

> *incendie*, y compris si l'auteur du dommage est non identifié lorsque l'*incendie* est consécutif à une émeute ou un mouvement populaire,

> tempête, ouragan ou cyclone occasionnant des dommages au *véhicule* lorsque celui-ci est en stationnement,

> dommages causés au *véhicule*, **sauf s'il est en stationnement**, l'auteur ayant pris la fuite,

> dommages mécaniques ou électriques, non consécutifs à un choc, occasionnés par un animal,

> *acte de vandalisme* consécutif à une malveillance caractérisée dont l'origine est directement liée à l'exercice de votre activité professionnelle.

Dans tous les cas, ces faits doivent alors être confirmés par un témoignage reçu dans les formes légales et un dépôt de plainte.

• Subrogation

La *subrogation* nous permet d'agir à la place des personnes indemnisées contre les *tiers* responsables du *sinistre* dans la limite de l'indemnité qui leur a été réglée.

Nous sommes subrogés, conformément aux articles L.121-12 et L.211-25 du Code des assurances :

> dans les droits de la victime ou de ses *ayants droit* contre le responsable de l'*accident*, conducteur ou *gardien du véhicule*, lorsque la garde ou la conduite de ce *véhicule* a été obtenue contre le gré de son propriétaire ou locataire, contre son assureur ou contre tout organisme débiteur d'indemnités,

> dans les droits de l'assuré indemnisé à la suite d'une catastrophe technologique.

Dans le cadre de la garantie Protection du conducteur, conformément à l'article L.131-2 alinéa 2 du Code des assurances, nous sommes subrogés dans les droits de la victime et de ses *ayants droit* si :

> une avance a été faite au titre des frais de soins, pertes de revenus professionnels, frais d'obsèques, indemnité complémentaire et frais d'*aménagement*,

> un crédit de services à la personne a été utilisé.

Si du fait des personnes indemnisées, la subrogation ne peut plus s'opérer, notre garantie est supprimée ou réduite proportionnellement aux droits dont nous avons été privés.

• **Délais de paiement**

Sauf circonstances particulières et sous réserve de notre accord, tout paiement devant être effectué par l'assureur interviendra par crédit d'un compte bancaire ouvert au nom du bénéficiaire dans un État membre de l'Union européenne ou partie à l'Espace Économique Européen ou membre de l'espace unique de paiement en euros (SEPA) et sera libellé en euros.

Par conséquent, *nous* pourrons légitimement refuser de procéder à tout paiement par crédit d'un compte bancaire ouvert auprès d'un établissement situé sur un autre territoire ou libellé dans une devise autre que l'euro.

Le paiement des indemnités est effectué dans les 8 jours soit de l'accord amiable dès lors que *nous* disposons de tous les éléments, soit de la décision judiciaire exécutoire.

Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la mainlevée.

Cas particuliers :

> Véhicule volé et non retrouvé

Lorsque le *véhicule* n'a pas été retrouvé, *nous* nous engageons à *vous* présenter une offre d'indemnité dans un délai de 20 jours à compter de la date à laquelle *vous nous* aurez fourni l'ensemble des éléments demandés *nous* permettant d'établir cette offre.

> Véhicule volé et retrouvé

Lorsque *vous* avez été indemnisé, *vous* pouvez reprendre possession de votre *véhicule* dans les 30 jours où *vous* avez eu connaissance de sa découverte moyennant le remboursement de l'indemnité perçue.

Dans le cas où, suite au vol, votre *véhicule* a été endommagé mais ne relève pas à dire d'expert de la procédure « Véhicule Gravement Endommagé » prévue par la loi, *nous* prenons en charge les frais de remise en état dans la limite de l'estimation des dommages prévue à l'article « Comment êtes-vous indemnisé et dans quels délais ? », après déduction de la *franchise* contractuelle.

En revanche, si la nature et l'importance des dommages rendent la procédure « Véhicule Gravement Endommagé » applicable, *vous* ne pourrez prétendre à reprendre possession de votre *véhicule*.

En cas de découverte du *véhicule* après indemnisation, *nous* nous réservons le droit de réclamer le remboursement de l'indemnité versée si les constatations effectuées établissent que le *véhicule* n'avait pas été protégé contre le risque de vol dans les conditions prévues à l'article « Vol et Tentative de vol » ou que le *véhicule* n'avait pas été volé (mise en fourrière, oubli de stationnement...).

> Garantie Catastrophe technologique : le paiement de l'indemnité doit être effectué dans le délai de 3 mois à compter de la date à laquelle *vous* nous avez remis l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe technologique, lorsque celle-ci est postérieure.

> Garantie Catastrophe naturelle : le paiement de l'indemnité doit être effectué dans un délai de 21 jours à compter de la réception de votre accord sur la proposition d'indemnisation.

À défaut, et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité que *nous* *vous* devons portera intérêt au taux de l'intérêt légal, à compter de l'expiration de ce délai.



LE FONCTIONNEMENT DE VOTRE CONTRAT

16 LES CONDUCTEURS DU VÉHICULE

16.1 CONDUITE ACCOMPAGNÉE, SUPERVISÉE, OU ENCADRÉE

Vous pouvez désigner gratuitement votre *conjoint* ou votre enfant qui vit sous votre toit, sur votre contrat pendant la durée de sa formation dans le cadre de la conduite accompagnée, supervisée ou encadrée. Le *conducteur* ainsi déclaré bénéficie des garanties de votre contrat, à l'exception de la garantie Protection du conducteur. Il a en effet la qualité de tiers au titre de la garantie Responsabilité civile (article « Responsabilité civile »).

16.2 PRÊT DE VOLANT

Vous ou le conducteur désigné aux *Conditions Particulières* du contrat, avez la possibilité, de confier la conduite du *véhicule* à un tiers non désigné au contrat, si vous êtes présent dans le *véhicule*, à côté de cette personne.

Dans ce cas, la *franchise* spécifique « conducteur non désigné aux *Conditions Particulières* » ne s'applique pas.

16.3 COVOITURAGE

• Qu'est-ce que le covoiturage ?

Le covoiturage consiste à partager son *véhicule* avec des personnes qui effectuent le même trajet. Cette pratique ne peut pas être réalisée à des fins professionnelles ou commerciales.

Est considérée comme activité professionnelle, toute activité de covoiturage qui, par la nature des trajets proposés, leur fréquence ou le nombre de passagers transportés, entraînerait une situation de bénéfice pour le *conducteur*.

• Que couvre votre contrat en cas d'un covoiturage ?

Lors d'un trajet de covoiturage avec votre *véhicule*, l'intégralité des garanties, modalités et exclusions de votre contrat est applicable.

Vous êtes autorisé à pratiquer le covoiturage avec votre *véhicule*, à condition qu'il soit gratuit ou que l'argent versé par les personnes que vous transportez corresponde à un partage des frais générés par l'utilisation du *véhicule* (carburant, péage, assurance, usure du *véhicule*).

16.4 MISE EN LOCATION

Lorsque votre *véhicule* est mis en location, que vous nous l'avez déclaré et avez choisi d'étendre les garanties de votre contrat à cette activité, les garanties souscrites, mentionnées aux *Conditions Particulières*, demeurent acquises pendant les périodes de location, dans les conditions et limites indiquées ci-après :

- > le locataire, personne physique, doit être titulaire du permis de conduire valable en France depuis au moins 3 ans,
 - > le *véhicule* doit être utilisé dans les conditions de l'usage souscrit, mentionné aux *Conditions Particulières* et, le cas échéant, dans le respect des conditions d'octroi des avantages tarifaires dont vous bénéficiez lorsqu'une « clause avantages tarifaires » vous a été remise lors de la souscription du contrat.
 - > Lorsque vous mettez en location votre *véhicule* sans utiliser les services d'un intermédiaire spécialisé dans la mise en relation entre propriétaires et locataires de véhicules :
- les garanties de votre contrat sont accordées dans les conditions qu'il prévoit.
- > Lorsque vous mettez en location votre *véhicule* en utilisant les services d'un intermédiaire spécialisé :

Le *véhicule* est couvert par le contrat de cet intermédiaire, dans les conditions, limites et plafonds prévus par ce dernier.

Les garanties de votre contrat interviennent **uniquement en cas d'absence ou d'insuffisance du contrat d'assurance de l'intermédiaire.**

> Les garanties ne sont pas accordées lorsque le locataire auquel est confié le *véhicule* :

- est titulaire du permis de conduire depuis moins de 3 ans,
- est membre de la famille (ascendants ou descendants, frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces) du *souscripteur*, de son *conjoint*, ou de son *concubin*,
- le met lui-même en location.

> La garantie Véhicule de remplacement (article « Mobilité : Assistance panne 0km et véhicule de remplacement ») n'est jamais acquise en cas de mise en location.

17 VOS DÉCLARATIONS

> En cas de réticence ou de déclaration intentionnellement fautive, d'omission ou de déclaration inexacte de votre part, d'éléments du risque qui devaient être déclarés à la souscription ou en cours de contrat, nous pouvons vous opposer les sanctions prévues par le Code des assurances :

- en cas de mauvaise foi : nullité du contrat (article L.113-8),
 - lorsque la mauvaise foi n'est pas établie : réduction des indemnités ou résiliation de contrat (article L.113-9).
- > En cas de retard dans la déclaration de circonstances nouvelles aggravant les risques ou en créant de nouveaux, vous encourez la déchéance de votre droit à garantie, si ce retard nous a causé un préjudice et ne résulte pas d'un cas fortuit ou de force majeure.

17.1 LES DÉCLARATIONS À LA SOUSCRIPTION

Vous devez répondre avec exactitude aux questions que nous vous posons dans le questionnaire de déclaration du risque.

Ces réponses constituent la base de notre acceptation du risque et de notre tarification.

17.2 LES DÉCLARATIONS EN COURS DE CONTRAT

Vous devez nous déclarer tout changement portant sur l'un des éléments déclarés à la souscription, notamment ceux mentionnés aux *Conditions Particulières* et leurs annexes ainsi que le retrait du *certificat d'immatriculation* par mesure conservatoire justifiée par l'état du *véhicule*.

Toute déclaration doit nous être faite dans un délai maximum de 15 jours à partir du moment où vous avez eu connaissance de circonstances nouvelles aggravant les risques ou en créant de nouveaux.

Si la modification constitue une aggravation du risque, nous pouvons :

- > résilier votre contrat
- ou
- > vous proposer un nouveau montant de cotisation.

Si vous n'acceptez pas le nouveau montant de cotisation dans le délai de 30 jours à compter de la prise de connaissance de notre proposition, nous pouvons résilier votre contrat (voir article « La résiliation de votre contrat »).

En cas de diminution du risque, *vous* avez droit à une diminution du montant de la cotisation.

Si *nous* n'y consentons pas, *vous* pouvez résilier votre contrat. La résiliation prend alors effet 30 jours après votre demande. *Nous* devons alors *vous* rembourser la portion de cotisation correspondant à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru.

17.3 LES DÉCLARATIONS D'ASSURANCES CUMULATIVES

Si les risques garantis par le présent contrat sont assurés auprès de plusieurs assureurs, *vous* devez donner immédiatement, à chaque assureur, connaissance des autres assureurs en indiquant leurs noms et les conditions d'assurance.

En cas de *sinistre*, *vous* pourrez obtenir l'indemnisation de vos dommages en *vous* adressant à l'assureur de votre choix.

Lorsque plusieurs assurances sont contractées pour le même risque de manière frauduleuse, *vous* encourez les sanctions prévues à l'article L.121-3 du Code des assurances (nullité du contrat et dommages et intérêts).

18 LA VIE DE VOTRE CONTRAT

Votre contrat est conclu en langue française. Elle est utilisée pendant toute la durée du contrat.

Le contrat n'est pas conclu si *vous* faites l'objet de mesures restrictives ou de gel des avoirs en vertu du règlement européen n° 2580/2001 du 27 décembre 2001 ou des articles L.562-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La loi applicable aux relations précontractuelles et au contrat est le droit français.

En cas de litige, les tribunaux français seront compétents.

L'Autorité de contrôle des assurances est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 4 Place de Budapest CS 92459, 75436 Paris Cedex 09

18.1 LA PRISE D'EFFET ET LA DURÉE DU CONTRAT

Votre contrat prend effet à partir de la date et de l'heure indiquées aux *Conditions Particulières*, **sous réserve que le paiement de votre première cotisation ou première fraction de cotisation soit honoré.**

La durée du contrat est indiquée aux *Conditions Particulières*.

Il est conclu, selon le cas :

> pour une durée d'un an.

La première année, le contrat est conclu pour la période comprise entre sa date d'effet et la date d'échéance annuelle indiquée aux *Conditions Particulières*.

A l'expiration de cette première période, sauf stipulation contraire aux *Conditions Particulières*, le contrat est reconduit chaque année pour une durée d'un an, sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties, dans les formes et conditions prévues à l'article « La résiliation de votre contrat ».

> pour une période de 30 jours.

Votre contrat se poursuit au-delà de cette période et jusqu'à la date d'échéance indiquée aux *Conditions Particulières*, à la condition que *vous nous* ayez transmis, avant la fin des 30 jours, les pièces suivantes :

- votre relevé d'informations de moins de deux mois et ceux des conducteurs désignés *nous* permettant de retracer les historiques

d'assurance automobile des 36 mois précédant la souscription du contrat,

- votre permis de conduire et ceux des conducteurs désignés,
- Le *certificat d'immatriculation* de votre *véhicule*,

Le contrat est ensuite reconduit chaque année pour une durée d'un an, sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties, dans les formes et conditions prévues à l'article « La résiliation de votre contrat ». **A défaut de transmission des pièces listées ci-avant dans le délai imparti, le contrat cesse automatiquement à l'issue de la période de couverture de 30 jours, c'est-à-dire le 31^e jour à 0 heure à compter de la date d'effet de la garantie temporaire.**

Si les pièces listées ci-avant ne sont pas conformes à vos déclarations ayant servi à établir le contrat, *nous* pouvons soit :

- mettre un terme au contrat à l'issue de la période de 30 jours,
- modifier votre cotisation dès réception des pièces.

18.2 LA MODIFICATION DU CONTRAT

Vous pouvez proposer une modification de votre contrat, par lettre recommandée ou courrier électronique.

Nous pouvons refuser votre demande de modification (article L.112-2 du Code des assurances).

Toutefois, si *vous* n'avez pas eu de réponse de notre part dans un délai de 10 jours suivant la réception de votre proposition, *vous* pouvez considérer votre demande comme acceptée. Elle prend alors effet aux date et heure que *vous nous* indiquez, mais au plus tôt aux date et heure d'envoi de votre lettre recommandée ou aux date et heure de réception de votre courrier électronique. La date et l'heure d'envoi des lettres recommandées sont celles indiquées sur le cachet apposé par les services postaux.

Nous pouvons modifier votre contrat dans les termes et conditions de l'article « Révision annuelle de la cotisation ».

19 VOTRE COTISATION D'ASSURANCE

• Paiement de la cotisation

La cotisation correspond au coût annuel des garanties souscrites auquel viennent s'ajouter :

- > les frais de gestion annuels du contrat,
- > les impôts et taxes.

Les paiements par le *souscripteur* doivent intervenir par débit d'un compte bancaire ouvert au nom du souscripteur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou partie à l'Espace Economique Européen ou membre de l'espace unique de paiement en euros (SEPA) et être libellés en euros à l'ordre de Cardif IARD.

Tout paiement provenant d'un compte ouvert auprès d'un établissement situé sur un autre territoire ou dans une devise autre que l'euro pourra être refusé par l'assureur. Il est précisé que nous n'acceptons aucune opération en espèces.

La cotisation annuelle est payable d'avance.

Elle peut être réglée en plusieurs fractions. Ce fractionnement ne remet pas en cause le caractère annuel de la cotisation.

À défaut de paiement de la cotisation (ou de la fraction de cotisation), *nous* pouvons, dans les conditions et délais prévus par l'article L.113-3 du Code des assurances, suspendre la garantie et, éventuellement, résilier le contrat (article « La résiliation de votre contrat »).

La suspension de la garantie ou la résiliation pour non-paiement de la cotisation ne *vous* dispense pas de l'obligation de payer l'intégralité de la cotisation prévue au contrat pour toute la période de garantie

en cours. En particulier, en cas de non-paiement d'une fraction de cotisation annuelle, c'est la totalité de cette dernière qui *nous* est due. Les frais d'envoi de la lettre recommandée, de prélèvement, ou de tout autre moyen de paiement non honoré, sont alors à votre charge.

• Révision annuelle de la cotisation

Indépendamment des dispositions propres à « La clause de réduction ou de majoration », *nous* pouvons modifier votre cotisation.

Nous pouvons réviser à chaque échéance annuelle :

- > la cotisation applicable aux risques garantis,
 - > le montant des *franchises*,
 - > les frais de gestion,
 - > les seuils de déclenchement des garanties de Protection juridique.
- La cotisation annuelle est alors modifiée dans la même proportion.

Cette nouvelle cotisation s'applique à l'échéance annuelle indiquée aux *Conditions Particulières* ou dès le jour de l'avenant en cas de modification du contrat.

Vous pouvez alors résilier votre contrat (voir article « La résiliation de votre contrat »).

À défaut de résiliation, la nouvelle cotisation sera considérée comme acceptée.

La résiliation du contrat pour ce motif est toutefois impossible lorsqu'il y a majoration :

- > de la cotisation annuelle résultant d'une modification, décidée par les Pouvoirs Publics, des impôts et taxes ou du taux annuel de la cotisation relative à la garantie Catastrophe naturelle,
- > de la franchise applicable à la garantie Catastrophe naturelle.

• Autres cas de révision de la cotisation

Nous pouvons également réviser la cotisation en cas de :

- > aggravation du risque (voir article « La résiliation de votre contrat »),
- > différence entre vos déclarations et les pièces transmises (voir article « La résiliation de votre contrat »).

20_ LES DÉLAIS DE PRESCRIPTION

Les articles ci-dessous précisent le délai dans lequel les demandes relatives à votre contrat sont recevables.

Conformément à l'article L.114-1 du Code des assurances, « toutes actions dérivant du contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance. Par exception, les actions dérivant d'un contrat d'assurance relatives à des dommages résultant de mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse-réhydratation des sols, reconnus comme une catastrophe naturelle dans les conditions prévues à l'article L.125-1, sont prescrites par cinq ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance

2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'Assuré contre l'Assureur a pour cause le recours d'un *tiers*, le délai de la *prescription* ne court que du jour où ce *tiers* a exercé une action en justice contre l'Assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La *prescription* est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les *accidents* atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les *ayants droit* de l'assuré décédé.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, notwithstanding les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'Assuré ».

Conformément aux dispositions de l'article L.114-2 du Code des assurances, « La *prescription* est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la *prescription* et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la *prescription* de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'Assureur à l'Assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'Assuré à l'Assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité ».

Conformément aux dispositions des articles 2240 à 2244 du Code civil :

- > « La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de *prescription* »
- > « La demande en justice, même en référé, interrompt le délai de *prescription* (...) »
- > « Il en est de même lorsqu'elle est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulée par l'effet d'un vice de procédure »
- > « L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance » et cette interruption « est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée »
- > « Le délai de *prescription* (...) est également interrompu par une mesure conservatoire prise en application du Code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée »
- > Conformément aux dispositions de l'article L.114-3 du Code des assurances, « par dérogation à l'article 2254 du Code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la *prescription*, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci ».

Conformément aux dispositions des articles 2233 à 2239 du Code civil :

- > « La *prescription* ne court pas : à l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive ; à l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu ; à l'égard d'une créance à terme, jusqu'à ce que ce terme soit arrivé
- > La *prescription* ne court pas ou est suspendue contre celui qui est dans l'impossibilité d'agir par suite d'un empêchement résultant de la loi, de la convention ou de la force majeure
- > Elle ne court pas ou est suspendue contre les mineurs non émancipés et les majeurs en tutelle, sauf pour les actions en paiement ou en répétition des salaires, arrrages de rente, pensions alimentaires, loyers, fermages, charges locatives, intérêts des sommes prêtées et, généralement, les actions en paiement de tout ce qui est payable par années ou à des termes périodiques plus courts
- > Elle ne court pas ou est suspendue entre époux, ainsi qu'entre partenaires liés par un pacte civil de solidarité
- > Elle ne court pas ou est suspendue contre l'héritier acceptant à concurrence de l'actif net, à l'égard des créances qu'il a contre la succession
- > La *prescription* est suspendue à compter du jour où, après la survenance d'un litige, les parties conviennent de recourir à la médiation ou à la conciliation ou, à défaut d'accord écrit, à compter du jour de la première réunion de médiation ou de conciliation. La *prescription* est également suspendue à compter de la conclusion d'une convention de procédure participative. Le délai de *prescription* recommence à courir, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, à compter de la date à laquelle soit l'une des parties ou les deux, soit le médiateur ou le conciliateur déclarent que la médiation ou la conciliation est terminée. En cas de convention de procédure participative, le délai de *prescription* recommence à courir à compter du terme de la convention, pour une durée qui ne peut être inférieure à six (6) mois

> La *prescription* est également suspendue lorsque le juge fait droit à une demande de mesure d'instruction présentée avant tout procès. Le délai de *prescription* recommence à courir, pour une durée qui ne peut être inférieure à six (6) mois, à compter du jour où la mesure a été exécutée ».

21_ LE DROIT DE RENONCIATION EN CAS DE DÉMARCHAGE OU DE SOUSCRIPTION À DISTANCE

Vous disposez d'un droit de renonciation (articles L.112-9 et L.112-2-1 du Code des assurances) lorsque :

> *vous* êtes une personne souscrivant à titre privé et

> la souscription du contrat a été réalisée :

- soit dans le cadre d'un démarchage à votre *domicile* ou sur votre lieu de travail,
- soit lorsque la souscription du contrat a été réalisée à distance.

La demande doit *nous* être notifiée :

- > soit par lettre recommandée en cas de démarchage, ou par lettre simple en cas de souscription à distance,
- > soit par déclaration faite à notre siège social.

Elle doit être effectuée dans un délai de 14 jours calendaires révolus :

- > soit à compter de la conclusion du contrat,
- > soit à compter du jour où *vous* avez reçu les *Conditions Générales*, les *Conditions Particulières* et *annexes*, si cette dernière date est postérieure à la date de conclusion du contrat.

Vous devez adresser votre lettre à « Gestion Contrat - Cardif IARD - TSA 57 491- 76934 ROUEN CEDEX 9 » rédigée selon le modèle ci-dessous :

« Je soussigné(e) (nom, prénom, adresse) souhaite par cette lettre renoncer au contrat Assurance Auto BNP Paribas n°... souscrit le XX/XX/XX. Date et signature ».

Les effets de la renonciation varient en fonction de la date de votre demande :

> si votre demande de renonciation est formulée avant la date de prise d'effet des garanties : votre contrat est annulé.

Dans ce cas, *nous vous* remboursons l'intégralité de la cotisation perçue au titre de ce contrat dans un délai maximum de 30 jours.

> si votre demande de renonciation est formulée postérieurement à la date de prise d'effet des garanties : la renonciation entraîne la résiliation de votre contrat au lendemain à 0 heure de la date d'envoi de votre lettre ou du dépôt de votre demande à notre Siège social.

Dans ce cas, *nous vous* remboursons la fraction de cotisation postérieure à la résiliation dans un délai maximum de 30 jours.

1^{er} alinéa de l'article L.112-9 du Code des assurances : « Toute personne physique qui fait l'objet d'un démarchage à son *domicile*, à sa résidence ou à son lieu de travail, même à sa demande, et qui signe dans ce cadre une proposition d'assurance ou un contrat à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale ou professionnelle, a la faculté d'y renoncer par lettre recommandée avec demande d'avis de réception pendant le délai de quatorze jours calendaires révolus à compter du jour de la conclusion du contrat, sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalités ».

22_ RÉSILIATION DE VOTRE CONTRAT

MOTIF DE LA RÉSILIATION	INITIATIVE DE LA RÉSILIATION	DATE DE PRISE D'EFFET DE LA RÉSILIATION	CONDITIONS
Refus de renouveler le contrat à l'échéance	<i>Vous</i> ou <i>nous</i>	Date d'échéance annuelle	Délai de préavis à respecter : > <i>Vous</i> : 1 mois > <i>Nous</i> : 2 mois
Envoi tardif de l'avis d'échéance : moins de 1 mois et 15 jours avant la date d'échéance	<i>Vous</i>	> Si la demande est formulée avant celle-ci : date d'échéance annuelle > Si la demande est formulée après la date d'échéance : le lendemain de l'envoi du courrier (cachet de la Poste) ou de la réception du courrier électronique	> Envoi par <i>nous</i> de l'avis d'échéance annuelle > Demande de résiliation formulée dans les 20 jours de cet envoi
Opposition à la poursuite du contrat	<i>Vous</i> , par l'intermédiaire de votre nouvel assureur	1 mois après notification de la demande de résiliation formulée par votre nouvel assureur	> Ancienneté du contrat : 1 an depuis la date de souscription > Souscription d'un nouveau contrat auprès d'un autre assureur
> Changement de <i>domicile</i> , situation matrimoniale, régime matrimonial, profession > Retraite professionnelle ou cessation définitive d'activité professionnelle	<i>Vous</i> ou <i>nous</i>	1 mois après notification de la résiliation à l'autre partie	> La résiliation doit faire l'objet d'une notification dans le délai de 3 mois suivant l'événement qui la motive > La résiliation ne peut intervenir que lorsque le contrat a pour objet la garantie de risques en relation directe avec la situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle

MOTIF DE LA RÉSILIATION	INITIATIVE DE LA RÉSILIATION	DATE DE PRISE D'EFFET DE LA RÉSILIATION	CONDITIONS
Aliénation du <i>véhicule</i>	<i>Vous</i> ou <i>nous</i>	10 jours après notification de la résiliation à l'autre partie	
	De plein droit	6 mois après la date de l'aliénation du <i>véhicule</i>	Absence de remise en vigueur du contrat par accord des parties ou de résiliation par l'une d'elles
Majoration résultant de la révision de la cotisation annuelle des seuils de déclenchement des garanties de Protection juridique ou des <i>franchises</i>	<i>Vous</i>	30 jours après notification de votre demande de résiliation	<i>Vous</i> disposez de 30 jours à compter de la réception de l'avis d'échéance pour <i>nous</i> demander la résiliation de votre contrat
Diminution du risque	<i>Vous</i>	30 jours après notification de votre demande de résiliation	<i>Nous</i> devons avoir refusé de réduire la cotisation en proportion de la diminution du risque
Résiliation par <i>nous</i> d'un autre de vos contrats après <i>sinistre</i>	<i>Vous</i>	1 mois après notification de votre demande de résiliation	<i>Nous</i> devons avoir préalablement résilié après <i>sinistre</i> un autre de vos contrats
Décès du <i>souscripteur</i>	<i>Nous</i>	10 jours après notification de la résiliation à l'héritier	<i>Nous</i> disposons d'un délai de 3 mois pour résilier le contrat à compter du moment où l'héritier en a demandé le transfert à son nom
	Héritier	Dès la notification de la résiliation par l'héritier	L'héritier ne peut plus résilier s'il a réglé la cotisation réclamée pour une échéance suivant le décès
Non-paiement de la cotisation	<i>Nous</i>	40 jours après l'envoi de la lettre recommandée de mise en demeure ou, lorsque cette lettre ne prévoit pas la résiliation du contrat, le jour de l'envoi d'une nouvelle lettre recommandée destinée à notifier la résiliation	Envoi préalable d'une lettre recommandée de mise en demeure
Aggravation du risque	<i>Nous</i>	10 jours après notification de la résiliation ou 30 jours après l'envoi d'une proposition avec un nouveau montant de cotisation à laquelle <i>vous</i> ne donnez pas suite ou que <i>vous</i> refusez expressément	Aggravation du risque
Réticence ou inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat	<i>Nous</i>	10 jours après notification de la résiliation	Réticence ou fausse déclaration ayant eu pour effet de modifier l'opinion que <i>nous</i> nous étions faite du risque
Survenance d'un <i>sinistre</i>	<i>Nous</i>	1 mois après notification de la résiliation	Conduite en état d'imprégnation alcoolique ou sous l'emprise de stupéfiants, suspension d'un mois minimum ou annulation de permis de conduire
<i>Perte totale</i> du <i>véhicule</i>	De plein droit	Le jour de la perte	<i>Perte totale</i> du <i>véhicule</i>
Sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire du <i>souscripteur</i>	<i>Nous</i>	De plein droit après mise en demeure de s'exprimer sur la poursuite du contrat adressée à l'administrateur, l'entreprise assurée, ou au liquidateur, restée plus d'un mois sans réponse	Envoi préalable d'une lettre recommandée avec accusé de réception
	Administrateur, débiteur après avis conforme du mandataire judiciaire ou liquidateur	Dès réception par <i>nous</i> de la notification de résiliation	À partir du moment où il apparaît que l'assuré ne disposera pas des fonds nécessaires pour remplir ses obligations futures

• Comment votre contrat peut-il être résilié ?

> Par *vous* :

- par courrier (voir page « Comment nous contacter ? ») ou sur mabanque.bnpparibas rubrique « Mes Assurances » ou l'application MesComptes, rubrique « Assurances » ;
- en ligne, sur mabanque.bnpparibas, rubrique « INFORMATIONS LEGALES > Résiliation contrat » ou sur cardif.fr, rubrique « Nous contacter » > Gérer mon contrat > Demande de résiliation » ;
- ou par tout autre moyen aux adresses et points de contacts habituels (voir page « Comment nous contacter ? »).

Lorsque votre *véhicule* est techniquement ou économiquement irréparable, et que *vous* refusez notre proposition d'indemnisation avec cession de votre *véhicule*, la résiliation du contrat n'est possible que sur présentation d'un justificatif de destruction (copie du certificat de destruction), de réparation (copie du second rapport de l'expert en automobile certifiant que le *véhicule* a fait l'objet des réparations touchant à la sécurité prévues par le premier rapport d'expertise et qu'il est en état de circuler dans des conditions normales de sécurité) ou de souscription d'un contrat auprès d'un nouvel assureur.

> Par *nous* : par lettre recommandée adressée à votre dernier *domicile* porté à notre connaissance par vos soins.

En cas de résiliation en cours de période d'assurance :

Nous avons droit au paiement de la cotisation couvrant la période antérieure à la résiliation.

***Nous* avons droit également de réclamer ou conserver la fraction de cotisation couvrant la période démarrant à compter de la date d'interruption des garanties lorsque la résiliation est consécutive :**

> à la perte totale à la suite d'un événement garanti du *véhicule* assuré.

***Nous* pouvons dans ce cas réclamer ou conserver :**

- la fraction de cotisation correspondant à la garantie Responsabilité civile si elle a été mise en jeu,
- la fraction de cotisation correspondant aux autres garanties si l'une d'elles a été mise en jeu.

> au non-paiement de la cotisation

Dans les autres cas, *nous* remboursons la fraction de cotisation à compter de la suspension ou de la résiliation lorsque cette cotisation a été payée d'avance.

23_VOTRE BONUS/MALUS

• Qu'est-ce que votre bonus/malus ou coefficient de réduction-majoration ?

Votre coefficient de réduction-majoration est l'instrument de mesure de votre bonus ou de votre malus.

Lorsqu'il est inférieur à 1, il *vous* donne par différence votre taux de bonus (par exemple : *coefficient 0,90 = 10 % de bonus*).

Lorsqu'il est supérieur à 1, il *vous* donne par différence votre taux de malus (par exemple : *coefficient 1,25 = 25 % de malus*).

Lors de la souscription de votre contrat, votre bonus/malus est mentionné dans vos *Conditions Particulières*.

Affecté à la cotisation de référence, il est un des éléments de calcul de la cotisation que *vous* devez régler.

Les conditions d'application et d'évolution de ce bonus/malus sont fixées par un arrêté ministériel qui s'impose à toutes les sociétés d'assurance.

• Comment évolue votre bonus/malus ?

Le coefficient d'origine, c'est-à-dire celui affecté à un *conducteur* lors de sa première *année d'assurance*, est égal à 1.

Celui qui figure dans vos *Conditions Particulières* dépend de votre passé d'assurance.

Il évolue à l'échéance, après chaque *année d'assurance*, conformément à la clause de réduction ou de majoration ci-après.

• La clause de réduction ou de majoration

Annexe de l'article A.121-1 du Code des assurances modifiée par les arrêtés des 26 décembre 1985, 28 juin 1991, 22 novembre 1991, 19 juillet 2007 et 28 décembre 2015.

ARTICLE 1

Lors de chaque échéance annuelle du contrat, la prime due par l'assuré est déterminée en multipliant le montant de la prime de référence, telle qu'elle est définie à l'article 2, par un coefficient dit « coefficient de réduction-majoration » fixé conformément aux articles 4 et 5 suivants.

Le coefficient d'origine est de 1.

ARTICLE 2

La prime de référence est la prime établie par l'assureur pour le risque présentant les mêmes caractéristiques techniques que celles présentées par l'assuré et figurant au tarif communiqué par l'assureur auprès du ministre de l'Économie et des Finances dans les conditions prévues à l'article R.310-6.

Les caractéristiques techniques concernent le véhicule, la zone géographique de circulation ou de garage, l'usage socioprofessionnel ou le kilométrage parcouru, éventuellement la conduite exclusive du véhicule, ainsi que les réductions éventuelles figurant au tarif des entreprises d'assurance.

Cette prime de référence ne comprend pas les majorations éventuellement prévues pour les circonstances aggravantes énumérées à l'article A.121-1-2 du Code des assurances. En revanche, pour l'application des dispositions de la clause, cette prime de référence comprend la surprime éventuellement prévue pour les conducteurs novices à l'article A.121-1-1 du Code des assurances ainsi que les réductions éventuelles mentionnées à l'article A.335-9-3.

ARTICLE 3

La prime sur laquelle s'applique le coefficient de réduction-majoration est la prime de référence définie à l'article précédent, pour la garantie des risques de responsabilité civile, de dommages au véhicule, de vol, d'incendie, de bris de glaces et de catastrophe naturelle.

ARTICLE 4

Après chaque période annuelle d'assurance sans sinistre, le coefficient applicable est celui utilisé à la précédente échéance réduit de 5 %, arrêté à la deuxième décimale et arrondi par défaut ; toutefois, lorsque le contrat garantit un véhicule utilisé pour un usage « Tournées » ou « Tous Déplacements », la réduction est égale à 7 %.

Le coefficient de réduction-majoration ne peut être inférieur à 0,50.

Aucune majoration n'est appliquée pour le premier sinistre survenu après une première période d'au moins trois ans au cours de laquelle le coefficient de réduction-majoration a été égal à 0,50.

ARTICLE 5

Un sinistre survenu au cours de la période annuelle majore le coefficient de 25 % ; un second sinistre majore le coefficient obtenu de 25 %, et il en est de même pour chaque sinistre supplémentaire.

Le coefficient obtenu est arrêté à la deuxième décimale et arrondi par défaut.

Si le véhicule assuré est utilisé pour un usage « Tournées » ou « Tous déplacements », la majoration est égale à 20 % par sinistre.

La majoration est, toutefois, réduite de moitié lorsque la responsabilité du conducteur n'est que partiellement engagée notamment lors d'un accident mettant en cause un piéton ou un cycliste.

En aucun cas le coefficient de réduction-majoration ne peut être supérieur à 3,50. Après deux années consécutives sans sinistre, le coefficient applicable ne peut être supérieur à 1.

ARTICLE 6

Ne sont pas à prendre en considération pour l'application d'une majoration des sinistres devant donner lieu ou non à une indemnisation lorsque :

- > l'auteur de l'*accident* conduit le véhicule à l'insu du propriétaire ou de l'un des conducteurs désignés, sauf s'il vit habituellement au foyer de l'un de ceux-ci,
- > la cause de l'*accident* est un événement, non imputable à l'assuré ayant les caractéristiques de la force majeure,
- > la cause de l'*accident* est entièrement imputable à la victime ou à un tiers.

ARTICLE 7

Le sinistre survenu à un véhicule en stationnement par le fait d'un tiers non identifié alors que la responsabilité de l'assuré n'est engagée à aucun titre, ou lorsque le sinistre mettant en jeu uniquement l'une des garanties suivantes : vol, incendie, bris de glaces, n'entraîne pas l'application de la majoration prévue à l'article 5 et ne fait pas obstacle à la réduction visée à l'article 4.

ARTICLE 8

Lorsqu'il est constaté qu'un sinistre ne correspond pas à la qualification qui lui avait été donnée initialement, la rectification de la prime peut être opérée soit par le moyen d'une quittance complémentaire, soit à l'occasion de l'échéance annuelle suivant cette constatation. Aucune rectification de prime ne sera, toutefois, effectuée si la constatation est faite au-delà d'un délai de deux ans suivant l'échéance annuelle postérieure à ce sinistre.

ARTICLE 9

La période annuelle prise en compte pour l'application des dispositions de la présente clause est la période de douze mois consécutifs précédant de deux mois l'échéance annuelle du contrat.

Si le contrat est interrompu ou suspendu pour quelque cause que ce soit, le taux de réduction ou de majoration appliqué à l'échéance précédente reste acquis à l'assuré mais aucune réduction nouvelle n'est appliquée, sauf si l'interruption ou la suspension est au plus égale à trois mois.

Par exception aux dispositions précédentes, la première période d'assurance prise en compte peut être comprise entre neuf et douze mois.

ARTICLE 10

Le coefficient de réduction-majoration acquis au titre du véhicule désigné au contrat est automatiquement transféré en cas de remplacement de ce véhicule ou en cas d'acquisition d'un ou plusieurs véhicules supplémentaires.

Toutefois, le transfert de la réduction n'est applicable que si le ou les conducteurs habituels du ou des véhicules désignés aux Conditions Particulières du contrat demeurent les mêmes, sauf en cas de réduction du nombre des conducteurs.

ARTICLE 11

Si le contrat concerne un véhicule précédemment garanti par un autre assureur, le coefficient de réduction-majoration applicable à la première prime est calculé en tenant compte des indications qui figurent sur le relevé d'informations mentionné à l'article 12 ci-dessous, et des déclarations complémentaires de l'assuré.

ARTICLE 12

L'assureur délivre au souscripteur un relevé d'informations* lors de la résiliation du contrat par l'une des parties et dans les quinze jours à compter d'une demande expresse du souscripteur.

Ce relevé comporte notamment les indications suivantes :

- > date de souscription du contrat,
- > numéro d'immatriculation du véhicule,
- > nom, prénom, date de naissance, numéro et date de délivrance du

permis de conduire du souscripteur et de chacun des conducteurs désignés au contrat,

- > nombre, nature, date de survenance et conducteur responsable des sinistres survenus au cours des cinq périodes annuelles précédant l'établissement du relevé d'informations, ainsi que la part de responsabilité retenue,
- > le coefficient de réduction-majoration appliqué à la dernière échéance annuelle,
- > la date à laquelle les informations ci-dessus ont été arrêtées.

ARTICLE 13

Le conducteur qui désire être assuré auprès d'un nouvel assureur s'engage à fournir à celui-ci le relevé d'informations délivré par l'assureur du contrat qui le garantissait précédemment au souscripteur de ce contrat.

ARTICLE 14

L'assureur doit indiquer sur l'avis d'échéance ou la quittance de prime remis à l'assuré :

- > le montant de la prime de référence,
- > le coefficient de réduction-majoration prévu à l'article A.121-1 du Code des assurances,
- > la prime nette après application de ce coefficient,
- > la ou les majorations éventuellement appliquées conformément à l'article A.335-9-2 du Code des assurances,
- > la ou les réductions éventuellement appliquées conformément à l'article A.335-9-3 du Code des assurances.

24 CONTRAT SOUS FORME ÉLECTRONIQUE

Le présent contrat est sous forme électronique en cas de souscription dématérialisée, en agence, par téléphone ou sur internet.

Acceptation du contrat : Le *souscripteur* manifeste son acceptation du contrat en signant celui-ci électroniquement selon les modalités exposées dans le document « les conditions d'utilisation de la signature électronique » remis lors de la signature.

Preuve du contrat : La preuve de ce contrat peut être établie conformément aux articles 1366 et 1368 du Code civil.

Le *souscripteur* reconnaît que la signature électronique utilisée pour signer son contrat est admise au même titre qu'une signature manuscrite sur support papier, avec la même force probante.

Accès au Contrat : L'original du contrat, entendu comme le document figé ayant reçu l'accord des parties, est conservé sous forme électronique par l'assureur selon des modalités techniques dûment documentées permettant de préserver l'intégrité du contrat et d'attester de sa conclusion.

Le *souscripteur* est responsable de la conservation et de l'utilisation des Codes de reconnaissance (identifiant et mot de passe) qui lui ont été attribués pour accéder à son espace client sécurisé.

Ces Codes sont strictement personnels et confidentiels. L'identifiant ne peut pas être modifié.

Le *souscripteur* s'engage à les tenir secret et à prendre toutes les mesures propres à en assurer leur confidentialité.

Après la souscription, la saisie de ces codes vaut identification.

Lorsque le contrat est entièrement dématérialisé, tous les documents d'assurance sont accessibles sur votre espace client BNP Paribas sur mabanque.bnpparibas rubrique « Mes assurances » ou sur votre application MesComptes rubrique « Assurances ».

Vous pouvez vous opposer, sans frais, dès la souscription et à tout moment à l'utilisation de ce support dématérialisé.

25 LA PROTECTION DE VOS DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Nous sommes amenés à recueillir auprès du souscripteur, de ses représentants, et le cas échéant des bénéficiaires effectifs du contrat des données à caractère personnel protégées par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et par le Règlement (UE) général sur la protection des données n°2016-679.

En tant que responsable du traitement, nous sommes responsable de la collecte et du traitement de ces données personnelles dans le cadre de nos activités.

Si le souscripteur, ses représentants et le cas échéant, des bénéficiaires effectifs du contrat souhaitent avoir plus d'informations sur le traitement que nous faisons de leurs données à caractère personnel, ils peuvent consulter la Notice d'information relative à la protection des données disponible directement à l'adresse suivante :

<https://www.cardif.fr/notice-protection-des-donnees-cardif-IARD>

Cette Notice contient l'ensemble des informations relatives aux traitements de ces données à caractère personnel notamment, les catégories de données à caractère personnel traitées, leur durée de conservation ainsi que les destinataires éventuels des données à caractère personnel.

Le souscripteur, ses représentants et le cas échéant, les bénéficiaires effectifs du contrat et toute autre personne intéressée au contrat, disposent des droits suivants :

- > **droit d'accès** : ils peuvent obtenir les informations concernant le traitement de leurs données à caractère personnel, et une copie de celles-ci ;
- > **droit de rectification** : s'ils considèrent que leurs données à caractère personnel sont inexacts ou incomplètes, ils peuvent demander qu'elles soient modifiées en conséquence ;
- > **droit à l'effacement** : ils peuvent demander la suppression de leurs données à caractère personnel, dans la limite autorisée par la loi ;
- > **droit à la limitation** : ils peuvent demander la limitation du traitement de leurs données à caractère personnel ;
- > **droit d'opposition** : ils peuvent s'opposer au traitement de leurs données à caractère personnel, pour des raisons tenant à leur situation particulière. **Ils bénéficient par ailleurs d'un droit d'opposition absolu concernant les traitements de leurs données à caractère personnel aux fins de prospection commerciale, et y compris au profilage dans la mesure où il est lié à une telle prospection ;**
- > **droit de retirer votre consentement** : lorsque le souscripteur, ses représentants et le cas échéant, les bénéficiaires effectifs du contrat ont donné leur consentement pour le traitement de leurs données à caractère personnel, ils ont le droit de retirer leur consentement à tout moment ;
- > **droit à la portabilité des données** : lorsque la loi l'autorise, ils peuvent demander la restitution des données à caractère personnel qu'ils nous ont fournies, ou lorsque cela est techniquement possible, le transfert de celles-ci à un tiers ;
- > **droit de définir des directives** relatives à la conservation, l'effacement ou la communication de vos données à caractère personnel, applicables après votre décès.

Pour toute réclamation, demande d'information ou demande d'exercice d'un droit, le souscripteur, ses représentants et le cas échéant, les bénéficiaires effectifs du contrat peuvent contacter :

1. En priorité, notre relais local qui assure la protection des données à caractère personnel en envoyant un courrier électronique à l'adresse : donnees.personnelles@cardif-iard.fr, ou par courrier postal en lettre

simple à l'adresse : Cardif IARD – A l'attention du DPO - TSA 47490 - 76934 ROUEN CEDEX.

2. Le Délégué à la protection des données à caractère personnel (DPO) du Groupe BNP Paribas Cardif en envoyant un courrier électronique à l'adresse : data.protection@cardif.com, ou par courrier postal à l'adresse :

BNP Paribas CARDIF - DPO

8, rue du Port 92728 Nanterre – France

Toute demande doit être accompagnée d'une photocopie/scan de la pièce d'identité du souscripteur, de ses représentants et le cas échéant, des bénéficiaires effectifs du contrat afin que nous puissions avoir une preuve de leur identité.

En plus des droits mentionnés ci-dessus, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Les données à caractère personnel que nous demandons sont obligatoires. Si des données à caractère personnel demandées sont facultatives, cela sera précisé au moment de leur collecte.

Les données à caractère personnel que nous collectons sont nécessaires :

> Pour nous conformer à nos différentes obligations légales ou réglementaires

Nous collectons les données à caractère personnel du souscripteur, de ses représentants, et le cas échéant, des bénéficiaires effectifs du contrat ou de toute autre personne intéressée au contrat, pour nous conformer aux réglementations en vigueur afin de :

- surveiller vos opérations pour gérer, prévenir et détecter la fraude ;
- gérer, prévenir et déclarer les risques (de nature financière, de nature juridique, de conformité ou liés à la réputation, etc.) auxquels nous sommes susceptible d'être confronté dans le cadre de nos activités ;
- procéder à une évaluation du caractère approprié et de l'adéquation au profil de chaque client des produits que nous proposons conformément à la directive sur la distribution d'assurance (DDA) de 2016 ;
- contribuer à la lutte contre la fraude fiscale et satisfaire nos obligations de notification et de contrôle fiscal ;
- enregistrer les opérations à des fins comptables ;
- prévenir, détecter et déclarer les risques liés à la Responsabilité Sociale de l'Entreprise et au développement durable ;
- détecter et prévenir la corruption ;
- respecter les dispositions applicables aux prestataires de service de confiance délivrant des certificats de signature électronique ;
- échanger et signaler différentes opérations, transactions ou demandes ou répondre à une demande officielle émanant d'une autorité judiciaire, pénale, administrative, fiscale ou financière locale ou étrangère dûment autorisée, un arbitre ou un médiateur, des autorités chargées de l'application de la loi, d'organes gouvernementaux ou d'organismes publics.

Nous traitons aussi vos données personnelles pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

> Pour exécuter tout contrat auquel le souscripteur est partie ou pour exécuter des mesures précontractuelles prises à sa demande.

Nous utilisons les données à caractère personnel du souscripteur, de ses représentants, et le cas échéant, des bénéficiaires effectifs du contrat ou de toute autre personne intéressée au contrat pour conclure et exécuter les contrats ainsi que pour gérer notre relation, notamment afin de :

- définir votre score de risque d'assurance et déterminer une tarification associée ;

- évaluer (par exemple sur la base de votre score de risque d'assurance) si nous pouvons vous proposer un produit ou un service et à quelles conditions (par exemple le prix) ;
- vous envoyer des informations sur nos produits ou services, à votre demande ;
- vous fournir les produits et services souscrits conformément au contrat applicable ;
- assurer la gestion de votre contrat (changement d'adresse, nouveau conducteur, etc.) et gérer les sinistres (verser une indemnisation, etc.) ;
- répondre à vos demandes et vous assister dans vos démarches ;
- gérer et traiter les incidents de paiement et les impayés (identification des clients en situation d'impayé et le cas échéant, exclusion de ceux-ci du bénéfice de nouveaux produits ou services).

> Pour répondre à notre intérêt légitime ou celui d'un tiers

Nous utilisons les données à caractère personnel du souscripteur, de ses représentants, et le cas échéant, des bénéficiaires effectifs du contrat ou de toute autre personne intéressée au contrat, y compris les données relatives aux opérations, aux fins suivantes.

- Dans le cadre de notre activité d'assureur, nous utilisons vos données personnelles pour :
 - Gérer les risques auxquels nous sommes exposés :
 - nous conservons la preuve d'opérations ou de transactions, y compris sous format électronique ;
 - nous surveillons vos opérations pour gérer, prévenir et détecter les fraudes, en contrôlant notamment celles qui semblent anormales/inhabituelles ;
 - nous procédons à des recouvrements ;
 - nous développons des modèles statistiques afin de faciliter la définition de votre profil d'assurance.
 - Améliorer la cybersécurité, gérer nos plateformes et sites internet, et assurer la continuité des activités.
 - Améliorer l'automatisation et l'efficacité de nos processus opérationnels et nos services à la clientèle (par ex. remplissage automatique des plaintes, suivi de vos demandes et amélioration de votre satisfaction sur la base des données collectées lors de nos interactions avec vous comme les courriels ou les chats).
 - Faire des études statistiques et développer des modèles prédictifs et descriptifs à des fins :
 - commerciales : pour identifier les produits et services que nous pourrions vous offrir pour répondre au mieux à vos besoins, pour créer de nouvelles offres ou identifier de nouvelles tendances chez nos clients, pour développer notre politique commerciale en tenant compte des préférences de nos clients ;
 - de sécurité : pour prévenir les potentiels incidents et améliorer la gestion de la sécurité ;
 - de définition de votre risque d'assurance ;
 - de suivi du risque des produits et de l'amélioration de la tarification ;
 - de conformité (telle que la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme) et de gestion des risques ;
 - d'efficacité : optimiser et automatiser nos processus opérationnels ;
 - de lutte contre la fraude.
 - Organiser des opérations promotionnelles ou de parrainage, effectuer des enquêtes d'opinion et de satisfaction des clients.
- Nous utilisons vos données personnelles pour vous envoyer des offres commerciales par voie électronique, courrier papier et téléphone
- Nous analysons vos données personnelles pour réaliser un profilage standard afin de personnaliser nos produits et nos offres.

Dans tous les cas, notre intérêt légitime reste proportionné et nous nous assurons, grâce à un test de mise en balance, que les intérêts ou droits fondamentaux du souscripteur, de ses représentants, et le cas échéant, des bénéficiaires effectifs du contrat, sont préservés.

En cas de déclaration d'un *sinistre* notamment, l'assuré ou le bénéficiaire désigné au contrat peuvent parfois être amené à nous transmettre des données concernant leur état de santé.

Ils acceptent expressément que nous puissions traiter des données sur leur état de santé dans le but de permettre la gestion du contrat d'assurance, ainsi que pour l'amélioration de nos processus internes. Les données sur leur état de santé sont susceptibles d'être partagées avec nos éventuels réassureurs, gestionnaires ou sous-traitants en lien avec le contrat.

26_LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX, LE FINANCEMENT DU TERRORISME – RESPECT DES SANCTIONS INTERNATIONALES

Nous sommes assujettis à des obligations légales et réglementaires au titre de la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme, le gel des avoirs et la lutte contre la corruption. Ces obligations doivent être mises en œuvre avant la conclusion du contrat et tout au long de la vie du contrat. Cela se traduit par l'obligation :

- > d'identifier le *souscripteur*, et le cas échéant le(s) bénéficiaire(s) effectif(s), du contrat ;
- > de pratiquer un examen attentif des opérations effectuées au titre du contrat.

Pour satisfaire à ces obligations, nous pouvons recueillir tous éléments d'information pertinents ainsi que, le cas échéant, des pièces justificatives. Le *souscripteur* s'engage à fournir toutes les informations et pièces justificatives demandées. Si nous n'obtenons pas les informations et pièces nécessaires, nous avons l'obligation de ne pas conclure le contrat.

Sanctions internationales

En tant que filiale du Groupe BNP PARIBAS, l'assureur respecte toutes sanctions économiques et commerciales ou mesures restrictives (interdictions et restrictions au commerce de biens, de technologies ou de services ciblés avec certains pays, mesures de gel des fonds et ressources économiques, restrictions à l'accès aux services financiers) décidées, administrées, imposées ou appliquées par le Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Union Européenne, le département américain du Trésor chargé du contrôle des avoirs étrangers (U.S. Department of the Treasury's Office of Foreign Assets Control - OFAC), le Département d'Etat américain (U.S. Department of State), ou toute autre autorité compétente ayant le pouvoir d'édicter de telles sanctions.

27_ EXEMPLES D'INDEMNITÉS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE VERSÉES AU TITRE DE LA GARANTIE PROTECTION DU CONDUCTEUR

Les exemples ci-dessous sont élaborés à titre indicatif, conformément aux règles en vigueur et aux dispositions prévues aux Conditions Générales.

EXEMPLE 1

En rentrant de son travail, Madame V., 30 ans, responsable de ventes, perd le contrôle de son véhicule sur le verglas et percute un arbre. Aucun autre véhicule n'est impliqué.

Ses blessures imputables à cet *accident* ont entraîné :

- > une *incapacité temporaire totale* de 6 mois,
- > une *incapacité permanente partielle* de 12 %.

La garantie Protection du conducteur de son contrat Assurance Auto BNP Paribas va lui permettre de recevoir les indemnités suivantes :

GARANTIES	MODALITÉS DE CALCUL	INDEMNITÉS
Les frais de soins engagés jusqu'à la date de <i>consolidation</i> des blessures	Frais médicaux restés à charge après intervention de la CPAM et de la Mutuelle complémentaire	500 €
La perte de revenus professionnels	Indemnité correspondant à la différence entre les salaires que l'assuré aurait perçus durant 6 mois – indemnités journalières versées par la CPAM	480 €
Les services à la personne (aide-ménagère, déplacement accompagné...)	Nombre d'heures allouées en fonction de la durée de la période d'incapacité (voir tableau à l'article « Protection du conducteur »)	Crédit de services à la personne de 40 h
L' <i>incapacité permanente</i> Le capital de base	Taux d'incapacité X valeur de point correspondant à ce taux : 12 X 350 €	4 200 €
L' <i>incapacité permanente</i> Le capital complémentaire	Taux d'incapacité X valeur de point correspondant à ce taux : 12 X 2 500 € = 30 000 € Dont à déduire le capital accident du travail versé par la CPAM de 4 122 €	25 878 €
Total		31 058 € + crédit de services à la personne

EXEMPLE 2

Circulant sur une route départementale, Monsieur B., 25 ans, sans profession, perd subitement le contrôle de son véhicule et heurte une barrière de sécurité. Aucun autre véhicule n'est impliqué.

Ses blessures imputables à cet *accident* ont entraîné :

- > une *incapacité temporaire totale* d'une durée de 6 mois,
- > une *incapacité permanente partielle* de 22 %.

La garantie Protection conducteur de son contrat Assurance Auto BNP Paribas va lui permettre de recevoir les indemnités suivantes :

GARANTIES	MODALITÉS DE CALCUL	INDEMNITÉS
Les frais de soins engagés jusqu'à la date de <i>consolidation</i> des blessures	Frais médicaux restés à charge après intervention de la CPAM et de la Mutuelle complémentaire	2 000 €
Les services à la personne (aide-ménagère, déplacement accompagné...)	Nombre d'heures allouées en fonction de la durée de la période d'incapacité (voir tableau à l'article « Protection du conducteur »)	Crédit de services à la personne de 40 h
L' <i>incapacité permanente</i> Le capital de base	Taux d'incapacité X valeur de point correspondant à ce taux : 22 X 350 €	7 700 €
L' <i>incapacité permanente</i> Le capital complémentaire	Taux d'incapacité X valeur de point correspondant à ce taux : 22 X 2500 €	55 000 €
Total		64 700 € + crédit de services à la personne

EXEMPLE 3

Lors de ses vacances, Monsieur V., 52 ans, perd le contrôle de son véhicule sur une route gravillonnée et chute dans un ravin.

Les blessures imputables à cet *accident* ont entraîné :

- > un arrêt de travail de 2 ans dont une hospitalisation de 4 mois,
- > une *incapacité permanente* partielle de 78 % lui interdisant l'exercice de toute activité professionnelle et lui imposant d'avoir recours à une *tierce personne* de 3 heures par jour pour faire face aux actes de la vie quotidienne.

L'importance de cette incapacité lui impose de procéder :

- > à l'aménagement de son logement (30 000 €),
- > à l'aménagement des commandes de son véhicule (6 000 €).

La garantie Protection du conducteur de son contrat Assurance Auto BNP Paribas va lui permettre de recevoir les indemnités suivantes :

GARANTIES	MODALITÉS DE CALCUL	INDEMNITÉS
Les frais de soins engagés jusqu'à la date de <i>consolidation</i> des blessures	Frais médicaux restés à charge après intervention de la CPAM et de la Mutuelle complémentaire	4 650 €
La perte de revenus professionnels	Indemnité correspondant à la différence entre les salaires que l'assuré aurait perçus durant 2 ans - indemnités journalières versées par la CPAM	10 123 €
Les services à la personne (aide-ménagère, déplacement accompagné...)	Nombre d'heures allouées en fonction de la durée de la période d'incapacité (voir tableau à l'article « Protection du conducteur »)	Crédit de services à la personne de 60 h (après application de la majoration de 50 %)
<i>L'incapacité permanente</i> Le capital de base	Taux d'incapacité majoré pour inaptitude au travail (78 % porté à 100 %) et assistance par <i>tierce personne</i> : 100 X 1 050 €	105 000 €
<i>L'incapacité permanente</i> Le capital complémentaire	Taux d'incapacité majoré pour inaptitude au travail (78 % porté à 100 %) et assistance par <i>tierce personne</i> Détail du calcul ci-dessous	741 174 €
Frais d'aménagement de logement adapté	Coût réel dans la limite du plafond (voir tableau article « Protection du conducteur »)	30 000 €
Frais d'aménagement de véhicule adapté	Coût réel dans la limite du plafond (voir tableau article « Protection du conducteur »)	6 000 €
Total		896 947 € + crédit de services à la personne

Calcul du capital complémentaire

Indemnité correspondant à la différence entre :

- > d'une part, le taux d'incapacité (78 % portés à 100 % en raison de l'inaptitude professionnelle) multiplié par la valeur du point correspondant à ce taux (11 250 € valeur majorée en raison de la nécessité d'avoir recours à une *tierce personne* 3 heures par jour) soit 1 125 000 €,
 - > d'autre part les montants capitalisés* de la pension d'invalidité et de la majoration pour *tierce personne* versées par la CPAM soit 383 826 €.
- Soit 1 125 000 € - 383 826 € = 741 174 €.

* En fonction des coefficients de capitalisation mentionnés dans l'arrêté relatif à l'application de l'article R 376-1 du Code de la sécurité sociale en vigueur au jour de l'accident correspondant au sexe et à l'âge de la victime au jour de leurs premiers versements.

EXEMPLE 4

Lors d'un déplacement privé, Monsieur C., 27 ans, marié et père de 2 enfants, perd le contrôle de sa voiture et percute de plein fouet un lampadaire. Il décède sous la violence du choc.

La garantie Protection du conducteur de son contrat Assurance Auto BNP Paribas va permettre à Madame C. de recevoir les indemnités suivantes :

GARANTIES	MODALITÉS DE CALCUL	INDEMNITÉS
Participation aux frais d'obsèques (réglée à la personne ayant exposé les frais)	Frais d'obsèques réglés et restés à charge 3 000 € après intervention des tiers payeurs	3 000 €
Capital de base (réglé au conjoint)	(Voir tableau de l'article « Protection du conducteur »)	15 000 €
Capital de base-majoration pour 2 enfants mineurs (majoration réglée à chacun des 2 enfants mineurs fiscalement à charge)	5 000 € X 2 (Voir tableau de l'article « Protection du conducteur »)	10 000 €
Capital complémentaire (réglé à l'épouse)	Capital complémentaire – capital décès versé par la CPAM 3 415 € (Voir tableau de l'article « Protection du conducteur »)	146 585 €
Capital complémentaire - majoration pour 2 enfants mineurs (majoration réglée à chacun des 2 enfants mineurs fiscalement à charge)	50 000 € X 2	100 000 €
Total		274 585 €

28_FICHE D'INFORMATION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE « RESPONSABILITÉ CIVILE » DANS LE TEMPS

Annexe à l'article A.112 du Code des assurances

AVERTISSEMENT

La présente fiche d'information vous est délivrée en application de l'article L.112-2 du Code des assurances.

Elle a pour objet d'apporter les informations nécessaires à une bonne compréhension du fonctionnement de la garantie Responsabilité civile dans le temps.

Elle concerne les contrats souscrits ou reconduits postérieurement à l'entrée en vigueur le 3 novembre 2003 de l'article 80 de la loi n° 2003-706. Les contrats souscrits antérieurement font l'objet de dispositions particulières précisées dans la même loi.

EN COMPRENDRE LES TERMES

Fait dommageable

Fait, acte ou événement à l'origine des dommages subis par la victime et faisant l'objet d'une réclamation.

Réclamation

Mise en cause de votre responsabilité, soit par lettre adressée à l'assuré ou à l'assureur, soit par assignation devant un tribunal civil ou administratif. Un même sinistre peut faire l'objet de plusieurs réclamations, soit d'une même victime, soit de plusieurs victimes.

Période de validité de la garantie

Période comprise entre la date de prise d'effet de la garantie et, après d'éventuelles reconductions, sa date de résiliation ou d'expiration.

Période subséquente

Période se situant après la date de résiliation ou d'expiration de la garantie. Sa durée est précisée par le contrat. Elle ne peut être inférieure à cinq ans.

Si votre contrat garantit exclusivement votre responsabilité civile vie privée, reportez-vous au I ci-après. Sinon, reportez-vous au I et au II ci-après.

I - LE CONTRAT GARANTIT VOTRE RESPONSABILITÉ CIVILE VIE PRIVÉE

En dehors de toute activité professionnelle, la garantie est déclenchée par le fait dommageable.

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

II - LE CONTRAT GARANTIT LA RESPONSABILITÉ CIVILE ENCOURUE DU FAIT D'UNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Le contrat d'assurance doit préciser si la garantie est déclenchée par le « fait dommageable » ou si elle l'est par « la réclamation ».

Lorsque le contrat contient à la fois des garanties couvrant votre responsabilité civile du fait d'activité professionnelle et des garanties couvrant votre responsabilité civile vie privée, ces dernières sont déclenchées par le fait dommageable (cf. I).

Certains contrats, pour lesquels la loi prévoit des dispositions particulières dérogent cependant à cette disposition ; c'est le cas par exemple en matière d'assurance décennale obligatoire des activités de construction.

1 - Comment fonctionne le mode de déclenchement « par le fait dommageable » ?

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie. La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

2 - Comment fonctionne le mode de déclenchement « par la réclamation » ?

Quel que soit le cas, la garantie de l'assureur n'est pas due si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci.

2.1 Premier cas : la réclamation du tiers est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période de validité de la garantie souscrite.

L'assureur apporte sa garantie, même si le fait à l'origine du sinistre s'est produit avant la souscription de la garantie.

2.2 Second cas : la réclamation est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période subséquente.

Cas 2.2.1 : l'assuré n'a pas souscrit de nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation couvrant le même risque. L'assureur apporte sa garantie.

Cas 2.2.2 : l'assuré a souscrit une nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation auprès d'un nouvel assureur couvrant le même risque.

C'est la nouvelle garantie qui est mise en œuvre, sauf si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci, auquel cas, c'est la garantie précédente qui intervient.

Aussi, dès lors qu'il n'y a pas d'interruption entre deux garanties successives et que la réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur avant l'expiration du délai subséquent de la garantie initiale, l'un des deux assureurs est nécessairement compétent et prend en charge la réclamation.

Lorsque la garantie initiale est déclenchée pendant la période subséquente, le plafond de l'indemnisation ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de sa résiliation ou de son expiration.

3 - En cas de changement d'assureur.

Si vous avez changé d'assureur et si un sinistre, dont le fait dommageable est intervenu avant la souscription de votre nouveau contrat, n'est l'objet d'une réclamation qu'au cours de votre nouveau contrat, il faut déterminer l'assureur qui vous indemniserà.

Selon le type de contrats, l'ancien ou le nouvel assureur pourra être valablement saisi. Reportez-vous aux cas types ci-dessous.

3.1 L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par le fait dommageable.

La garantie qui est activée par la réclamation est celle qui est ou était en cours de validité à la date de survenance du fait dommageable.

3.2 L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par la réclamation.

Votre ancien assureur devra traiter la réclamation si vous avez eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur

si la réclamation vous est adressée ou l'est à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si vous n'avez pas eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie, c'est votre nouvel assureur qui accueillera votre réclamation.

3.3 L'ancienne garantie est déclenchée par le fait dommageable et la nouvelle garantie est déclenchée par la réclamation.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de l'ancienne garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable. Dans l'hypothèse où le montant de cette garantie serait insuffisant, la garantie nouvelle déclenchée par la réclamation sera alors amenée à compléter cette insuffisance pour autant que vous n'ayez pas eu connaissance du fait dommageable avant la date de souscription de votre nouvelle garantie.

Si le fait dommageable s'est produit avant la prise d'effet de l'ancienne garantie et est demeuré inconnu de l'assuré à la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est le nouvel assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

3.4 L'ancienne garantie est déclenchée par la réclamation et la nouvelle garantie est déclenchée par le fait dommageable.

Si le fait dommageable s'est produit avant la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation est adressée à l'assuré ou à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de la nouvelle garantie, c'est bien entendu l'assureur de cette dernière qui doit traiter la réclamation.

4 - En cas de réclamations multiples relatives au même fait dommageable.

Un même fait dommageable peut être à l'origine de dommages multiples qui interviennent ou se révèlent à des moments différents.

Plusieurs réclamations ont alors vocation à être successivement adressées par les différents tiers concernés. Dans ce cas, le sinistre est considéré comme unique. En conséquence, c'est le même assureur qui prend en charge l'ensemble des réclamations.

Si le fait dommageable s'est produit alors que votre contrat était déclenché sur la base du fait dommageable, c'est donc votre assureur à la date où le fait dommageable s'est produit qui doit traiter les réclamations.

Si vous n'étiez pas couvert sur la base du fait dommageable à la date du fait dommageable, l'assureur qui doit être désigné est celui qui est compétent, dans les conditions précisées aux paragraphes II-1, II-2 et II-3 ci-dessus, au moment de la formulation de la première réclamation.

Dès lors que cet assureur est compétent au titre de la première réclamation, les réclamations ultérieures seront alors traitées par ce même assureur quelle que soit la date à laquelle ces réclamations sont formulées, même si la période subséquente est dépassée.

ASSURANCE AUTO BNP PARIBAS

INFORMATIONS COMMERCIALES
ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Contrat assuré par Cardif IARD

Cardif IARD - Entreprise régie par le Code des assurances, SA au Capital de 6 817 000 €
RCS Paris 824 686 109 - N° ADEME : FR200182_03KLJL
Siège Social : 1, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
Adresse postale : 31, rue de Sotteville CS 41200 - 76177 ROUEN CEDEX

et proposé par BNP Paribas

Immatriculée à l'Orias sous le numéro 07 022 735, www.orias.fr
SA au capital de 2 468 663 292 €
RCS Paris 662 042 449 - N° ADEME : FR200182_03KLJL
Siège social : 16, boulevard des Italiens - 75009 PARIS



BNP PARIBAS

La banque
et l'assurance
d'un monde qui change

